



Assemblée générale

Distr. générale
9 décembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 143 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations
de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

Rapport du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent additif des informations sur les produits prévus et exécutés renvoyant à la section II du document A/65/610.

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget*	4
A. Département des opérations de maintien de la paix	4
B. Département de l'appui aux missions	50
C. Département de la gestion	84
D. Bureau des services de contrôle interne	112
E. Cabinet du Secrétaire général.	114
F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	115
G. Bureau de la déontologie	117
H. Bureau des affaires juridiques	118
I. Département de l'information	121
J. Département de la sûreté et de la sécurité.	124
K. Bureau des technologies de l'information et des communications	128

* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir A/65/610.



Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BINUB	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
BINUCSIL	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
Normes IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Programme SMART	Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources

SIG	Systeme intégré de gestion
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

II. Exécution du budget*

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Secrétariat du Secrétaire général adjoint		
Rapport du Secrétaire général au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, fourniture de services d'appui fonctionnel au Comité spécial et à la Quatrième Commission, et réunions d'information à la demande du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de la Quatrième Commission	Oui	Un rapport du Secrétaire général au Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/64/573) a été publié le 22 décembre 2009 et complété par un tableau (A/64/573/Add.1) détaillant les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité spécial et son groupe de travail dans le rapport de 2009 (A/63/19). Le secrétariat a fourni des conseils fonctionnels au bureau du Comité spécial, établi une synthèse du débat général sur le maintien de la paix mené à la Quatrième Commission, a apporté un soutien technique et en matière de procédure au Président du Comité spécial à l'occasion de plus de 80 séances d'information informelles données au Comité par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions au cours de l'exercice 2009/10.
45 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur l'évolution des missions de maintien de la paix et les questions stratégiques, politiques et structurelles intéressant tous les aspects des opérations de maintien de la paix	45	Séances d'information et rapports à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants (notamment le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)
260 réunions et séances d'information, à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact, sur tous les aspects des opérations de maintien de la paix	278	Séances d'information organisées à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact, sur tous les aspects des opérations de maintien de la paix

* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir A/65/610.

12 visites dans les pays gros fournisseurs d'effectifs militaires ou de police et les autres États Membres afin de former des partenariats stratégiques et définir des modalités communes d'appui aux opérations de maintien de la paix de l'ONU

Groupe des affaires publiques

Activités d'information à l'intention des principaux responsables de l'élaboration des politiques et représentants des communautés universitaire et militaire, de la société civile et des organisations non gouvernementales

Exposition multimédia sur les opérations de maintien de la paix dans les centres d'information des Nations Unies de trois pays gros fournisseurs de contingents

19 Visites effectuées dans les pays gros fournisseurs d'effectifs militaires ou de police afin de former des partenariats stratégiques. Le nombre plus important de visites que prévu s'explique par les besoins opérationnels, notamment en ce qui concerne la crise en Haïti, ainsi que la tenue de pourparlers avec les gouvernements des pays hôtes concernant la configuration des forces de maintien de la paix à l'avenir et de discussions sur l'initiative « Horizons nouveaux ».

160 Activités de sensibilisation et séances d'information publiques organisées à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques, des experts, des universitaires et du personnel militaire, ainsi que des représentants de la société civile et des organisations non gouvernementales

Non Une exposition multimédia sur les opérations de maintien de la paix a été présentée en Chine, à l'Exposition universelle 2010 de Shanghai. Les résultats inférieurs aux prévisions s'expliquent par le réaménagement des ressources qui a été nécessaire pour réagir à la crise qui s'est produite en Haïti à la suite du séisme de janvier 2010 et par la nécessité de répondre aux demandes plus importantes émanant des médias et la priorité accordée aux relations avec les médias. Une exposition multimédia sur le thème « Haiti Standing » (Haïti debout) a été lancée au Siège à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, en mai 2010. D'autre part, des archives multimédias ont été créées pour capturer ce qui s'est passé au moment du séisme qui a frappé Haïti et dans les mois qui ont suivi. Les archives, qui sont accessibles au grand public, comportent environ 700 photos, 500 vidéos et plus de 150 transcriptions.

2 documentaires sur les opérations de maintien de la paix, fournissant notamment des informations à l'intention des cinéastes et sur les aspects logistiques des déplacements dans des missions sur le terrain

Textes rédactionnels et lettres à la rédaction en réponse à des articles importants sur des questions fondamentales touchant les missions

Tenue de réunions d'information trimestrielles par la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, à l'intention des journalistes accrédités auprès de l'ONU, sur les progrès accomplis et les faits nouveaux en ce qui concerne les principales questions de maintien de la paix

Organisation de 6 interviews sur les domaines des activités de maintien de la paix en mutation, notamment la déontologie et la discipline, le personnel militaire, la police, l'état de droit, la réforme du secteur de la sécurité et la protection des civils

3 Projets documentaires : a) *The War against War*, un documentaire sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies réalisé par l'organisation « Culture Project » en collaboration avec le Département de l'information et les missions de maintien de la paix; b) une émission de télévision produite par Defence TV du Ministère sud-africain de la défense sur la participation de l'Afrique du Sud aux opérations de maintien de la paix en Afrique; c) une série télévisée diffusée sur le Web produite par FireAnts Productions intitulée *We Are Going to the World Cup*, qui montre comment les Casques bleus utilisent le sport pour entrer en contact avec la population. Les résultats supérieurs aux prévisions s'expliquent par la demande accrue d'histoires relatives au maintien de la paix et la priorité donnée aux relations avec les médias.

Non Aucun texte rédactionnel n'a été préparé pendant la période à l'examen, car il a fallu répondre aux demandes de plus en plus nombreuses émanant des organes de presse et la priorité a été donnée aux relations avec les médias, surtout pendant la crise en Haïti.

30 Réunions d'information trimestrielles ont été organisées à l'intention des médias (4 par chacun des Secrétaires généraux adjoints du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions) sur les faits nouveaux intervenus dans les missions de maintien de la paix. D'autre part, 1 point de presse a été organisé à la suite de la parution du rapport de la Commission d'enquête sur l'attaque dirigée contre la maison d'hôtes des Nations Unies à Kaboul, 1 autre point de presse a été organisé après le séisme qui a frappé Haïti, et 20 points de presse ont été tenus par visioconférence avec les hauts responsables de la MINUSTAH après le séisme en Haïti.

200 50 interviews ont été organisées pendant la période à l'examen entre autres sur les élections au Soudan et en Afghanistan; la protection des civils en République démocratique du Congo, au Soudan et en Somalie; la formation des policiers en Haïti et au Libéria; le renforcement du système pénitentiaire au Libéria; et les affaires de déontologie et de discipline et les questions de sûreté et de sécurité dans les missions (notamment, vols de voitures avec agression des

<p>Rapport d'enquête sur les opinions des groupes visés dans 3 pays fournisseurs de contingents et 2 pays d'accueil, afin d'aider à définir les objectifs et les priorités de communication du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions</p>	<p>conducteurs, enlèvement de Casques bleus et embuscade contre des Casques bleus au Darfour et attaque d'une maison d'hôtes des Nations Unies à Kaboul). Les résultats supérieurs aux prévisions s'expliquent par le dynamisme des relations avec les médias et la nécessité de réagir à des événements très médiatisés qui se sont produits dans les zones des missions pendant la période considérée. En outre, plus de 150 interviews et séances d'information générale ont été données par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions après le séisme qui a frappé Haïti.</p> <p>Non La première phase de l'enquête portant sur 3 pays fournisseurs de contingents s'est achevée en mai 2010. La seconde phase de l'enquête, qui portera sur 2 pays d'accueil, sera mise en œuvre au cours de l'exercice 2010/11. Le marché a été accordé en juin 2009, tel que signalé dans le rapport sur l'exécution du budget 2008/09. La phase I ayant été reportée à l'exercice 2009/10, la phase II ne commencera qu'au cours de l'exercice budgétaire actuel.</p>
<p>Centre de situation</p> <p>Notification immédiate des pays fournisseurs de contingents en cas de perte d'un fonctionnaire en tenue participant aux opérations de maintien de la paix</p> <p>40 exposés oraux et écrits sur l'évolution des opérations à l'intention des pays fournisseurs de contingents</p>	<p>Oui 152 pertes de fonctionnaires en tenue ont été enregistrées durant la période considérée; les 33 États Membres concernés ont été informés dans les 24 heures de la réception de l'avis de perte envoyé par la mission en question.</p> <p>39 Au cours de la période considérée, 37 séances d'information hebdomadaires sur l'évolution des opérations ont été organisées à l'intention des conseillers militaires et de police des États Membres. En outre, 2 séances d'information spéciales ont été organisées à l'intention des pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police par l'intermédiaire du Comité spécial des opérations de maintien de la paix</p>
<p>Téléchargement de toutes les notes d'information, comptes rendus d'incidents et mises à jour du Centre de situation sur le portail commun partagé avec les centres de situation de l'OTAN et de l'Union européenne</p>	<p>Oui Les 251 notes d'information et les 116 comptes rendus d'incidents et mises à jour du Centre de situation ont été téléchargés sur le portail commun partagé</p>

Réalisation escomptée 2.1 : Mise en place et déploiement rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Secrétariat du Secrétaire général adjoint		
En collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions, élaboration d'une stratégie d'information et d'un plan d'exécution visant à créer de nouvelles réserves de candidats pour assurer les fonctions d'information spécialisées dans les missions	Non	Compte tenu des réformes en cours dans le domaine des ressources humaines, en particulier les nouvelles politiques qui concernent le recrutement du personnel des missions, il n'a pas été possible de mettre au point une stratégie d'information et un plan d'exécution, la priorité ayant été donnée à l'actualisation des listes de candidats qui existent sur Galaxy. Cet exercice s'est achevé en juillet 2010. Les tests ont été administrés au premier groupe de 339 candidats qui avaient posé leur candidature sur Galaxy à des postes de fonctionnaire de l'information, les entretiens par un jury ont eu lieu, ainsi que l'évaluation finale. Les candidatures retenues ont été examinées par le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions et des listes de candidats fonctionnaires de l'information ont été établies. Quelque 45 candidats à des postes de fonctionnaire de l'information figurent sur la liste. Il est prévu de mener au cours de l'exercice 2011/12 une campagne, en collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions, visant à accroître la réserve de candidats qualifiés dans le domaine de l'information.
Centre de situation		
Missions d'évaluation technique, visites d'inspection avant déploiement et tournées dans les missions en phase de démarrage pour évaluer les conditions de sécurité dans 6 missions de maintien de la paix dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix	Oui	Le résultat inférieur aux prévisions s'explique par la nécessité de mener 1 seule visite d'évaluation technique de la MINUS, pour faire un essai pilote du système de niveaux de sécurité des Nations Unies. L'essai a été concluant, ce qui a permis la mise en service dans son intégralité du système de niveaux de sécurité et son approbation par le Conseil des chefs de secrétariat.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Secrétariat du Secrétaire général adjoint		
10 tournées dans des missions de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et fournir des directives aux responsables des missions sur les questions liées à l'exécution du mandat des missions concernées	10	FINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH (3), MONUC (3) et UNFICYP
Achèvement de 30 projets d'amélioration des processus suivant la méthode Lean Six Sigma	9	Projets Lean Six Sigma ont été achevés : remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents; mise à niveau des systèmes financiers des missions; plan de cession des actifs; concours national de recrutement; attestation de congé de maladie; établissement de rapports sur les effectifs des contingents; fonds d'affectation spéciale pour l'assistance alimenté par des contributions volontaires; demande de services émanant du Bureau des technologies de l'information et des communications; et approbation et publication de directives au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions. 2 autres projets sur la désignation et les communications relatives aux nominations de haut rang dans les missions ont été menés à bien en août et septembre 2010, respectivement. Le résultat inférieur aux prévisions s'explique par la suspension de l'initiative d'amélioration des processus-métier, entreprise conjointement par le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et le Département de la gestion, à la suite de la décision qui a été prise de faire porter les efforts sur l'initiative de progiciel de gestion intégré. D'autre part, la priorité a été donnée à d'autres projets et initiatives de modernisation, tels que la Stratégie globale d'appui aux missions, l'initiative de gestion des aptitudes dans le contexte des grandes réformes des ressources humaines, l'introduction des normes IPSAS et les contrats de mission des hauts fonctionnaires.
Élaboration de cours de formation en ligne et formation et information individuelles à l'intention de tous les fonctionnaires, assistants et coordonnateurs chargés de la gestion des dossiers	Oui	Du matériel de formation sur la gestion des dossiers et les informations sensibles a été élaboré et mis à la disposition de tous les fonctionnaires, assistants et coordonnateurs

dans l'ensemble des missions de maintien de la paix, sur l'application et l'utilisation des outils et directives de gestion des dossiers concernant le maintien de la paix

Élaboration d'un modèle type de contenu pour le site intranet des missions, comportant notamment des informations propres à chaque mission et des informations utiles à l'ensemble du personnel de maintien de la paix

Élaboration de diagrammes normalisés des principales activités de collecte et de présentation des informations relatives aux opérations de maintien de la paix

Élaboration et lancement de sites de collaboration à la gestion des documents et des tâches pour 7 unités administratives, la priorité allant aux questions d'intégration des principales activités de maintien de la paix

Formulation de directives en matière d'administration du système de gestion de l'information à l'intention des missions, en ce qui concerne notamment les responsabilités de gestion de l'information dans les opérations de maintien de la paix et l'application des normes et des règles institutionnelles en la matière

chargés de la gestion des dossiers par l'intermédiaire du réseau de gestion des dossiers dans les opérations de maintien de la paix.

D'autre part, 23 fonctionnaires et assistants chargés de la gestion des dossiers ont assisté à un atelier de 4 jours à Brindisi (Italie) en mai 2010; une formation de base sur la gestion des dossiers a été organisée à l'intention du personnel informatique de la Base de soutien logistique des Nations Unies en juin 2010; et 20 coordonnateurs de la gestion des dossiers du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en poste au Siège ont reçu une formation sur la question de l'élimination des dossiers en novembre 2009.

Oui Un modèle d'intranet a été mis au point en juin 2010. Un guide intranet pour les opérations de paix a été établi en juillet 2010.

Oui Dans le cadre de l'élaboration d'un système de gestion stratégique, des diagrammes ont été mis au point pour toutes les activités de collecte et de présentation des informations relatives à la gestion de l'information : affaires militaires, systèmes d'information géographiques, état de droit et institutions chargées de la sécurité, services médicaux, finances, personnel, logistique, établissement de rapports de situation dans les missions et communication des pertes en vies humaines.

11 Unités administratives, dont 7 équipes opérationnelles intégrées. Jusqu'à présent, seules 2 de ces unités utilisent effectivement le système, à cause de problèmes techniques entravant le fonctionnement, lesquels ont pu être réglés en décembre 2010. Le résultat supérieur aux prévisions s'explique par le fait que d'autres unités administratives ont demandé à bénéficier d'un site de collaboration.

Oui Au cours de l'exercice 2009/10, les procédures opérationnelles permanentes sur l'accès aux archives et aux dossiers non courants, et leur déclassification, ont été revues et augmentées pour englober les missions (avril 2010) et un dossier d'information sur les informations sensibles a été publié à l'intention des missions

Réalisation d'une enquête auprès de tous les membres du personnel de maintien de la paix afin de recueillir leurs vues sur l'amélioration des moyens de gestion de l'information, l'accent étant mis sur le site intranet consacré aux opérations de paix et son module de recherche électronique

En collaboration étroite avec le Département de l'information, réalisation de visites d'évaluation technique dans toutes les missions nouvelles et celles qui font l'objet de modifications importantes, ainsi que dans les opérations de maintien de la paix ayant de graves problèmes d'information

En collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions, examen des responsabilités de communication à l'appui des opérations de maintien de la paix, notamment vérification des qualifications techniques des fonctionnaires de l'information, examen des achats de matériel et examen technique et contrôle des marchés liés à l'information

conjointement par le Département de la gestion et le Département des opérations de maintien de la paix (février 2010).

Non Une enquête sur les produits et services de gestion de l'information a été élaborée en juin 2010 à l'intention des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en poste au Siège ou dans les missions, mais les ressources ayant dû être redéployées temporairement vers un projet prioritaire (évaluation de la gestion de l'information à la FINUL) en juin et juillet 2010, l'enquête n'a pu être achevée qu'en août 2010.

Oui Aucune nouvelle mission n'a été créée au cours de l'exercice considéré. En ce qui concerne les missions qui font l'objet de réaménagements importants, une évaluation a été menée à la MINUSTAH à la suite du séisme qui a frappé Haïti, notamment pour définir les besoins en effectifs et les besoins logistiques pour la composante information, et le soutien nécessaire pour les relations avec les médias.

Une visite d'évaluation a été menée en juin 2010 au Soudan (MINUAD et MINUS) conjointement avec le Département de l'information pour rencontrer les interlocuteurs sur le terrain et formuler des conseils sur l'élaboration de stratégies de communication en prévision de la tenue des référendums au Soudan en janvier 2011.

Oui Un examen a été entrepris par l'intermédiaire du groupe de travail interdépartemental sur les activités d'information (auquel participent le Département de l'information, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions), qui se rencontre tous les mois. D'autre part, le Groupe se réunit régulièrement pour envisager les moyens à mettre en œuvre pour faciliter le passage des stations de radio des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à des services de radiodiffusion publics.

Entre juillet 2009 et avril 2010, les qualifications techniques de quelque 190 candidats ont été vérifiées. Les nouvelles réformes en matière de gestion des ressources humaines ont rendu

<p>Plan de communication visant à accroître les contacts des chefs de mission et autres dirigeants des missions de maintien de la paix avec les médias lorsqu'ils se rendent au Siège de l'ONU</p>	<p>obsolète la vérification des qualifications techniques en vue du recrutement. Cependant, le Département des opérations de maintien de la paix a travaillé étroitement avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions pour créer de nouvelles réserves de candidats et des listes de candidats qualifiés pour les fonctions d'information, notamment grâce à la participation à un entretien par jury le cas échéant.</p>
<p>En collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions, organisation d'une conférence des chefs de l'information de toutes les missions de maintien de la paix au Siège de l'ONU afin de les doter des capacités et des compétences nécessaires pour régler les problèmes d'information existant dans toutes les missions</p>	<p>Oui En collaboration avec le Département de l'information, un plan de communication a été élaboré pour accroître les contacts des chefs de mission et autres dirigeants des missions de maintien de la paix avec les médias (notamment des interventions devant la presse après les séances du Conseil de sécurité qui les concernent et des interviews individuelles avec des organes de presse).</p> <p>Oui La septième conférence annuelle des chefs de l'information s'est tenue sur la Base de soutien logistique des Nations Unies à Entebbe (Ouganda) en juin 2010. L'atelier portait essentiellement sur l'appui aux missions, l'amélioration de la coordination avec certains partenaires, comme l'Union africaine, et les moyens à mettre en œuvre pour relever les défis actuels et à venir. Il y a notamment eu une évaluation des communications et priorités stratégiques pour l'année à venir, en particulier l'introduction de la stratégie d'appui du Département de l'appui aux missions, ainsi que des pourparlers sur les nouveaux systèmes et procédures de recrutement pour le personnel des missions et l'utilisation des médias numériques. Lors de la conférence, il a également été question des moyens à mettre en œuvre pour faciliter le passage des stations de radio des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à des services de radiodiffusion publics.</p>
<p>Organisation de la Conférence des chefs de mission</p>	<p>Oui La Conférence des chefs de mission s'est tenue en novembre 2009 en Suisse.</p>
<p>Centre de situation</p>	<p>Oui Des directives de politique générale et des directives d'application pour les centres d'opérations civilo-militaires et les cellules d'analyse conjointe des missions ont été publiées en février 2010. D'autre part, des visites en vue</p>
<p>Révision des directives de politique générale et des directives d'application correspondantes pour les centres d'opérations civilo-militaires et les cellules d'analyse conjointe des missions</p>	

- Fonctionnement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, du Centre de situation, pôle d'information pour le maintien de la paix, le suivi du déroulement des opérations et d'autres domaines d'intérêt, moyennant notamment la présentation de rapports écrits et d'exposés oraux quotidiens et spéciaux
- Déclenchement des principaux dispositifs d'intervention en cas de crise par la Cellule de réaction aux crises du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et amélioration des communications pour faire face aux crises
- Rapports mensuels sur les questions d'actualité pouvant influencer sur la situation actuelle et la tournure des événements
- Séances d'information hebdomadaires sur l'application des politiques de sécurité, organisées conjointement avec le Département de la sûreté et de la sécurité à l'intention des organes intergouvernementaux et des pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police
- Oui Le Centre a fonctionné 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Des mises à jour sur l'évolution des opérations ont été présentées pendant la période considérée sous la forme de 251 points opérationnels pour le Secrétaire général, 251 notes d'information, 151 séances d'information à l'intention des hauts responsables et 116 rapports d'incidents.
- Oui La cellule officielle de réaction aux crises a été mise en service et est demeurée en activité pendant 9 semaines à la suite du séisme qui a frappé Haïti en janvier. D'autres situations d'urgence et crises se sont également produites pendant la période considérée, ce qui a nécessité d'améliorer la capacité de réaction aux situations de crise. Citons notamment l'accident d'avion en Haïti, la crise au camp de Kalma, l'attaque de Kirumba (République démocratique du Congo), les élections en Afghanistan, l'attaque lancée contre la maison d'hôtes à Kaboul et plusieurs prises d'otages au Darfour.
- Oui 9 rapports mensuels ont été publiés sur la Somalie et 16 rapports thématiques sur d'autres régions et situations, notamment l'Armée de résistance du Seigneur et la République démocratique du Congo.
- Non Des séances d'information hebdomadaires sur l'évolution de la situation dans les missions ont été organisées à l'intention des États Membres et des pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police après que le coordonnateur pour les questions de sécurité a pris ses fonctions en juin 2009. Étant donné que l'application des mesures de sécurité ne change pas d'une semaine à l'autre, il a été décidé que la meilleure façon de communiquer les nouveaux développements en matière de politique générale aux États Membres serait de le faire par l'intermédiaire des rencontres habituelles avec les organes intergouvernementaux, tels que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, en ce qui concerne des questions précises de sécurité. Des

exposés sur la prévention des accidents du travail et la protection des forces de sécurité ont donc été présentés au Comité spécial en janvier et février 2010 respectivement. En mars 2010, le Département des opérations de maintien de la paix a également fait un exposé au Comité spécial sur les questions de sûreté et de sécurité, notamment en ce qui concerne la gestion des risques en matière de sécurité et la protection des forces.

Réunions bimestrielles du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, qui est présidé par le Département de la sûreté et de la sécurité, afin de partager les informations relatives aux questions de sécurité concernant notamment le personnel

- 3 Réunions plénières du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité (août 2009, février 2010 et juin 2010) et 2 réunions du groupe directeur du Réseau (décembre 2009 et mai 2010), qui ont abouti à l'élaboration de 26 procédures et politiques séparées traduisant les observations et suggestions reçues à propos de la dimension sûreté et sécurité du maintien de la paix. Lors des débats menés sur les politiques et les procédures à l'occasion des téléconférences hebdomadaires du Réseau, il a également été tenu compte de la dimension sécurité du maintien de la paix. Les résultats inférieurs aux prévisions s'expliquent par la décision du Réseau de tenir 3 réunions pendant la période à l'examen.

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation au Conseil de sécurité de 45 rapports du Secrétaire général sur des questions de fond pluridimensionnelles	44	Rapports, y compris ceux présentés tous les 90 jours sur le Darfour en application de la demande du Conseil de sécurité et les rapports non prévus demandés par le Conseil
Rédaction de 55 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	38	Lettres. La réalisation inférieure aux prévisions est due au fait que l'estimation était fondée sur le niveau d'activité de l'exercice précédent, lié au lancement et au développement de missions, notamment la MINUAD, la MINURCAT et la MINUS.

Rédaction de 160 notes techniques à l'intention du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires pour la préparation des communications au Conseil de sécurité

Tenue de 25 consultations avec des pays fournisseurs de contingents afin de les informer de l'évolution politique et opérationnelle dans les 16 missions de maintien de la paix

Présentation de 40 exposés oraux au Conseil de sécurité sur des questions liées au maintien de la paix notamment l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans 16 missions de maintien de la paix

Présentation au Conseil de sécurité de 51 notes d'information hebdomadaires sur les opérations de maintien de la paix

Exposés oraux demandés par l'Assemblée générale et ses organes sur l'évolution politique et opérationnelle dans 16 missions de maintien de la paix

Formulation de conseils sur les questions liées au maintien de la paix, y compris l'évolution politique et opérationnelle dans 16 missions de maintien de la paix, à l'intention des missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation, des organismes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods, des organismes internationaux et régionaux qui s'occupent de la gouvernance et de la sécurité et des organisations non gouvernementales

142 Notes techniques. La réalisation inférieure aux prévisions est due au fait que le nombre de questions concernant les effectifs (y compris les nominations de hauts fonctionnaires) liés à l'établissement, au retrait ou à la suppression de missions a été inférieur à celui constaté lors de l'exercice précédent.

55 Consultations, dont 21 officielles et 34 officieuses. L'augmentation est due à la publication de la déclaration du Président du Conseil de sécurité d'août 2009 (S/PRST/2009/24) demandant la tenue plus fréquente de consultations avec les pays fournisseurs d'effectifs militaires et de forces de police.

69 Exposés, dont 66 officiels et 3 officieux. Le dépassement est dû à la publication de la déclaration du Président du Conseil de sécurité datée du 5 août 2009 (S/PRST/2009/24) demandant la présentation plus fréquente d'exposés au Conseil de sécurité.

51 Notes d'information hebdomadaires

Oui Prise en compte des recommandations des organes suivants et contribution aux exposés et rapports établis à leur intention : Comité spécial des opérations de maintien de la paix, Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, Corps commun d'inspection et Comité des commissaires aux comptes

Oui Des conseils à propos des missions de maintien de la paix en cours et de celles qui pourraient être envisagées, de l'exécution des mandats, de la cohésion des activités et des besoins opérationnels ont été fournis aux missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation, à l'Union africaine, à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à l'Union européenne, au Fonds monétaire international, à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, au Programme des Nations Unies pour le développement, au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à la Banque mondiale, au Programme alimentaire mondial et aux médias.

Réalisation escomptée 2.1 : Les opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité seront déployées et lancées rapidement

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Définition de concepts d'opérations plus cohérents, conformément aux mandats établis par le Conseil de sécurité pour toutes les nouvelles opérations de maintien de la paix et pour les missions existantes dont les opérations doivent être considérablement modifiées	8	Concepts d'opérations plus cohérents ont été définis, conformément aux mandats établis par le Conseil de sécurité, pour des missions existantes dont les opérations devaient être considérablement modifiées : MINUK, MINUL, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC et UNFICYP.
Missions d'évaluation technique globales ou ciblées et rapports correspondants portant sur toutes les missions de maintien de la paix nouvelles ou dont les opérations doivent être considérablement modifiées	55	Missions d'évaluation globales ou ciblées portant sur les missions dont les opérations ont été considérablement modifiées : FINUL (1), MINUAD (13), MINUL (3), MINURCAT (9), MINUS (12), MINUSTAH (1), MINUT (3), MONUC (5), ONUCI (2), UNFICYP (1) et appui à l'AMISOM (5).

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives à l'intention des représentants spéciaux du Secrétaire général dans 16 missions de maintien de la paix et 3 missions politiques spéciales sur les questions stratégiques, politiques et opérationnelles	15 1 1 207	Missions de maintien de la paix Mission politique spéciale Communications de fond officielles (par câble) fournissant des conseils politiques, opérationnels et de gestion de crise, ainsi que des directives opérationnelles et procédurales pour l'accomplissement des fonctions et missions officielles
Réunions bimensuelles axées sur le partage de l'information et la planification et la programmation stratégiques communes, tenues par 12 équipes spéciales et groupes de travail avec des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du système pour des opérations de maintien de la paix complexes et multidimensionnelles	11	FINUL, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, ONUCI et UNFICYP

Conception de 2 modules de formation sur la préparation des missions intégrées

Organisation de 2 ateliers sur la préparation des missions intégrées, suivis en tout par 55 spécialistes de la planification des missions et du Bureau des opérations

Organisation d'un atelier à l'intention des chefs des composantes affaires politiques de 16 missions de maintien de la paix afin de mettre en commun les données d'expérience et les enseignements tirés de la conception et de la mise en œuvre des stratégies politiques

Apport de conseils et d'un soutien opérationnel à l'Union africaine afin de renforcer sa capacité de planification et de gestion à court et à long terme des opérations de maintien de la paix, notamment par l'élaboration conjointe de principes d'action et de concepts d'opérations, ainsi que par un soutien aux formations et aux ateliers organisés par l'Union

2 Modules pilotes de formation sur la préparation des missions intégrées du Département des opérations de maintien de la paix pour les officiers traitants du Siège et leur personnel, et 1 module de planification stratégique sur la préparation des missions intégrées pour les spécialistes de planification des opérations

2 Ateliers sur la préparation des missions intégrées, tenus à Kampala (décembre 2009) et Amman (février 2010) pour les spécialistes de planification stratégique du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège (23), du Département des affaires politiques (12) et des missions (42)

1 Réunion des chefs des composantes affaires politiques et des chefs d'état-major en vue de : clarifier les rôles et responsabilités des 2 fonctions, notamment l'une par rapport à l'autre, ainsi que par rapport aux autres composantes des missions et au Siège; identifier les domaines dans lesquels un appui supplémentaire du Siège serait nécessaire pour mieux accomplir les 2 fonctions; et sensibiliser à leurs récentes évolutions et nouvelles priorités (les axes de la réunion ont été élargis, à la demande réitérée des missions, afin d'inclure la mission civile des chefs d'état-major étant donné leur rôle dans l'intégration des missions).

Oui Des fonctionnaires du Département ont participé à l'élaboration du concept de la Force africaine en attente et aux ateliers consacrés à : la capacité de déploiement rapide de l'Union africaine, l'harmonisation des doctrines, le concept d'unités de police constituées de l'Union africaine et l'harmonisation de la planification en matière de police entre la Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales, ainsi que le concept d'évaluation et d'état de préparation de la Force. Un appui a été apporté au renforcement des capacités de formation de la Commission de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, au plan de formation et de mise en œuvre et au concept logistique de la Force. Un appui a été apporté à l'exercice Amani-Africa visant à évaluer les progrès réalisés dans l'élaboration du concept de la Force et dans la mise en œuvre de la deuxième feuille de route dirigée par l'Union africaine.

c) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 visites aux États Membres et organisations régionales pour examiner les aspects militaires des négociations de paix, des accords et des opérations de maintien de la paix	14	Visites à l'Ouganda (appui logistique à l'AMISOM), la Norvège, la France et l'Autriche (enseignements tirés par l'Union européenne des missions au Tchad et en République centrafricaine), aux États-Unis d'Amérique (situation après le tremblement de terre en Haïti), en Suède (exercice de réaction rapide), au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (amélioration du niveau de préparation général grâce à la promotion de la protection des civils au cours des opérations militaires), au Portugal (opérations interarmées multinationales), au Brésil (point de vue du Sud sur l'initiative Nouvel horizon), à la Chine, la Suisse, la Malaisie et l'Indonésie (questions générales relatives au maintien de la paix et contributions aux opérations de maintien de la paix) et au Commissaire de l'Union africaine à la paix et à la sécurité (appui naval éventuel à l'AMISOM et planification des interventions d'urgence pour Kismayo) Dépassement dû à la prise en charge des voyages supplémentaires par les organisateurs des réunions.
22 séances privées organisées à la demande du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents, visant à examiner les éléments nouveaux, les évolutions prévues, les situations de crise et les modifications des mandats des missions de maintien de la paix	24	Réunions tenues avec le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents pour examiner les éléments nouveaux dans les opérations sur le terrain ainsi que les révisions et extensions de mandat d'opérations de maintien de la paix. Sept des réunions avec les pays qui fournissent des contingents ont porté sur la réaction de la MINUSTAH immédiatement après le tremblement de terre.
Analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur tous les changements opérationnels importants survenant dans les missions de maintien de la paix et les zones de conflit en évolution	21	Analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur des missions de maintien de la paix confrontées à d'importants changements opérationnels. En outre, 2 analyses stratégiques et rapports d'évaluation ont été préparés au sujet de la Somalie.

Exposés devant le Conseil de sécurité sur les éléments militaires des rapports d'évaluation technique de 6 missions de maintien de la paix	5	Les éléments militaires des rapports d'évaluation technique ont été fournis dans les exposés au Conseil de sécurité sur la FINUL, la MINURCAT, la MONUC, l'ONUCI et l'UNFICYP.
Échange annuel Union européenne/ONU en matière d'éducation et de formation visant à renforcer la compréhension mutuelle et la coopération en ce qui concerne les opérations	Oui	L'échange annuel en matière d'éducation et de formation a eu lieu à New York en mars 2010.
Enquête auprès des participants aux réunions des pays qui fournissent des contingents sur l'efficacité des réunions organisées avec eux	Oui	Une enquête a été effectuée auprès de 30 États Membres entre décembre 2009 et janvier 2010.

Réalisation escomptée 2.1 : Mise sur pied et déploiement rapide des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Création au Siège de l'ONU d'un noyau de quartier général militaire prêt au déploiement rapide dans une nouvelle opération de maintien de la paix	Oui	Un noyau de quartier général militaire prêt au déploiement rapide a été créé en octobre 2009. Les membres de l'équipe ont été déployés auprès de la MINUAD pour faciliter la transition entre les phases de déploiement et d'engagement, et à la MINUSTAH après le tremblement de terre en janvier.
Réunions hebdomadaires de coordination avec les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires non gouvernementales sur les questions civiles et militaires, telles que les politiques de coopération civile et militaire et les plans opérationnels intégrés	52	Réunions hebdomadaires de coordination tenues avec les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires non gouvernementales sur les questions civiles et militaires. En outre, 28 réunions bihebdomadaires supplémentaires ont été tenues de mi-janvier à avril 2010 pour faire face au tremblement de terre en Haïti.
Mise à jour des bases de données sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions	Oui	La base de données a été mise à jour avec 109 pays au total.
52 séances d'information, à l'intention des pays qui fournissent des contingents ou sont susceptibles d'en fournir, sur le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies, le niveau d'engagement en matière de déploiement rapide et la réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions	43	Séances d'information tenues à l'intention des pays qui fournissent actuellement des contingents, et 4 à l'intention de pays qui s'apprentent à en fournir. Le résultat inférieur aux prévisions est dû au fait que certaines séances ont été tenues à l'intention de plus d'un pays.

10 visites consultatives sur les plans militaire et opérationnel aux pays qui fournissent des contingents au sujet du déploiement des contingents et de la livraison du matériel aux missions de maintien de la paix

8 Visites consultatives sur le plan opérationnel effectuées au Bélarus, au Burkina Faso, à l'Égypte (2), à la République arabe syrienne, à la République dominicaine, au Sri Lanka et à la Thaïlande. Ces visites sont effectuées à la demande des pays. Le nombre de visites inférieur aux prévisions résulte d'un nombre moindre de demandes.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils stratégiques aux chefs militaires des missions, y compris des directives à l'intention des commandants des forces, organisation de visites de travail au Siège de l'ONU à l'intention des dirigeants militaires des missions et recommandations en ce qui concerne les aspects militaires de la réaction aux crises	Oui	Le Conseiller militaire a fourni des directives stratégiques sur des sujets tels que les écarts entre les capacités des forces créées et leur aptitude à remplir leur mandat, l'analyse prédictive permettant d'anticiper une crise ou de déceler un risque pesant sur la mission, la réaction en cas de crise, notamment par des dépêches, des téléconférences et des visites de travail à la direction militaire des missions lors des réunions d'information en début de mission, ainsi que pendant la conférence annuelle des chefs de composante militaire.
Examen et révision du concept des opérations, des règles d'engagement et des besoins en ce qui concerne toutes les opérations de maintien de la paix existantes, et élaboration de concepts d'opérations pour toutes les opérations dont la création est envisagée	Oui	Le concept des opérations, les règles d'engagement et les besoins en ce qui concerne toutes les opérations de maintien de la paix existantes ont été examinés et révisés lorsque c'était nécessaire, notamment : le concept des opérations de la MINUK, de la MINURCAT, de la MINUSTAH et d'une éventuelle nouvelle mission, ainsi que l'appui maritime à l'AMISOM; les règles d'engagement de la FINUL, la FNUOD et la MINURCAT; et les besoins de la FNUOD, la FINUL, la MINUAD, la MINUL, la MINURCAT, la MINUS, la MINUSTAH, la MONUC et l'ONUCI, ainsi que l'appui à l'AMISOM.
Évaluation des composantes militaires de 2 missions de maintien de la paix	Non	Aucune évaluation n'a été effectuée au cours de l'exercice, la priorité ayant été donnée à l'élaboration de méthodes de test et d'évaluation du concept d'état de préparation opérationnelle et aux consultations à ce sujet avec les pays qui fournissent des contingents.

Directives données aux missions pour appuyer l'exécution des recommandations contenues dans les rapports d'évaluation des missions, et options pour la mise en œuvre ou l'évaluation des propositions concernant l'exécution	10 Évaluations des menaces dans le contexte des opérations militaires, à l'intention de la FINUL (2), la MINUAD (2), la MINUL, la MINURCAT, la MINUS, la MINUSTAH, la MONUC et l'ONUCI
Cadre d'orientation et plan pour l'élaboration d'une doctrine et de politiques militaires	Non Aucun cadre d'orientation (plan stratégique quinquennal) contenant un plan pour l'élaboration d'une doctrine et de politiques militaires, n'a été élaboré au cours de l'exercice, en raison de la nécessité de vastes consultations au sein du Département des opérations de maintien de la paix; un plan stratégique a cependant été mis au point en septembre 2010.
3 réunions de coopération entre les missions en vue d'une collaboration renforcée entre missions de maintien de la paix voisines, y compris la coordination des activités opérationnelles, telles que les patrouilles de police des frontières	4 Conférences régionales entre missions se sont tenues entre la FINUL et la FNUOD (juillet 2009), la MINUL et l'ONUCI (août 2009), la MINUAD, la MINURCAT, la MINUS et la MONUC (novembre 2009), et la MINUL et l'ONUCI (juin 2010). Le dépassement du nombre de réunions par rapport aux prévisions est dû au fait qu'une deuxième conférence de coopération entre missions s'est tenue au Libéria en juin 2010 de façon à coïncider avec la séance de réflexion sur le transfert des responsabilités en matière de sécurité au Libéria organisée par le Forum sur la prévention des conflits et la paix.
Conférence des chefs des composantes militaires des missions en 2009	Oui La conférence a eu lieu en août 2009.
Rapports journaliers, hebdomadaires et mensuels sur la situation militaire	Oui Des rapports journaliers, hebdomadaires et mensuels sur la situation militaire ont été rédigés pour toutes les opérations de maintien de la paix.
Organisation au Siège de l'ONU, à l'intention des chefs militaires des missions, de 8 séances d'orientation préalables au déploiement et de 7 séances d'information postérieures à l'affectation	11 Séances d'orientation préalables au déploiement organisées à l'intention des chefs militaires des missions (commandants et commandants en second des forces, chefs de la liaison militaire, chefs d'état-major et conseillers militaires principaux) 7 Séances d'information postérieures à l'affectation organisées à l'intention de chefs militaires des missions (commandants des forces de la FINUL, la FNUOD, la MINUAD, la MINUSTAH et la MINUL, commandant en second de la FINUL et Chef de la liaison militaire de la MINUK). Le dépassement est dû au nombre de nominations de chefs militaires plus élevé que prévu.

Nomination, prolongation et rapatriement coordonnés des hauts responsables militaires et chefs de composante militaire	Oui	La nomination, la prolongation ou le rapatriement de 15 hauts responsables militaires et chefs de composante militaire ont été coordonnés au cours de l'exercice.
19 visites d'inspection avant déploiement en ce qui concerne les missions dont le déploiement est en cours ou dont la modification est envisagée	20	Visites d'inspection avant déploiement : Bangladesh (3), Burkina Faso, Cambodge, Égypte (2), Éthiopie, Malawi, Mongolie, Namibie, Népal, Nigéria, Pakistan, Paraguay, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande et Uruguay

d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Bureau du Sous-Secrétaire général

Organisation de 20 consultations avec les États membres du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, d'autres organismes intergouvernementaux et les Groupes des Amis pour leur fournir des mises à jour sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité	27	Consultations avec des États membres du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale ou d'autres organismes intergouvernementaux (Allemagne, Australie, Autriche, Barbade, Canada (3), Colombie, Danemark, Égypte, États-Unis, Finlande, France (3), Gabon, Italie (2), Norvège (2), Royaume-Uni, Slovaquie, Suède (2), Ukraine, Tchad). Le dépassement est dû à un nombre de demandes de réunion plus élevé que prévu.
10 grandes manifestations sous l'égide de l'ONU et consultations spécialisées avec des services, agences, fonds, programmes et autres entités de l'ONU ainsi qu'avec des organisations régionales et sous-régionales afin de planifier des activités communes et de désigner les chefs de file dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	22	Consultations tenues à New York, Genève et Vienne avec l'Observateur permanent de l'Union africaine, le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, l'Union européenne et le Bureau des affaires relatives aux Nations Unies; une discussion entre experts a eu lieu au sujet des perspectives africaines sur la réforme du secteur de la sécurité entre le Comité directeur Union européenne-ONU, le Comité international de la Croix-Rouge, l'Organisation internationale de police criminelle, l'Organisation internationale pour les migrations, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, l'UNICEF, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Office des Nations Unies à Genève, l'UNOPS, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive et la Banque mondiale

Le dépassement est dû à une augmentation du nombre de demandes présentées par les organisations susmentionnées et à une coordination plus étroite avec elles dans des activités de première importance.

Produits supplémentaires : 17 consultations avec des États Membres (Afrique du Sud, Australie, Bénin, Canada, États-Unis, Fédération de Russie, France (2), Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, République démocratique du Congo et Slovaquie) sur les moyens d'intervention rapide et les moyens permanents

Division de la police

Contribution à 20 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les missions de maintien de la paix comportant des recommandations sur les questions liées au maintien de l'ordre et exposés devant le Conseil et l'Assemblée générale

- 40 Sur demande et chaque fois que nécessaire, une contribution a été fournie pour 34 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des missions de maintien de la paix : MINUAD (S/2009/352, S/2009/592, S/2010/50, S/2010/213 et S/2010/382), MINUK (S/2010/401), MINUL (S/2009/411 et S/2010/88), MINURCAT (S/2009/359, S/2009/535 et S/2010/217), MINURSO (S/2010/175), MINUS (S/2009/357, S/2009/391 et Add. 1, S/2009/545, S/2010/31, S/2010/168 et Add.1 et S/2010/388), MINUSTAH (S/2009/439 et S/2010/200 et Corr.1), MINUT (S/2009/504) et ONUCI (S/2009/344, S/2009/495, S/2010/15 et S/2010/245), MONUC (S/2009/472, S/2009/623 et S/2010/164), UNFICYP (S/2009/248, S/2009/609, S/2009/610, S/2010/238 et S/2010/264). En outre, des contributions ont été fournies pour 6 notes de synthèse à l'intention d'organes délibérants (document officiel sur l'initiative Nouvel horizon, rapports du Secrétaire général sur la Somalie (S/2009/503 et S/2010/234), rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2009/465), rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/64/742-S/2010/181) et projet de rapport du Secrétaire général sur les femmes et la consolidation de la paix, en préparation).

Le dépassement est dû à un nombre accru de demandes de contributions sur les questions de police pour les rapports concernés.

14 voyages effectués dans des pays fournissant des effectifs de police pour les conseiller sur leurs mécanismes de sélection aux fins de la préparation,

- 15 Voyages effectués dans les pays suivants fournissant des effectifs de Police pour les conseiller sur leurs mécanismes de sélection et

du déploiement et de la formation des agents de la police des Nations Unies, y compris les membres d'unités de police constituées

18 consultations avec des pays fournisseurs d'effectifs de police et des organisations régionales sur les questions de fond, les activités de la Division de la police et les questions transversales soulevées par le maintien de l'ordre dans les opérations de maintien de la paix

de recrutement aux fins de la préparation, du déploiement et de la formation des agents de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées : Allemagne, Bangladesh, Brésil, Canada, Chine, Djibouti, États-Unis, Gabon, Ghana, Inde, Italie, Jordanie, Kenya, Pakistan et Turquie

20 Consultations données dans les réunions ou ateliers suivants : atelier sur le renforcement des capacités du Centre d'excellence sur les politiques en matière de sécurité (Australie); table ronde de la Police fédérale australienne (Australie); conférence sur les relations entre militaires et civils (Brésil); réunion de la Banque mondiale sur le *Rapport sur le développement dans le monde 2011* intitulé « Conflit, sécurité et développement » (Royaume-Uni); rencontre au niveau ministériel entre l'ONU et INTERPOL (Singapour); séminaire-retraite sur la lutte contre le terrorisme (Autriche); deuxième séminaire commun de haut niveau sur le maintien de la paix de l'Organisation de coopération régionale des chefs de la police des États d'Afrique de l'Est et de l'Organisation de coopération régionale des chefs de la police des États d'Afrique australe (Malawi); atelier de l'Association internationale des centres de formation au maintien de la paix (Australie); réunion d'information aux consultations quadrilatérales (États-Unis); réunion du groupe de travail technique de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest et compte rendu à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal); réunion sur le trafic de drogues et la prévention des conflits (Sénégal); réunion d'experts et conférence ministérielle sur l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal); Journées de l'éducation ONU-OTAN (Bruxelles); réunion des partenaires de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest (États-Unis); journée ONU-Union européenne (États-Unis); visite du Conseiller pour les questions de police à Haïti; réunion de hauts fonctionnaires du Groupe des Huit sur le renforcement des capacités (Canada); réunion annuelle des experts en matière de police de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Autriche); atelier sur la protection des civils (Éthiopie); et atelier sur le maintien de la paix musclé (Allemagne)

1 réunion par mission avec les pays fournisseurs d'effectifs de police au sujet de la composante police de 13 opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales (BINUCSIL, MANUA, MINUAD, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP)

- 9 Réunions par mission tenues avec des pays fournisseurs d'effectifs de police : MANUA, MINUAD, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI
- 6 Réunions d'information sur les unités de police constituées : réunion du groupe d'élaboration de la doctrine sur le programme de formation des unités de police constituées (Bangladesh); réunion des pays fournissant des effectifs de police sur les constatations de l'équipe 3 de formation à l'examen d'aptitude; réunion-bilan à New York (États-Unis) de l'équipe pilote de l'équipe itinérante de formation; réunion des pays fournissant des effectifs de police au sujet du contrôle des unités de police constituées; réunion-bilan des chefs des équipes itinérantes de formation avec les États Membres (Bangladesh); et réunion des pays fournissant des effectifs de police au sujet du contrôle des unités de police constituées

- 3 Réunions d'information tenues sur des questions transversales et thématiques : coordonnateurs du plan d'action de Singapour, effort mondial en vue d'accroître le nombre de fonctionnaires de police de sexe féminin et lancement de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest

Des réunions supplémentaires ont été tenues en raison de la priorité accordée à 4 questions stratégiques afin de remédier à des lacunes et besoins sur le terrain : contrôle des unités de police constituées, plan d'action ONU-INTERPOL, efforts en vue d'accroître le nombre de fonctionnaires de police de sexe féminin et Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest.

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires

6 consultations avec des États Membres, notamment le Groupe des amis de l'état de droit, pour les informer des dernières évolutions des systèmes judiciaires, juridiques et pénitentiaires

- 11 Consultations ont été tenues : réunion d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix au sujet du corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires (novembre 2009 et mars 2010); réunions de pays fournissant du personnel pénitentiaire (novembre et décembre 2009 et février et juin 2010); réunion d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur l'élaboration de directives (janvier 2010); réunion de pays fournissant du personnel de police (janvier 2010); réunion d'information à

- l'intention d'États Membres intéressés, notamment le Groupe des amis de l'état de droit sur le système pénal et pénitentiaire haïtien (février 2010); réunion de pays fournissant du personnel pénitentiaire, notamment le Groupe des amis d'Haïti (février 2010); et réunion d'information à l'intention d'États Membres intéressés, notamment le Groupe des amis de l'état de droit (mars 2010)
- Le nombre accru de réunions est dû à des événements imprévus, tel le tremblement de terre en Haïti.
- Rapports du Secrétaire général ou exposés devant le Conseil de sécurité sur les progrès réalisés sur les questions judiciaires ou pénitentiaires pour 10 opérations sur le terrain
- 6 exposés sur les systèmes judiciaires ou pénitentiaires devant de hauts représentants de services, agences, fonds et programmes de l'ONU, d'organisations régionales et d'autres entités
- 8 Opérations sur le terrain couvertes par 20 rapports : MINUAD (S/2009/352, S/2009/592 et S/2010/50); MINUL (S/2009/299, S/2009/411 et S/2010/88); MINURCAT (S/2009/359 et S/2009/535); MINUS (S/2009/211, S/2009/357, S/2009/545 et S/2010/31); MINUSTAH (S/2009/439); MINUT (S/2010/85); MONUC (S/2009/472, S/2009/623 et S/2010/164); ONUCI (S/2009/344, S/2009/495 et S/2010/15)
- 11 Exposés sur les systèmes judiciaires ou pénitentiaires effectués pour : l'Association internationale de l'exécution des peines et des affaires pénitentiaires (octobre 2009); le Centre pour les opérations de paix internationales (ZIF) et la Folke Bernadotte Academy (octobre 2009); le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (novembre 2009); une réunion préparatoire du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (novembre 2009); les Journées de l'éducation ONU-OTAN (février 2010); des officiers de divers États Membres au Defence Institute of International Legal Studies (avril 2010); le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (avril 2010); de hauts dirigeants de missions et des représentants d'États Membres à Helsinki (avril 2010); la conférence du Groupe des Huit (mai 2010); la Conférence sur les conflits de chefferies (juin 2010); et l'atelier d'experts de l'Union européenne sur l'élaboration d'une politique européenne commune de sécurité et de défense pour les missions de justice (juin 2010).
- Les réunions supplémentaires ont eu lieu sur demande ou à la suite d'invitations.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Rapports du Secrétaire général ou exposés devant le Conseil de sécurité sur les progrès réalisés dans 8 processus de désarmement, démobilisation et réintégration (6 en cours et 2 en préparation)

15 réunions d'information sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration à l'intention de représentants de services, agences, fonds et programmes de l'ONU, d'États Membres, d'institutions financières internationales, d'organisations régionales et d'autres entités

Service de la lutte antimines

10 exposés devant 25 États Membres, 10 exposés devant des États Membre et 4 déclarations prononcées dans le cadre de réunions internationales sur le thème de la lutte antimines et des restes explosifs de guerre

8 Contributions apportées à chacun des rapports d'activité du Secrétaire général relatifs aux missions dont le mandat comporte un volet désarmement, démobilisation et réintégration : (missions dont le mandat comporte d'ores et déjà un volet désarmement, démobilisation et réintégration/réduction de la violence à l'échelon de la collectivité) BINUB (S/2009/450); MINUL (S/2009/411); MINUS (S/2009/357, S/2009/545, S/2010/31 et S/2010/168 et Add.1); MINUSTAH (S/2009/439 et S/2010/200 et Corr.1); MONUC (S/2009/472, S/2009/623 et S/2010/164); ONUCI (S/2009/344, S/2009/495, S/2010/15 et S/2010/245); et (missions prévoyant d'intégrer dans leur mandat un volet désarmement, démobilisation et réintégration) MINUAD (S/2010/50 et S/2010/213) et appui à l'AMISOM (S/2009/503 et S/2009/684)

11 Réunions d'information à l'intention : d'États Membres (juillet 2009); du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (février 2010); d'États Membres : France (décembre 2009), Soudan (juillet 2009) et Japon; d'institutions financières internationales : Banque mondiale (1 réunion en février 2010 et 2 en mars 2010); d'organisations régionales : OTAN (décembre 2009); et autres : des étudiants de l'Université Yale (juillet 2009); des organisations non gouvernementales, dans le cadre du lancement du concept de désarmement, démobilisation et réintégration de deuxième génération (juin 2010); et des médias (juin 2010)

15 réunions d'information et présentations à l'intention de nombreux États Membres : 1 au Groupe d'appui à la lutte antimines (plus de 20 pays donateurs); 1 au Groupe d'experts gouvernementaux sur le Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination; 2 au Groupe d'experts gouvernementaux sur le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre de la Convention; 1 à

la Réunion des États parties à la Convention; 2 au cours de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel; 4 à la conférence régionale sur les bombes à sous-munitions, 1 à la Quatrième Commission; et 2 à la treizième Réunion internationale des directeurs de programme national de lutte antimines et de conseillers de l'ONU à Genève

- 44 Réunions d'information ont été tenues à l'intention d'États Membres et de donateurs multilatéraux : Allemagne, Arabie saoudite (4), Australie (2), Canada (3), Chine (3), Commission européenne, Conseil de coopération du Golfe (2), Danemark, Émirats arabes unis (4), Espagne, États-Unis (2), Finlande (2), Japon (4), Ligue des États arabes (2), Luxembourg, Pays-Bas (2), Nouvelle-Zélande, Oman, Qatar, Royaume-Uni (4), Suède et Suisse
- 11 Interventions dans des forums internationaux : 4 lors de réunions des Comités permanents de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel; 4 lors de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel; 1 lors de la réunion des États parties à la Convention sur les armes inhumaines; 1 lors de la réunion des États parties au Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs de la Convention sur les armes inhumaines; 1 lors de la réunion des États parties au Protocole relatif aux restes explosifs de guerre de la Convention. Le nombre plus élevé que prévu résulte d'invitations supplémentaires à fournir des contributions lors de réunions parallèles ou de demandes de participation à d'autres réunions.

Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la lutte antimines, en collaboration avec des partenaires de l'ONU

Oui Rapport du Secrétaire général sur l'assistance à la lutte antimines (A/64/287, août 2009). Dans sa résolution 64/84, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général.

Rapport annuel multidonateurs sur les activités du Service de la lutte antimines, y compris les programmes partiellement financés par les quotes-parts

Oui Le *Rapport annuel du Service de la lutte antimines pour 2010* a été envoyé à tous les donateurs du Service, conformément aux demandes d'information des donateurs.

Dans le cadre d'une mission d'évaluation technique du Département des opérations de maintien de la paix, évaluation de la menace liée aux mines et aux restes explosifs de guerre sur 2 théâtres potentiels d'opérations de maintien de la paix

Élaboration ou actualisation de plans pour les situations d'urgence, en collaboration avec des institutions de l'ONU, pour 2 opérations potentielles de maintien de la paix

Mise à jour du site portail sur les mines, qui devra pouvoir accueillir 60 000 connexions par mois et présenter des rapports sur la lutte antimines, des supports d'information destinés au grand public et des données opérationnelles relatives à 7 programmes de lutte antimines dans le cadre d'opérations de maintien de la paix

Oui En coopération avec la MINURCAT, une mission a été effectuée à Fada, dans la région de l'Ennedi, au Tchad, hors de la zone d'opérations de la Mission, afin d'évaluer la contamination par des mines et restes explosifs de guerre.

Oui Le plan d'évaluation pour 2009 de la mission en Somalie a été mis à jour en mars 2009, ainsi que le mandat de lutte antimines de l'appui à l'AMISOM

27 500 Pages vues par mois en moyenne

Le nombre plus faible que prévu de pages vues est dû au nouveau mode de calcul de Google Analytics, qui a mis en place en 2009 un nouveau système doté de paramètres plus précis pour enregistrer les pages vues. Les calculs antérieurs, utilisés pour quantifier le produit prévu, se sont révélés inexacts. Le site portail sur les mines a conservé un rang élevé (8) dans le classement des pages par Google au cours de l'exercice (parmi les sites au rang 8, on compte notamment : YouTube, Twitter, Dig ou Business Week. Le classement est essentiellement déterminé par le nombre et l'importance des sites comportant un lien vers un site donné).

Section de la réforme du secteur de la sécurité

10 exposés sur la réforme du secteur de la sécurité devant des États Membres, y compris le Groupe d'amis pour la réforme du secteur de la sécurité, des services, organismes, fonds et programmes des Nations Unies et des organisations régionales

11 2 exposés devant le Groupe d'amis pour la réforme du secteur de la sécurité en décembre 2009 et janvier 2010 (New York); 1 exposé devant le Groupe des États d'Afrique en juillet 2009 (New York); 1 exposé, en partenariat avec l'Union africaine, devant le conseil d'administration de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) en novembre 2009 (Genève); 1 exposé devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix en février 2010 (New York); 1 exposé devant un groupe de conseillers pour les questions militaires et de police en mars 2010 (New York); 1 exposé devant l'Union européenne en mars 2010 (New York); 1 exposé devant des États Membres lors du forum de haut niveau sur la vision africaine de la réforme du secteur de la sécurité en mai 2010 (New York); 3 déplacements vers des capitales d'États Membres pour faire le point sur la démarche des Nations Unies en matière de réforme du secteur de la sécurité (Genève, Ottawa et Washington)

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Bureau du Sous-Secrétaire général		
10 consultations avec des États Membres et des organisations régionales pour évoquer la création de forces en attente et de forces permanentes dans les pays et pour solliciter des experts de l'état de droit et de la réforme du secteur de la sécurité pouvant être rapidement déployés	16	<p>Consultations tenues avec des États Membres au sujet de moyens à déploiement rapide et de moyens permanents et pour solliciter des experts de l'état de droit et de la réforme du secteur de la sécurité pouvant être rapidement déployés (Afrique du Sud, Australie, Bénin, Canada, États-Unis, Fédération de Russie, France, Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, République démocratique du Congo et Slovaquie)</p> <p>Les consultations ont été plus nombreuses que prévu en raison de la priorité accrue qui leur a été accordée.</p>
Division de la police		
28 réunions d'information à l'intention des États Membres sur les questions de police se posant dans le cadre des opérations de maintien de la paix et sur les besoins particuliers que suscite le déploiement rapide de personnel de police hautement qualifié	48	<p>29 réunions d'information ont été organisées à l'intention : de l'Union africaine (2); du Monténégro; de l'Ukraine; de 7 missions permanentes auprès de l'ONU (au sujet de la MINUSTAH); de la Norvège; de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de l'Inde, d'Israël, du Japon, des Pays-Bas, de la Serbie et de la Turquie (sur les unités de police constituées); des conseillers pour les questions militaires et de police (2 exposés); du Burkina Faso, du Maroc, de la Norvège, du Rwanda, de la Suède et du Togo sur les questions de police se posant dans le cadre des opérations de maintien de la paix et sur les besoins particuliers (aide à la sélection du personnel, par exemple) que suscite le déploiement rapide de personnel de police hautement qualifié.</p> <p>En raison de la situation particulière créée par le tremblement de terre survenu en Haïti, 19 réunions spéciales supplémentaires ont été organisées à l'intention de pays fournisseurs d'effectifs de police (Allemagne, Burkina Faso, Canada, États-Unis, Inde, Israël, Japon, Maroc, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Rwanda, Serbie, Suède, Togo, Turquie, Ukraine et pays de l'Union africaine) et des conseillers pour les questions militaires et de police.</p>

28 visites dans des pays fournisseurs d'effectifs de police pour faire passer des tests d'aide à la sélection des membres de la Police des Nations Unies déployés individuellement et pour effectuer des évaluations ou des inspections des unités de police constituées

54 37 déplacements ont été organisés dans des pays fournisseurs d'effectifs de police pour faire passer des tests d'aide à la sélection des policiers déployés individuellement (Argentine, Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guinée, Jordanie, Malaisie, Namibie, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu et Zambie). 9 déplacements dans des pays fournisseurs d'effectifs de police ont été effectués pour la sélection d'unités de police constituées (Bangladesh, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Népal, Nigéria, Pakistan et Sénégal). 8 déplacements ont été effectués dans des pays fournisseurs d'unités de police constituées afin de vérifier le niveau de préparation des unités et les aspects logistiques (visites d'inspection avant déploiement) (Bangladesh, Burkina Faso, Égypte, Inde, Italie, Ouganda, Sénégal et Togo). Tout policier doit, pour pouvoir être déployé, avoir réussi un test d'aide à la sélection dont les résultats restent valables 18 mois. Sous l'effet de l'augmentation des besoins en personnel de police et de l'expiration de la durée de validité des tests, on a organisé, en 2010, un plus grand nombre de tests. De plus, la politique et les exigences de formation applicables aux unités de police constituées ont été révisées pendant l'exercice considéré, ce qui a abouti à un nombre accru de visites d'inspection avant déploiement.

3 visites de la Force de police permanente à 2 opérations de maintien de la paix en appui au renforcement des capacités de la police locale

3 Déploiements à la MINUSTAH en réponse, notamment, au tremblement de terre (juillet 2009 et janvier et mars 2010)

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires

Tenue d'un fichier de 200 candidats présélectionnés à des postes de membre du personnel pénitentiaire des missions

167 269 candidats ont passé des entretiens de sélection en vue d'être détachés à des postes d'agent pénitentiaire; 93 d'entre eux ont été retenus et inscrits au fichier des candidats présélectionnés. 74 candidats ont passé des entretiens de sélection à des postes d'agent pénitentiaire civil; 12 d'entre eux ont été retenus et inscrits au fichier des candidats présélectionnés par le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions.

Le nombre de candidats présélectionnés a été moins élevé que prévu faute d'un nombre suffisant de candidats répondant au profil des postes.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

Stratégie en vue de la création de fichiers de candidats présélectionnés dotés de différentes spécialités en matière de DDR

Non Ce produit est devenu superflu avec le lancement du système de gestion des aptitudes Inspira et la création de fichiers de candidats présélectionnés avalisés par le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions pour les postes d'experts pouvant être déployés. Toutefois, la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a élaboré un ensemble de profils d'emploi types pour les programmes de DDR, dans le cadre du processus de recrutement du personnel des missions. Au total, 292 membres du personnel de DDR ont bénéficié d'un agrément technique, en amont de l'établissement de fichiers de candidats présélectionnés spécifiques dans le cadre d'Inspira.

Service de la lutte antimines

Exercice d'application du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide, avec la participation de 5 organismes des Nations Unies et de 2 organisations intergouvernementales ou non gouvernementales partenaires

Oui L'exercice d'intervention rapide de 2010 a été réalisé en juin 2010 avec 4 composantes du système des Nations Unies (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, HCR, UNICEF et Programme alimentaire mondial) et 3 organisations non gouvernementales (Danish Demining Group, Mines Advisory Group et Pax Mondial). 16 membres du personnel ont été formés et inscrits au fichier des candidats présélectionnés en vue d'éventuels futurs déploiements d'urgence.

Actualisation du Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide en fonction des résultats de l'exercice

Non Les points des renseignements tirés de l'exercice d'intervention rapide a été fait en juin 2010. On étudie actuellement l'éventualité d'actualiser le Cadre de planification de la lutte antimines et d'intervention rapide, suite à la décision adoptée par le Comité des politiques le 13 juillet 2010 (décision 2010/18). Le réexamen de la politique applicable et du Cadre devrait être achevé d'ici à décembre 2010.

Section de la réforme du secteur de la sécurité

10 profils d'emploi types de professionnels de la réforme du secteur de la sécurité, en collaboration avec la Division du personnel des missions

15 11 profils d'emploi types correspondant à divers postes en rapport avec la réforme du secteur de la sécurité ont été élaborés en collaboration avec la Division du personnel des missions et affichés

<p>Tenue d'un fichier de candidats présélectionnés par l'ONU pour des fonctions d'expert confirmé de la réforme du secteur de la sécurité</p>	<p>sur Galaxy en 2009. Par la suite, avec la migration vers le système Inspira, 4 profils d'emploi types supplémentaires de professionnels de la réforme du secteur de la sécurité ont été établis, là encore en partenariat avec la Division.</p> <p>Oui Le fichier interinstitutions des candidats présélectionnés à des postes d'expert de la réforme du secteur de la sécurité a été lancé en février 2010. Il rassemble les noms d'experts extérieurs venant d'horizons divers (y compris des universitaires, des techniciens, des fonctionnaires et d'anciens membres de forces armées ou de services de sécurité) dans une base de données unique pouvant être consultée par les organismes des Nations Unies et les États Membres ayant besoin de spécialistes du secteur de la sécurité dans le cadre de projets bilatéraux ou de missions.</p>
---	--

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Bureau du Sous-Secrétaire général

Actualisation des orientations stratégiques, directives et notes sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité adressées aux Représentants spéciaux du Secrétaire général ou à d'autres responsables de missions, en s'appuyant sur une coordination assurée par le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, sur les autres cadres de partenariat existant sous l'égide de l'ONU et sur l'exercice par le Département de son rôle de chef de file au sein du système des Nations Unies en matière de police (chef de file mondial), en matière pénitentiaire (chef de file mondial) et pour les questions judiciaires et de réforme du secteur de la sécurité dans les contextes de maintien de la paix

Oui Les orientations stratégiques, directives et notes ont été actualisées et transmises par 25 télégrammes chiffrés adressés notamment à la MINUAD, à la MINUL, à la MINURCAT, à la MINUS, à la MINUSTAH, à la MINUT, à la MONUC et à l'ONUCI (télégramme n° 0078 daté du 18 janvier 2010 et télégramme n° 1467 daté du 2 août 2010). Des rapports sur ces questions ont aussi été fournis, y compris un rapport sur l'atelier interinstitutions destiné aux spécialistes de la réforme du secteur de la sécurité organisé à New York en juillet 2009 dans lequel étaient formulées des orientations sur le thème de l'appropriation des programmes par les pays et des partenariats.

La politique relative aux composantes judiciaires des opérations de maintien de la paix a été publiée en décembre 2009.

Des directives et des méthodes applicables à l'inspection des composantes judiciaires et pénitentiaires des opérations de maintien de la paix ont été publiées en décembre 2009.

Par l'intermédiaire du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, le Bureau a contribué à la note d'orientation sur la démarche des Nations Unies en matière de justice transitionnelle publiée par le Secrétaire général en mars 2010

Division de la police

Déploiement initial, relève et reconduction dans leurs fonctions de 16 000 membres de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées, pour 18 missions

4 documents d'orientation et directives à destination des polices nationales et des autres forces de l'ordre sur les procédures de gestion et les procédures administratives et opérationnelles ainsi que sur la réforme de la police et les plans de restructuration

2 schémas opérationnels révisés pour les composantes policières de 2 opérations de maintien de la paix (la MINUAD et la MINURCAT)

2 politiques du Département des opérations de maintien de la paix en matière d'évaluation et de renforcement des capacités des polices locales et des autres forces de l'ordre

Oui Au mois de juin 2010, 13 648 policiers des Nations Unies avaient été déployés dans 18 missions. Plus de 3 000 d'entre eux ont été reconduits dans leurs fonctions à l'issue de leur déploiement initial.

4 Documents relatifs aux options tactiques en matière de gestion de l'ordre public, aux directives applicables au suivi des détentions (MINUSTAH), aux directives régissant la protection des plus vulnérables dans le cadre des postes de police modèles et aux procédures de sélection et d'agrément applicables aux forces de maintien de l'ordre

6 Les schémas opérationnels applicables à la police ont été révisés et publiés pour la MINUK, la MINUL, la MINURCAT, la MINUSTAH, la MINUT et l'UNFICYP. Le schéma opérationnel de la MINUAD en matière de police est encore en cours d'élaboration. Le retard pris en la matière s'explique par les nombreuses consultations qui se sont avérées nécessaires entre la Mission et le Siège

Les schémas opérationnels produits ont été plus nombreux que prévu en raison de la publication, en avril 2009, de directives sur leur élaboration qui ont permis d'élaborer des schémas opérationnels qui, au départ, avaient été prévus pour l'exercice 2008/09, et d'en achever l'établissement

Non Les directives relatives aux activités d'assistance électorale de la Police des Nations Unies et à l'évaluation des forces de police et des autres forces de l'ordre sont toujours en cours d'élaboration; elles devraient être achevées en 2011

	<p>L'objectif n'a pas été atteint, la priorité ayant été donnée à l'élaboration d'un cadre doctrinal stratégique relatif aux aspects policiers des opérations de maintien de la paix suite au rapport d'audit publié en août 2008 par le Bureau des services de contrôle interne à l'issue de sa mission n° AP2007/600/01 consacrée à l'audit de la gestion des opérations de police des Nations Unies.</p>
<p>2 rapports sur l'état de droit dans les pays faisant l'objet d'opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non Des projets de rapport sur un projet visant à définir des indicateurs permettant d'évaluer l'état de droit ont été préparés pour Haïti et le Libéria et seront achevés d'ici à la fin 2010. Le retard pris en la matière s'explique par l'important travail d'analyse et de consultation, notamment auprès des autorités nationales, qui s'est avéré nécessaire.</p>
<p>Conférence annuelle des chefs des composantes policières en vue de fournir des orientations et des instructions sur les directives et les politiques et de mettre en commun les enseignements tirés des missions et les pratiques exemplaires</p>	<p>Oui La conférence annuelle des chefs des composantes policières s'est tenue en avril 2010 et a permis de recueillir des orientations et des instructions sur les directives et les politiques et de mettre en commun, entre autres, les enseignements tirés des missions et les pratiques exemplaires.</p>
<p>Déplacements auprès de 14 opérations de maintien de la paix (BINUB, BINUCSIL, MANUA, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURCAT, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, MONUG, ONUCI et UNFICYP) en vue de fournir des conseils et une assistance stratégiques et techniques en matière de police</p>	<p>12 Déplacements effectués auprès du BINUB, de la MINUAD, de la MINUK, de la MINUL, de la MINURCAT, de la MINUS, de la MINUSTAH, de la MINUT, de la MONUC, de la MONUG, de l'ONUCI et de l'UNFICYP en vue de fournir des conseils et une assistance stratégiques et techniques en matière de police</p> <p>5 De plus, des visites d'inspection et d'évaluation ont été effectuées auprès des équipes itinérantes de formation des unités de police constituées à la MINUAD, à la MINUSTAH, à la MINUT, à la MONUC et à l'ONUCI.</p> <p>Les visites ont été plus nombreuses que prévu parce que des lacunes et des besoins ayant été repérés sur le terrain, la priorité a été donnée au suivi des unités de police constituées.</p>
<p>5 séances d'orientation préalable au déploiement et séances d'information après nomination à l'intention des chefs des composantes policières des opérations de maintien de la paix</p>	<p>7 Séances d'orientation préalable au déploiement et séances d'information après nomination organisées à l'intention des chefs des composantes policières d'opérations de maintien de la paix (MINUAD, MINUL, MINURCAT, MINUSTAH, MONUC, MONUG et ONUCI). Ce chiffre a été supérieur aux prévisions du fait du nombre de chefs de composantes policières nommés pendant l'exercice considéré.</p>

5 séminaires/ateliers préalables au déploiement pour des membres de la Police des Nations Unies, y compris des membres d'unités de police constituées

9 Séances de formation, séminaires et ateliers organisés sur les thèmes suivants : projectiles antiémeute destinés aux unités de police constituées (MINUT); compte rendu du projet pilote d'équipe itinérante de formation à la MINUL; déploiement d'équipes itinérantes de formation auprès de 5 missions (MINUAD, MINUSTAH, MINUT, MONUC et ONUCI) afin de former les unités de police constituées à leur nouveau programme; cours d'orientation préalable au déploiement de l'équipe itinérante de formation pilote (États-Unis); cours de formation des équipes itinérantes de formation (Fédération de Russie)

Ce nombre est supérieur aux prévisions parce que des lacunes et des besoins ayant été repérés sur le terrain, la priorité a été donnée au suivi des unités de police constituées.

Section consultative du droit pénal et des questions judiciaires

Conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires afin de leur offrir une formation et des conseils concernant les politiques et directives et de mettre en commun les enseignements tirés des missions et les pratiques exemplaires

Oui La conférence annuelle des chefs des composantes judiciaires et pénitentiaires a été organisée en janvier 2010 afin de leur offrir une formation et des conseils concernant les politiques et directives et de mettre en commun les enseignements tirés des missions et les pratiques exemplaires.

2 ateliers de formation destinés à des membres du personnel pénitentiaire sur la gestion opérationnelle du renforcement du système pénitentiaire dans les zones sortant d'un conflit

3 Ateliers destinés à des membres du personnel pénitentiaire organisés sur les thèmes suivants : orientation préalable au déploiement (août/septembre 2009), gestion opérationnelle (février 2010) et gestion stratégique (février 2010).

Visites sur le terrain pour 11 opérations de maintien de la paix en vue de fournir des conseils et une assistance aux composantes judiciaires et pénitentiaires, en coordination avec des partenaires du système des Nations Unies

10 Visites effectuées auprès des missions suivantes : MINUAD (décembre 2009), MINUSTAH (mai et juin 2010) et ONUCI (octobre 2009) pour les composantes pénitentiaires; MINUAD (décembre 2009), MINUS (août-octobre 2009), MINUT (janvier 2010) et MONUC (juillet et novembre 2009 et février 2010) pour les composantes judiciaires.

Inspection des activités des composantes judiciaires et pénitentiaires de 6 opérations de maintien de la paix au moyen de la méthode d'examen des programmes judiciaires et pénitentiaires

- 8 Inspections effectuées dans les missions suivantes : MINUAD (décembre 2009), MINUSTAH (mai 2010) et ONUCI (octobre 2009) pour les composantes pénitentiaires; MINUAD (décembre 2009), MINUS (avril 2010), MINUT (janvier 2010), MONUC (février 2010) et ONUCI (octobre 2009) pour les composantes judiciaires

Ces inspections plus nombreuses que prévu ont été effectuées à la demande du Conseil de sécurité ou des missions concernées.

Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

5 missions d'évaluation en vue de fournir des conseils d'experts en matière de DDR

- 4 1 visite d'experts en vue de la fourniture d'une assistance technique (MINUSTAH); 1 visite de familiarisation et d'évaluation (MONUC); 1 visite d'évaluation portant sur 1 000 microprojets (ONUCI) et participation à 1 visite d'évaluation technique (ONUCI)

4 visites d'appui technique à des missions dotées de mandats en matière de DDR

- 4 2 visites d'experts au Soudan; 1 exercice de simulation de DDR à la MINUAD; 1 visite d'experts à la MONUC. Aucune visite n'a été organisée pour les autres missions, les programmes de DDR ayant été transférés au Département des affaires politiques.

2 missions interinstitutions d'évaluation chargées d'examiner la mise en œuvre des Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration pour 2 missions

- 1 Mission commune d'inspection du groupe conjoint chargé des activités de DDR coorganisée au Soudan par le Département des opérations de maintien de la paix et le PNUD. Aucune autre mission ne met actuellement en œuvre l'intégration structurelle des activités de DDR.

Programme révisé de formation en matière de DDR pour le personnel des missions chargé de ces questions, en coordination avec le groupe chargé de la formation intégrée en matière de DDR

- Oui Un travail interinstitutions de réexamen et de révision du programme des cours proposés par les partenaires en matière de DDR a été mené à bien pour tenir compte de l'évolution récente dans ce domaine (y compris les nouvelles directives en matière de DDR et de justice transitionnelle; les liens entre DDR et réforme du secteur de la sécurité; les activités de DDR de deuxième génération; les activités de contrôle et d'évaluation). Un cursus de formation basé sur des scénarios proposé par le Centre international norvégien de défense (NODEFIC) a été examiné. La Section a passé en revue des formations et y a contribué en fournissant des conseils : révision des supports

de formation du cursus de formation basé sur des scénarios proposé par le NODEFIC sur le thème de la planification des activités de DDR (Norvège); formation aux activités de DDR proposée par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (Ghana); formation proposée par l'Académie Folke Bernadotte; formation proposée par le Centre d'études sur la stabilisation et la reconstruction du centre universitaire de troisième cycle de la Marine américaine (États-Unis).

Service de la lutte antimines

Adoption des programmes de travail (y compris les volets relatifs à l'égalité des sexes), évaluations annuelles et recommandations pour 7 programmes de lutte antimines (FINUL, MANUA, MINUAD, MINURCAT, MINURSO, MINUS et MONUC)

Formulation de projets d'activités antimines pour 7 de lutte antimines (FINUL, MANUA, MINUAD, MINURCAT, MINURSO, MINUS et MONUC) en vue de leur inclusion dans le portefeuille d'activités antimines de l'ONU

Examen annuel des missions techniques en vue d'analyser les pratiques exemplaires, les enseignements tirés des missions, les rapports de mission et l'élaboration des plans de mise en œuvre propres à chaque mission

Politique en matière de lutte antimines et directives techniques pour une mission de maintien de la paix (UNFICYP)

En partenariat avec des organismes des Nations Unies, exposés sur la sécurité face aux mines terrestres dans 3 zones de mission et formulation de conseils sur l'élaboration de supports de formation et de sensibilisation

7 Programmes de travail annuels adoptés et missions d'évaluation menées à bien

7 Projets formulés

Oui L'examen annuel a été effectué et les pratiques exemplaires et enseignements tirés des missions ont été débattus lors de la conférence des responsables des composantes « lutte antimines » qui s'est tenue en novembre 2009 à Nairobi. Des plans et budgets propres à chaque mission ont été élaborés pour les activités financées à partir des contributions statutaires et volontaires. La base de données créée pour suivre la mise en œuvre des recommandations continue de favoriser le suivi des enseignements tirés des missions et des pratiques exemplaires. Tous les plans de travail figurent dans le portefeuille des projets de lutte antimines qui peut être consulté à partir du site Internet E-Mine.

Oui Un appui et des conseils techniques en matière de gestion des programmes de lutte antimines et de mobilisation des ressources ont été fournis à l'UNFICYP.

3 Exposés sur la sécurité face aux mines terrestres présentés dans les zones de mission de la MINUAD, de la MINUS et de l'AMISOM, en partenariat avec des organismes des Nations Unies

Section de la réforme du secteur de la sécurité

7 missions d'appui technique pour apporter des conseils d'experts dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité

1 mission d'évaluation interinstitutions pour examiner la mise en œuvre des programmes de réforme du secteur de la sécurité dans une mission

1 visite d'évaluation pour faciliter la planification d'un futur programme de réforme du secteur de la sécurité à l'intention d'une nouvelle mission de maintien de la paix

Conférence annuelle des chefs des composantes « réforme du secteur de la sécurité »

2 directives départementales sur la réforme du secteur de la sécurité et le désarmement, la démobilisation et la réintégration dans les zones sortant d'un conflit

5 Missions de ce type organisées auprès de la MINUL (juin 2010), de la MONUC (février et juin 2010) et de l'ONUCI (novembre 2009 et avril 2010)

1 Mission d'évaluation interinstitutions effectuée auprès de la MINUT (janvier 2010)

1 Visite d'évaluation effectuée à Djouba (Soudan) en août 2009 afin de contribuer aux préparatifs liés à la mise en place de la cellule de consultation et de coordination du secteur de la sécurité de la MINUS

Oui L'atelier interorganisations destiné aux spécialistes des activités de DDR s'est tenu en juillet 2009. Il a rassemblé du personnel du Siège et des missions représentant tous les membres de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité ainsi que tous les chefs des composantes « réforme du secteur de la sécurité » des missions.

2 Le module des Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration consacré aux activités de DDR et à la réforme du secteur de la sécurité a été lancé, et les chapitres du Guide opérationnel consacrés aux activités de DDR et à la réforme du secteur de la sécurité ont été achevés en décembre 2009.

e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Bureau du Directeur

Fourniture de conseils pratiques aux Secrétaires généraux adjoints aux opérations de maintien de la paix et à l'appui aux missions et aux hauts responsables des missions sur des questions intersectorielles et nouvelles ayant trait au maintien de la paix

Oui Dans le cadre de 7 réunions du Comité de direction élargi, des exposés ont été effectués sur le Guide pratique pour le démarrage des missions (1); sur le document officiel « Nouvel horizon » (3); sur la protection des civils (2); sur la politique de formation et de renforcement des compétences (1).

Établissement et entretien de relations de partenariat avec les organismes des Nations Unies et les partenaires externes (arrangements régionaux, institutions financières internationales et acteurs bilatéraux et multilatéraux du développement et de l'action humanitaire) pour faciliter la planification, la mise en œuvre et la phase de transition des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à caractère multidimensionnel

Service intégré de formation

Appui aux États Membres aux fins de la formation préalable au déploiement des effectifs militaires et de police pour les opérations hors siège

De plus, des déplacements ont été effectués auprès de 5 missions (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINURCAT et MINUT) et à Entebbe (Ouganda). À ces occasions, les dirigeants ont assisté à des exposés consacrés à des questions telles que le Nouvel horizon, les études d'évaluation et le renforcement des compétences.

Oui Le Bureau a appuyé la mise en place de cadres de coopération sur les questions liées à la paix et à la sécurité avec l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Il a aussi maintenu ou renforcé sa collaboration avec l'Union européenne, la Banque mondiale, le PNUD et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour faciliter la planification, la mise en œuvre et la phase de transition des opérations de maintien de la paix à caractère multidimensionnel, et notamment la MINUK, la MINUL, la MINURCAT, la MINUS, la MINUSTAH et la MONUC.

- 1 Cours pilote sur les supports de formation spécialisés assuré à des experts militaires au Chili; 2 cours de formation des formateurs de l'ONU assurés à des militaires en Argentine et en Indonésie; 1 atelier de renforcement des compétences organisé en Ouganda; 1 atelier de formation des formateurs aux questions de police organisé en Australie, pour un total de 140 participants
- 9 Exercices d'évaluation des formations proposées en matière de maintien de la paix effectués en Allemagne, en Autriche, au Brésil, au Chili, en Croatie, en Grèce, au Nigéria, en Suisse et en Turquie
- 22 Des membres du personnel ont assisté à des activités de formation au maintien de la paix ou y ont contribué dans les 14 États Membres suivants : Australie, Bangladesh, Belgique, Brésil, Équateur, Espagne, États-Unis, Éthiopie, Ghana, Kenya, Ouganda, Pérou, Royaume-Uni et Suède.

Formation des hauts responsables et directeurs des opérations de maintien de la paix et formation préalable au déploiement du personnel civil des missions

- 2 Formations assurées à 24 hauts responsables, parmi lesquels des Représentants spéciaux et Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général, des commandants de la Force, des chefs de la police, des Chefs de cabinet et des Conseillers militaires adjoints
- 2 Formations assurées à 48 hauts responsables actuels ou potentiels de missions
- 1 Formation assurée à 35 hauts responsables de missions de l'Union africaine
- 25 Cours de formation préalable au déploiement du personnel civil organisés à l'intention d'un total de 370 nouveaux membres du personnel civil des missions
- 2 Ateliers du programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources (SMART) organisés à l'intention d'un total de 76 responsables civils de missions

Élaboration de normes et d'orientations en matière de formation à l'intention des États Membres, des missions et des formateurs au maintien de la paix

- Oui La politique relative à l'aide à la formation préalable au déploiement du personnel militaire et de police dans le cadre des missions de maintien de la paix et 3 consignes permanentes se rapportant à des thèmes en rapport avec cette question (reconnaissance des formations, formation des formateurs et équipes itinérantes d'aide à la formation) ont été promulguées en octobre 2009, et elles ont été téléchargées 5 177 fois. Les supports de formation se rapportant à la formation de base préalable au déploiement et les supports de formation spécialisée, qui, ensemble, constituent les nouveaux supports de formation standard, ont été téléchargés 11 758 fois, et la politique de formation applicable à l'ensemble du personnel de maintien de la paix des Nations Unies a été promulguée et diffusée auprès de toutes les missions en mai 2010.
- 1 atelier proposé dans un centre intégré de formation du personnel des missions et 1 cours de formation et d'évaluation des formateurs ont été organisés à l'intention de 84 formateurs attachés à des missions.

Activités de contrôle et d'appui relatives à la formation du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions dans des domaines spécialisés, ainsi qu'aux programmes de formation obligatoires ou recommandés

- Oui Le Service a organisé et contrôlé la présence de 2 066 membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions à des cours de formation organisés par le Bureau de la gestion des ressources humaines et la

présence de 2 051 membres du personnel à un total de 169 activités de formation organisées dans leur domaine de spécialisation, y compris des cours, des ateliers, des conférences, des séminaires et des formations individuelles sur des questions spécialisées et des thèmes techniques en rapport avec le maintien de la paix et l'appui aux missions.

De plus, un service d'apprentissage en ligne (UN.Skillport) fourni et cofinancé par le Bureau de la gestion des ressources humaines et le Service intégré de formation a été mis à la disposition de tous les membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, qui peuvent ainsi se former à titre individuel sur des questions techniques ou spécialisées dans des domaines tels que la gestion du personnel, les finances, la logistique, l'informatique, la gestion, la communication et l'encadrement. À cet égard, le Service intégré de formation assure une assistance technique au personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui des missions ainsi qu'aux centres intégrés de formation du personnel des missions.

Section des meilleures pratiques de maintien de la paix

Mise au point d'orientations sur les questions intersectorielles ayant trait au maintien de la paix et appui au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions aux fins de l'élaboration de leurs politiques générales et orientations

Oui Élaboration, approbation et publication de 20 documents d'orientation sur les questions intersectorielles suivantes : politique et procédures opérationnelles permanentes révisées relatives à l'élaboration des orientations (juillet 2009) (2); politiques concernant l'appui à la formation préalable au déploiement des contingents militaires et de police affectés aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (octobre 2009); procédures opérationnelles permanentes relatives à la formation des formateurs (octobre 2009); procédures opérationnelles permanentes relatives aux équipes d'appui mobiles (octobre 2009); procédures opérationnelles permanentes relatives à la validation des formations (octobre 2009); procédures opérationnelles permanentes relatives au suivi et à l'évaluation dans le cadre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (juin 2010); procédures

opérationnelles permanentes provisoires relatives à la détention (janvier 2010); politique révisée relative aux unités de police constituées (mars 2010); procédures opérationnelles permanentes relatives à la gestion des postes vacants et à la planification de la relève s'agissant des chefs de la composante police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (septembre 2009); directives relatives à la méthode d'examen des composantes justice et système pénitentiaire dans les opérations de maintien de la paix (décembre 2009); politique relative aux composantes justice (décembre 2009); politique et directives relatives aux centres d'opérations civilo-militaires (février 2010); politique et directives relatives aux centres communs d'analyse des missions (février 2010); procédures opérationnelles permanentes relatives à l'utilisation du formulaire standard de notification d'accident ou d'incident impliquant des véhicules à moteur (septembre 2009); directives relatives au processus de planification des missions intégrées publiées sous le titre : « Role of the field: integrated planning for United Nations field presences » (janvier 2010); version 1 de la trousse d'information sur les informations sensibles (février 2010); directives relatives à l'application du plan d'archivage au Siège des dossiers sur les opérations de maintien de la paix (novembre 2010); directives relatives à l'intégration d'une perspective tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix (mars 2010); politique révisée relative à l'égalité des sexes (juillet 2010); et directives relatives à l'égalité des sexes dans les programmes de lutte antimines (février 2010)

Rédaction de documents de politique générale/de réflexion : document officiel relatif à l'initiative Nouvel Horizon directives du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et du Secrétaire général adjoint chargé de l'appui aux missions concernant l'initiative Nouvel Horizon; stratégie de mise en œuvre de l'initiative Nouvel Horizon; document conjoint du Département des opérations de maintien de la paix et du Bureau d'appui à la consolidation de la paix sur le maintien et la consolidation de la paix; concept opérationnel pour la protection des civils dans

les opérations de maintien de la paix des Nations Unies; document d'approbation du gouvernement hôte pour la tenue du séminaire-retraite du Conseil de sécurité; document interne du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions relatif au centre d'échanges sur le renforcement des capacités; document interne du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur les modalités de renforcement des capacités; et note sur le renforcement des capacités pour un atelier destiné aux commandants des missions militaires

Fourniture d'orientations et d'un appui à l'élaboration de rapports du Secrétaire général au Comité spécial des opérations de maintien de la paix; et rédaction du rapport du Secrétaire général sur les dispositions administratives et règles de sécurité régissant la gestion des hélicoptères de transport des opérations de maintien de la paix (A/64/768)

Intégration de la stratégie politique dans les communications extérieures du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et contrôle de la cohérence du message aux États Membres et aux partenaires du maintien de la paix; rédaction d'aide-mémoire (46), de discours devant être prononcés par de hauts responsables devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix (5); de discours devant être prononcés devant l'Assemblée générale (Quatrième Commission et Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) (4); de discours destinés à des réunions/conférences et ateliers d'États Membres (19); et élaboration et présentation d'exposés sur les politiques (22)

Rédaction d'une note sur les enseignements tirés de l'expérience relative à la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies à l'intention du Comité spécial pour les opérations de maintien de la paix

Mise en place d'un système de mise en commun des connaissances en matière de maintien de la paix et analyse et diffusion des meilleures pratiques

Oui Aide à la mise en place des réseaux de praticiens GenderNet, HIV/AIDS Network et Civil Affairs Network; création et aide à la mise en place du réseau de praticiens Child Protection Network; élaboration de notes et d'une synthèse de

réponses sur les pratiques en matière de maintien de la paix. En outre, lancement de la plate-forme de ressources du maintien de la paix, qui a pour objet de mettre les supports pédagogiques et les directives du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions à la disposition des États Membres, d'autres entités du système des Nations Unies et de partenaires n'appartenant pas au système.

Mise en ligne et diffusion au moyen d'annonces publiées sur l'intranet de 61 rapports de fin d'affectation, 16 analyses du retour d'expérience et 2 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience recueillis auprès des missions. Réalisation d'un bulletin d'information trimestriel et de mises à jour hebdomadaires des documents chargés sur l'intranet pour assurer la diffusion des connaissances

Analyse de rapports sur les enseignements tirés de l'expérience pour tirer parti du savoir-faire, des données d'expérience, des connaissances et des pratiques susceptibles de bénéficier à différents processus de planification des politiques et de formulation d'orientations, notamment en ce qui concerne la protection des civils (10 rapports de fin d'affectation, 5 analyses de retour d'expérience, 2 exposés sur les enseignements tirés de l'expérience), les opérations maritimes (5 rapports de fin d'affectation et 1 analyse de retour d'expérience), la Police des Nations Unies (Kosovo) (3 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience et 2 analyses de retour d'expérience), le Groupe consultatif du droit pénal et des questions judiciaires (Kosovo) (1 rapport de fin d'affectation, 2 exposés sur les enseignements tirés de l'expérience, 4 documents élaborés par la mission), questions relatives à la problématique hommes-femmes (Kosovo) (4 analyses de retour d'expérience et 3 exposés sur les enseignements tirés de l'expérience), consolidation de la paix et transitions (4 rapports de fin d'affectation, 8 analyses de retour d'expérience, 4 exposés sur les enseignements tirés de l'expérience et 6 questions et réponses pour le réseau de praticiens responsables des meilleures pratiques), documents sur la sûreté et la sécurité du travail (4 directives pour les missions et 7 questions et réponses pour le réseau de praticiens)

	<p>Appui à la création de 6 nouveaux réseaux de praticiens (police, protection de l'enfance, déplacements, rations/approvisionnement, gestion des biens et achats pour les missions); organisation de séances d'information et de stages de formation à l'intention des facilitateurs des réseaux de praticiens; et publication d'un manuel à l'usage des utilisateurs de ces réseaux</p> <p>Diffusion des meilleures pratiques dans le domaine du VIH/sida : présentation/modèle du rapport mensuel de la MINUS et Mémoire d'accord de la MINUAD sur la coopération des unités médicales dans le domaine du VIH</p> <p>Synthèse des meilleures pratiques de 11 missions dans le domaine du VIH pour le prochain rapport conjoint du Département des opérations de maintien de la paix et du programme commun ONUSIDA au Conseil de sécurité sur les 10 années écoulées depuis l'adoption de la résolution 1308 (2000)</p> <p>Réalisation d'une étude sur les enseignements tirés de l'expérience portant sur les travaux de groupes d'experts dans le cadre de la mise en place du nouveau système de recrutement des fonctionnaires spécialistes des affaires civiles de niveau P-3 et P-4</p> <p>Réalisation d'une enquête sur les pratiques concernant l'appui de la composante affaires civiles dans la gestion des conflits</p> <p>Cartographie des enseignements tirés de l'expérience et des bonnes pratiques nouvelles dans le domaine de la protection de l'enfance dans les missions de maintien de la paix</p> <p>Développement de la présence en ligne du Département des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne les femmes, la paix et la sécurité</p>
Fourniture de conseils techniques et d'orientations générales sur l'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes, le VIH/sida, les affaires civiles et la protection de l'enfance	<p>Oui</p> <p>Stratégie de formation à la problématique hommes-femmes pour les opérations de maintien de la paix (avril 2010)</p> <p>Directives relatives à la problématique hommes-femmes pour les soldats de la paix (mars 2010)</p> <p>Révision et diffusion de la Directive détaillée sur l'égalité des sexes dans les opérations de maintien de la paix du Département des opérations de maintien de la paix (juillet 2010)</p>

Élaboration et diffusion conjointes avec le Bureau des affaires militaires et la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit d'un inventaire analytique des meilleures pratiques appliquées par le personnel de maintien de la paix en matière de violence sexuelle en temps de conflit (juin 2010)

Appui technique et coordination pour les questions relatives à la problématique hommes-femmes, telles que les violences sexuelles et sexistes, notamment en ce qui concerne l'élaboration de documents de base, d'aide-mémoire et de questions/réponses à l'intention des responsables du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions dans le cadre de manifestations consacrées aux femmes, à la paix et à la sécurité, et appui au Cabinet du Secrétaire général pour l'application des dispositions de la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité sur les violences sexuelles à l'égard des femmes et des enfants dans les situations de conflit armé

Directives politiques et techniques destinées à apporter une aide et un appui à la révision et à l'adoption des directives sur l'égalité entre les sexes dans les programmes de lutte antimines (mars 2010)

Sessions pilotes de formation organisées à la FINUL (juin 2010) et à la MINUS (mars 2010) pour appuyer l'élaboration d'une méthode de formation pour les composantes affaires civiles

Étude exploratoire réalisée pour la composante affaires civiles de la MINUS sur l'élaboration d'une stratégie d'appui à l'autorité de l'État au Sud-Soudan après le référendum

Procédures opérationnelles permanentes relatives aux services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH et conseils en la matière pour le personnel des missions de maintien de la paix

Traduction et doublage en neuf langues (langues officielles de l'ONU et langues des principaux pays fournisseurs de contingents) et distribution du DVD du Département des opérations de maintien de la paix sur le VIH intitulé « Hidden risk »

Orientations relatives au mandat du Département des opérations de maintien de la paix dans le domaine de la protection de l'enfance à l'intention des processus intergouvernementaux et des États Membres transmises par le biais du Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix et pendant le débat public du Conseil de sécurité consacré aux enfants et aux conflits armés; orientations sur la formation à la protection de l'enfance et aux droits des enfants dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies fournies aux États Membres (Italie en janvier 2010 et Australie en février 2010)

Fourniture au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions d'un appui technique portant sur les principales questions et activités relatives à la protection de l'enfance, y compris la mise en œuvre de plans d'action visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants-soldats ainsi qu'aux violences sexuelles et aux viols commis contre des enfants, conformément aux résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009) du Conseil de sécurité

Participation à des processus interinstitutions mondiaux portant sur des questions relatives à la protection de l'enfance pour expliquer le point de vue des départements et la manière dont ils appliquent leur mandat : séminaire mondial de l'UNESCO intitulé « Protecting education from attack », Groupe de travail sur la protection de l'enfance, et consultations mondiales de l'UNICEF sur la gestion des risques majeurs

Mission d'appui à la MINUSTAH à la suite du tremblement de terre de janvier 2010 pour l'élaboration d'une stratégie sur la protection de l'enfance à l'échelle de la Mission (mai 2010)

Soutien opérationnel aux spécialistes des meilleures pratiques, au Groupe de l'égalité des sexes et au Groupe du VIH/sida dans les missions

Oui Organisation d'ateliers annuels sur le renforcement des capacités et le partage de l'information destinés aux coordonnateurs pour : le VIH/sida (septembre 2009), la protection de l'enfance (avril 2010), l'égalité des sexes (mai 2010), les meilleures pratiques (juin 2010) et les affaires civiles (juin 2010)

Évaluation des programmes et sous-programmes de maintien de la paix dans les missions et dans les deux départements, et appui aux activités d'auto-évaluation

Appui à toutes les missions pour l'organisation des journées mondiales portes ouvertes pour les femmes et la paix afin de faciliter le dialogue entre les organisations de femmes et les dirigeants du système des Nations Unies sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité (juin-juillet 2010)

2 visites d'appui à la formation à la MINUAD et à la MINUS et appui à la formation pour les conseillers militaires sur l'égalité des sexes dans les contingents sud-africains des missions de maintien de la paix (Afrique du Sud, mai 2010)

Aide à l'ONUCI pour l'examen du projet de stratégie nationale sur les violences sexuelles et sexistes (janvier 2010)

Organisation de 2 sessions de formation de 6 jours sur le dépistage volontaire et l'orientation en matière de VIH/sida pour le Département des opérations de maintien de la paix en vue de renforcer les connaissances et les compétences du personnel de 25 missions (responsables chargés des questions relatives au VIH, Volontaires des Nations Unies, administrateurs de programme recrutés sur le plan national) et des coordonnateurs au sein des missions, à Katmandou (novembre 2009) et à Nairobi (mai 2009)

Oui Élaboration d'un outil d'évaluation des incidences de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité (juin 2010)

Révision des politiques d'auto-évaluation du Siège et d'évaluation des missions (1^{er} août 2010)

Évaluation des rôles des conseillers sur le VIH/sida dans 3 missions (MONUC, MINUAD et MINUS) (avril-mai 2010)

Réalisation d'une évaluation et d'une mission de sensibilisation à la MINUAD et à la MINUS avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (novembre 2009)

B. Département de l'appui aux missions

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports adressés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournissant des contingents pour leur permettre de prendre les décisions relatives au maintien de la paix en toute connaissance de cause

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 réunions d'information à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de l'Assemblée générale et d'autres organes délibérants	20	Réunions d'information sur le maintien de la paix ont été organisées à l'intention de l'Assemblée générale et d'autres organes. Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par l'intérêt considérable que les organes délibérants ont porté au projet de stratégie globale d'appui aux missions.
50 réunions devant lesquelles des exposés ont été faits à l'intention des États Membres et des organisations régionales.	198	Le Secrétaire général adjoint a tenu 134 réunions au cours desquelles des exposés ont été faits à l'intention des États Membres et des organisations régionales; le Sous-Secrétaire général a tenu 64 réunions. Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par l'intérêt considérable que les organes délibérants ont porté au projet de stratégie globale d'appui aux missions.
10 exposés sur le maintien de la paix dans le cadre de conférences, de séminaires ou d'autres rencontres publiques	8	Le Secrétaire général adjoint a participé à 4 séminaires et conférences sur les opérations de maintien de la paix (un séminaire organisé dans le cadre de l'initiative Horizons nouveaux et une conférence sur les femmes en Amérique latine tenus au Brésil; un séminaire à l'intention des représentants spéciaux du Secrétaire général tenue en Suisse; et une conférence sur la Somalie). Le Sous-Secrétaire général a participé à 4 séminaires et conférences sur les opérations de maintien de la paix (Centre de documentation sur le renforcement des capacités des opérations de maintien de la paix du G8++, au Caire; une conférence sur le maintien de la paix robuste, au Royaume-Uni; une conférence de l'Université de la défense nationale sur le maintien de la paix, aux États-Unis; et une retraite organisée en Suisse à l'intention des représentants spéciaux adjoints, des coordonnateurs résidents et des coordonnateurs humanitaires).

10 réunions d'information et interviews avec la presse

50 Interviews ont été organisées durant la période considérée, notamment sur la protection des civils en République démocratique du Congo, au Soudan et en Somalie; la formation de la police en Haïti et au Libéria; le renforcement du système pénitentiaire au Libéria; les affaires disciplinaires et la sûreté et la sécurité dans les missions; et les élections au Soudan et en Afghanistan. Ce résultat supérieur aux prévisions est dû à des relations actives et suivies avec les médias et au fait qu'il a fallu s'exprimer au sujet d'événements très médiatisés survenus dans des zones de mission durant la période considérée, en particulier le tremblement de terre en Haïti, à la suite duquel le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont d'ailleurs organisé plus de 150 interviews et réunions d'information générale.

12 voyages dans les pays qui sont les principaux fournisseurs d'aide financière et d'effectifs militaires ou de police et dans d'autres États Membres

12 Le Secrétaire général adjoint a effectué 8 voyages dans des pays fournissant une aide financière et des effectifs militaires ou de police et dans d'autres États Membres (l'Argentine, le Brésil, l'Espagne, la Fédération de Russie, l'Italie, l'Ouganda et la Turquie; ainsi que Chypre, où il s'est rendu à l'occasion d'une réunion régionale). Le Sous-Secrétaire général a effectué 4 voyages (2 en Chine, 1 aux États-Unis d'Amérique et un en Inde).

Accélération de la procédure d'habilitation (pour la ramener à 45 jours) des lauréats du programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources en vue de leur nomination à des postes de décision ou aux postes de chef des Services d'appui intégrés, chef des services administratifs, directeur de l'appui à la mission ou chef de l'appui à la mission

Non 7 participants au programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources ont été promus ou ont reçu des délégations de pouvoir. Les échos des participants quant à la qualité du programme laissent penser que, eu égard aux procédures de recrutement qui régissent les habilitations et les promotions, ce programme ne conduit pas directement à l'obtention d'un poste plus élevé. 4 des promotions accordées sont directement attribuables à la participation de leurs bénéficiaires au programme. Il serait toutefois difficile de déterminer l'incidence du programme sur l'habilitation des candidats dans la mesure où la plupart des habilitations sont décidées par les superviseurs sur la base des compétences de l'intéressé.

10 réunions d'information avec les parties intéressées, dont des États Membres, des organisations non gouvernementales et des hauts

18 Réunions ont été tenues avec le Brésil, le Canada (2 réunions), les commandants de la MONUC, la FINUL et la MINUL,

responsables au Siège et dans les missions, consacrées à la mise en œuvre de la stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres formes d'inconduite au sein des opérations de maintien de la paix et à l'application de politiques connexes, notamment la stratégie globale d'assistance aux victimes et les normes minimales en matière de détente et loisirs

le Costa Rica, le Danemark, le Département des affaires politiques, la France, le Guatemala, l'Inde (2 réunions), la Norvège, le Royaume-Uni (3 réunions) et l'Union européenne.

Participation à l'organisation de deux réunions du Groupe de travail pour la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles, commun au Comité exécutif pour la paix et la sécurité et au Comité exécutif pour les affaires humanitaires

7 1 réunion de haut niveau (en septembre 2009) et 6 réunions de travail ont été organisées.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Vérification des rapports établis dans le cadre des enquêtes relatives à des allégations d'inconduite, achevées ou en cours, aux fins de l'habilitation quotidienne de 5 à 10 candidats sélectionnés pour être affectés à des missions de maintien de la paix	10	Mémoires concernant en moyenne 10 candidats sélectionnés pour être affectés à des missions de maintien de la paix sont envoyés chaque jour afin de vérifier qu'aucun cas d'inconduite ne figure dans leur dossier.
Participation à des conférences et des séminaires sur les opérations de maintien de la paix	Oui	Le Secrétaire général adjoint et le Sous-Secrétaire général et des membres du personnel ont participé à des séminaires et des conférences, notamment le séminaire organisé par l'Institut international pour la paix sur le thème des horizons nouveaux et celui organisé par le Centre pour la coopération internationale sur la stratégie globale d'appui aux missions.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 voyages dans des opérations de maintien de la paix, afin de s'entretenir avec les responsables des missions et d'évaluer l'efficacité et la cohérence des services d'appui fournis	12	Le Secrétaire général adjoint a effectué 7 voyages dans des opérations de maintien de la paix afin de s'entretenir avec les responsables des missions et d'évaluer l'efficacité et la cohérence de l'appui aux missions (il s'est rendu auprès de la MINUSTAH, de la MONUC, de l'UNFICYP, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et de la MINUS (à 2

Création d'une base de données centralisée contenant une liste de personnes qualifiées et possédant des compétences diverses qui seraient susceptibles d'occuper des postes de responsabilité

Établissement de rapports mensuels et trimestriels internes qui analysent et prévoient les besoins en personnel de direction et les vacances de postes dans les missions en vue du recrutement à des postes de responsabilité

Organisation d'activités d'information et de partenariats avec les États Membres, les spécialistes, les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en vue d'élargir la liste des candidats et donc de mieux réaliser les principaux objectifs, y compris la parité des sexes et la répartition géographique

reprises), ainsi qu'à la conférence sur la Somalie); le Sous-Secrétaire général en a effectué 3 (auprès de la MINUSTAH, de la MONUC et de la plate-forme d'éclatement logistique à Entebbe).

Oui Une base de données centralisée contenant une liste de candidats potentiels à des postes de responsabilité a été créée et est régulièrement mise à jour. Les objectifs de parité des sexes et de répartition géographique fixés par l'Organisation continuent d'être privilégiés.

Oui 12 rapports mensuels et 4 rapports trimestriels sur les besoins en personnel de direction ont été établis et 12 listes sur lesquelles figurent les dates d'expiration des contrats ont été distribuées afin de permettre aux départements concernés d'améliorer la gestion de la relève et des vacances de poste. Les profils des responsables de missions (fonctionnaires de la classe D-1 ou de classe supérieure) ont régulièrement été mis à jour et des tableaux hebdomadaires de suivi ont été établis à l'intention de la direction. Des réunions trimestrielles des responsables de missions au niveau régional ont été organisées. Un plan de direction novateur a été établi à l'appui du mécanisme de bons offices de haut niveau (groupe restreint) récemment mis en place par le Secrétaire général. Un appui a été apporté au recrutement, à la sélection et à la nomination des candidats à 53 postes de la classe D-2 ou de rang supérieur qui étaient à pourvoir dans les missions. Le déploiement temporaire de plus de 8 personnes nommées par intérim a été facilité afin de remédier à des lacunes graves dans la direction des missions.

Oui Les activités d'information et les partenariats ont été renforcés grâce à la mise en place de nouveaux cadres stratégiques qui prévoient des initiatives majeures en matière de direction. Les principaux partenaires ont été recensés et leurs capacités ont été analysées. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a renforcé les contacts et la coopération avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en améliorant la collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement et le Groupe des Nations Unies pour le développement; officiellement nommé les membres du Groupe consultatif

	interinstitutions; participé à des activités destinées aux responsables, notamment des réunions avec des représentants de missions permanentes et de gouvernements tenues à l'occasion du programme de perfectionnement des cadres organisé à Amman en juin 2010 à l'intention des femmes coordonnateurs résidents; et encouragé les contacts avec les universités, la société civile et les autres institutions internationales ou régionales qui participent activement aux activités concernant la direction des missions.
Élaboration de 48 réponses uniques aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies (le Bureau des services de contrôle interne, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection)	45 Réponses uniques ont été élaborées comme suite aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies (le Bureau des services de contrôle interne, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection).
Suivi de l'application de 1 090 recommandations formulées par les organes de contrôle et établissement de rapports à ce sujet grâce à 76 demandes de suivi présentées aux bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et aux missions sur le terrain	1 248 Recommandations formulées par les organes de contrôle ont fait l'objet d'un suivi et d'un rapport quant à leur application à la suite de la présentation de 75 demandes de suivi aux bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et aux missions sur le terrain.
Établissement de 13 rapports de synthèse sur l'application des recommandations formulées par les organes de contrôle	14 Rapports de synthèse sur l'application des recommandations formulées par les organes de contrôle ont été établis.
Définition d'1 matrice établie sur la base de 109 rapports et fournissant des directives stratégiques en vue de l'autoévaluation des systèmes de contrôle interne de 24 missions	1 Matrice 105 Rapports 23 Missions
Examen du système de contrôle interne de 3 missions	Eu égard au principe de la continuité des activités, la MINURCAT n'a pas participé à l'autoévaluation dans la mesure où elle est en cours de liquidation. 5 Missions de maintien de la paix (la MONUC, la MINUAD, la FNUOD, la FINUL et la MINUS) ont fait l'objet d'un examen en mai et juin 2010 au niveau de leur système de contrôle interne.
Organisation d'un atelier à l'intention de 24 coordonnateurs pour les audits, afin d'améliorer la qualité des réponses données aux organes de contrôle et d'augmenter le nombre de recommandations appliquées	1 Atelier organisé à Entebbe (en mars 2010) 21 Coordonnateurs pour les audits
Fourniture aux missions de directives concernant les questions intéressant les commissions d'enquête	Tout au long de la période considérée, les missions ont reçu des directives concernant les questions intéressant les commissions d'enquête

<p>Examen de l'ensemble des affaires traitées par les commissions d'enquête qui ont été transmises au Siège, à des fins d'assurance qualité et en vue d'assurer le suivi de l'application des recommandations des commissions au niveau du Siège</p>	<p>sous forme électronique, au moyen de 69 courriels. Des visites d'appui concernant les questions relatives aux dites commissions ont été effectuées auprès de la MONUC (en septembre 2009) et de la MINUSTAH (en juin 2010).</p>
<p>Organisation, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, d'un atelier annuel concernant les commissions d'enquête destiné aux coordonnateurs des commissions d'enquête dans les missions</p>	<p>204 Affaires traitées par les commissions d'enquête intéressant le Siège ont été examinées au Siège durant la période considérée. L'application par les missions des 170 recommandations formulées dans les rapports pertinents a été surveillée. 25 recommandations concernant le Siège ont fait l'objet d'un suivi auprès de différentes structures du Secrétariat.</p>
<p>Délégation de pouvoirs en matière d'achats à tous les directeurs de l'appui aux missions, chefs de l'appui aux missions et chefs des services d'achats</p>	<p>Non L'atelier annuel concernant les commissions d'enquête a provisoirement été reporté au quatrième trimestre 2010 à cause de délais dans la coordination des instructions permanentes révisées concernant lesdites commissions.</p>
<p>Formulation de propositions en vue de la modification du manuel des achats compte tenu des besoins des missions, grâce à la formation d'au moins trois groupes de travail régionaux du Département de l'appui aux missions consacrés au manuel des achats et auxquels participent les chefs des services d'achats</p>	<p>Oui 69 délégations de pouvoir en matière d'achats ont été accordées aux responsables de missions dûment habilités, pour atteindre un total de plus de 150.</p> <p>Non Les groupes de travail du Département de l'appui aux missions consacrés au manuel des achats auxquels devaient participer les chefs des services d'achats n'ont pas été formés. Ce résultat s'explique par le lancement de nouvelles initiatives durant la période considérée, notamment la mise en place, par la Division des achats, d'un service en ligne permettant à son personnel de formuler directement des observations et des recommandations concernant le manuel des achats. De surcroît, le Département de l'appui aux missions demande que le Département de la gestion lui accorde suffisamment de temps pour examiner les propositions de modification du manuel et formuler des observations à leur sujet, de manière à pouvoir consulter les missions avant de rédiger des recommandations et des réponses officielles concernant ces propositions. Le Département de l'appui aux missions a en outre formé un réseau de praticiens en ligne consacré aux achats. Ce réseau permettra au Département de l'appui aux missions de solliciter des commentaires sur les modifications proposées et de repérer les</p>

Participation et représentation des acheteurs des missions, en tant que membres de l'équipe du Secrétariat, aux réunions du Comité de haut niveau sur la gestion – Réseau achats	<p>questions saillantes ou complexes qui pourraient nécessiter la publication d'instructions permanentes.</p> <p>Oui Le Département a été représenté à chacune des réunions semestrielles du Comité de haut niveau sur la gestion – Réseau achats, en tant que membre de la délégation du Secrétariat. Il travaille actuellement avec ce réseau afin qu'il examine les questions relatives à la délégation de pouvoirs aux missions pour ce qui concerne les achats.</p>
Fourniture de conseils à 16 opérations de maintien de la paix sur l'estimation des risques et la mise en œuvre de mesures de réduction des risques, notamment grâce à l'élaboration et à la diffusion de politiques et procédures de gestion des risques	<p>Non En raison de retards dans le recrutement, le mécanisme de gestion des risques n'a pas été entièrement opérationnel avant mai 2010.</p> <p>Malgré l'absence de mécanisme expressément consacré à la gestion des risques et donc de directives et de mesures permettant de diminuer les risques ou de les analyser, la réduction des risques a été prise en compte dans la stratégie globale d'appui aux missions.</p>
Mise en place de mesures d'estimation et de réduction des risques dans 4 opérations de maintien de la paix	<p>Non En raison de retards dans le recrutement, le mécanisme de gestion des risques n'a pas été entièrement opérationnel au sein du Bureau du Secrétaire général adjoint avant mai 2009.</p>
Orientations et contrôle fournis aux équipes Déontologie et discipline quant aux mesures de prévention des fautes, au suivi de l'application des normes de conduite de l'Organisation des Nations Unies, au traitement et au suivi des allégations de faute et aux procédures et mesures disciplinaires applicables à toutes les catégories de personnel	<p>Oui 14 équipes Déontologie et discipline sont intervenues dans 15 missions de maintien de la paix et à la Base de soutien logistique des Nations Unies.</p> <p>Le Bureau du Secrétaire général adjoint a régulièrement fourni une assistance et des conseils techniques aux équipes Déontologie et discipline concernant l'applicabilité des règles, règlements et normes de conduites à différentes catégories de personnel de maintien de la paix. Il a par ailleurs fourni une interprétation de l'application de ces normes ainsi que des conseils et avis techniques concernant le traitement des allégations de faute à différents stades de la procédure disciplinaire.</p>
Fourniture au personnel des équipes Déontologie et discipline de conseils techniques et d'informations actualisées sur la déontologie et à discipline et la définition des meilleures pratiques, dans le cadre de 3 voyages sur le terrain	<p>3 Voyages : à la MINUAD (mars 2010) et à la MINUS et la MINUT (juin 2010)</p>
Établissement, à l'intention de la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, de	<p>Oui Des rapports trimestriels sont désormais établis à l'intention de la direction et des statistiques actualisées sont postées sur le site Web du</p>

rapports semestriels sur les fautes professionnelles, qui contiennent des statistiques et une analyse des tendances observées dans ce domaine au sein des missions de maintien de la paix.

Groupe Déontologie et discipline depuis novembre 2009.

Traitement et transmission de quelque 400 rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations de faute reçus par le Bureau des services de contrôle interne et par d'autres entités chargées d'enquêter dans les opérations de maintien de la paix ou les missions politiques spéciales, afin que des mesures disciplinaires soient prises par les autorités internes ou externes compétentes (la direction de l'Organisation des Nations Unies et les États Membres).

398 Rapports d'enquête ont été traités et transmis pour action disciplinaire par les autorités internes ou externes compétentes, dont 243 au Bureau de la gestion des ressources humaines, 16 au directeur du programme de Volontaires des Nations Unies, 7 au Bureau des affaires juridiques et 132 aux États Membres.

Prise de mesures en réponse aux quelque 400 allégations de faute de catégorie I et 700 allégations de faute de catégorie II faites chaque année dans 21 opérations de maintien de la paix ou missions spéciales et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et qui appellent des enquêtes de la part du Bureau des services de contrôle interne et des missions de maintien de la paix (y compris celles relevant des commissions d'enquête)

Oui Pendant la période considérée, 292 allégations de faute de catégorie I et 862 allégations de faute de catégorie II ont été transmises pour enquête par le Bureau des services de contrôle interne ou les missions. Ces allégations concernaient 18 des 19 missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales dans lesquelles est intervenu le Groupe Déontologie et discipline.

Actualisation et distribution à toutes les équipes Déontologie et discipline de manuels de formation et de documentation de référence concernant les fautes et les questions connexes

Oui Des documents de base pour diffusion préalable au déploiement ont été mis à jour et distribués à titre d'essai lors d'un atelier de formation des formateurs organisé à Brindisi (Italie) en novembre 2009. La documentation devant être utilisée dans les deux programmes de formation est désormais disponible.

b) Division du budget et des finances

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports adressés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournissant des contingents pour leur permettre de prendre les décisions relatives au maintien de la paix en toute connaissance de cause

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ou prévu par les lettres d'attribution et des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (de la réception de la demande certifiée par la Mission à son approbation par le Département des opérations de maintien de la paix) pour 18 opérations	1 972	Les demandes suivantes ont été traitées durant la période à l'examen :
	139	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents
		Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité

Fourniture de conseils à 18 opérations sur le terrain et missions permanentes de pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de forces de police concernant le matériel appartenant aux contingents et les démarches en cas de décès ou d'invalidité

Distribution à tous les États Membres de données nationales consolidées sur les coûts pour le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents de 2011

Négociations dans le cadre de 10 mémorandums d'accord pour la MINURCAT et de 5 mémorandums d'accord pour d'autres missions

255 Lettres d'attribution

Oui Des exposés ont été faits et des réponses ont été fournies aux inspecteurs du matériel appartenant aux contingents dans les missions sur les modifications au mémorandum d'accord et les rapports de vérification correspondants pour toutes les opérations sur le terrain. La Division a répondu quotidiennement aux demandes présentées par les conseillers militaires des missions permanentes concernant leurs mémorandums d'accord respectifs et les politiques et procédures relatives au matériel appartenant aux contingents contenues dans le manuel sur le matériel appartenant aux contingents.

Non Au 31 mai 2010, date butoir initiale, seuls 14 États avaient présenté les données nationales sur les coûts. Par conséquent, les données consolidées n'ont pas pu être distribuées aux États Membres comme prévu. La date limite de présentation des données nationales sur les coûts a été repoussée au 31 août 2010.

57 Négociations terminées ou en cours

MINUSTAH : des négociations sont en cours concernant 19 mémorandums d'accord pour de nouvelles unités dans le cadre des activités de secours après le séisme de janvier 2010.

FINUL : 5 mémorandums d'accord ont été négociés à la suite du retrait ou du rapatriement imprévu d'unités qui ont dû être remplacées par d'autres.

MINUS : 1 mémorandum d'accord a été négocié du fait de la restructuration de la Mission.

MONUC : 4 nouveaux mémorandums d'accord ont été négociés à la suite de la restructuration de la Mission et des recommandations du Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant au contingent dans la Mission.

MINUAD : des négociations concernant 10 unités qui devaient initialement se dérouler en 2008/09 ont eu lieu en 2009/10 en raison de retards pris à Port-Soudan et de la modification du calendrier de déploiement.

12 exposés sur le matériel appartenant aux contingents à l'intention des missions permanentes et des délégations des États Membres	MINURCAT : en raison du rapatriement imprévu d'unités, 18 nouveaux mémorandums d'accord ont dû être négociés pour le déploiement d'unités de remplacement.
15 réunions d'information sur le matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord organisées à l'intention des pays fournissant des contingents	23 Exposés ont été réalisés à l'intention des missions permanentes et des délégations des États Membres durant la période à l'examen. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par l'augmentation du nombre de demandes d'exposés présentées par les États Membres.
3 réunions d'information régionales à l'intention des principaux pays fournissant des contingents sur les politiques et procédures relatives au matériel appartenant aux contingents	22 Réunions d'information ont eu lieu. Ce chiffre est supérieur aux prévisions en raison de circonstances imprévues dans les opérations, notamment de retards enregistrés dans le déploiement de troupes à la MINUAD pour 2008/09 et dans le déploiement de nouvelles unités à la suite de changements opérationnels opérés dans des missions telles que la MINUSTAH, la MONUC et l'ONUCI.
Mise en place sur le Web d'un système permettant aux pays fournissant des contingents d'accéder aux informations sur les demandes de remboursement présentées par les gouvernements	2 Réunions d'information ont été données pour : Les pays de l'Afrique de l'Ouest fournisseurs de contingents, parrainés par l'Organisation internationale de la Francophonie (Yaoundé), en novembre 2009; la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Abuja), en octobre 2009. Seulement 2 réunions d'information ont été demandées durant la période à l'examen.
Une présentation sur les questions financières et budgétaires à l'intention des États Membres et des pays qui fournissent des contingents	Non La mise en place du système a été retardée en l'absence du module de demande de remboursement requis. Elle sera terminée d'ici au dernier trimestre de l'exercice 2010/11.
	Non Aucune demande n'a été reçue des États Membres durant la période à l'examen.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils à 33 missions, notamment à des opérations de maintien de la paix, à des missions politiques spéciales et à la BSLB, aux fins de l'établissement de projets de budget et de	32	Opérations hors Siège (Le nombre d'opérations appuyées par la Division du budget et des finances a été ramené à 32 à la suite de la liquidation de la MONUG en 2009.)

rapports sur l'exécution des budgets, y compris sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les principes et directives, la budgétisation axée sur les résultats et les recommandations des organes délibérants

Exposés et informations générales à l'intention des organes délibérants (CCQAB et Assemblée générale) sur les politiques, procédures et pratiques de financement opérationnel, dans le contexte de 33 missions, notamment des opérations de maintien de la paix, des missions politiques spéciales et de la BSLB, et sur des questions intersectorielles

12 interventions sur le terrain d'équipes Abacus pour fournir un appui aux opérations de maintien de la paix lors du processus d'établissement du budget des missions

Gestion financière de 8 missions en cours de liquidation (BINUSIL, BUNUTIL, IIIC, MINUEE, MINUNEP, MINUSIL, MONUA et ONUB), y compris l'établissement et la présentation à la Division de la comptabilité des états financiers mensuels des missions, le rapprochement des soldes à régler dans les états financiers généraux et l'examen de la suite donnée aux recommandations du Comité central de contrôle du matériel

2 visites d'appui visant à fournir aux missions des conseils relatifs à leur cadre de budgétisation axée sur les résultats pour les projets de budget et les rapports sur l'exécution des budgets

Appui informatique, notamment service d'assistance et d'entretien technique et soutien fonctionnel des systèmes financiers des missions (Sun/Progen), à 44 opérations (y compris missions et tribunaux)

Oui La Division a fourni des réponses orales et des informations écrites supplémentaires pour appuyer l'examen de la législation dans le contexte de 32 missions et de questions intersectorielles.

5 Interventions auprès de la MINUL, de la MINURCAT, de la MINUS, de la MINUSTAH et de la MONUC

Durant la période à l'examen, les interventions d'équipes Abacus ont visé uniquement des opérations en transition déterminées. La décision vient de ce que les missions comptaient de plus en plus sur les visites d'équipes Abacus, en particulier durant la période de présentation du budget, et atteste de l'engagement de la Division de donner des moyens d'action et de renforcer les capacités dans les missions sur le terrain.

8 Missions en cours de liquidation (BINUSIL, BUNUTIL, IIIC, MINUEE, MINUSIL, MONUA, MONUG et ONUB)

La MINUNEP n'a pas été liquidée comme il avait été proposé.

1 Visite de formation et d'appui à la MINUSTAH concernant la budgétisation axée sur les résultats

Ce chiffre est inférieur aux prévisions car les priorités ont été redéfinies concernant les activités opérationnelles et stratégiques. 5 ateliers relatifs à la budgétisation axée sur les résultats ont été organisés au Siège, auxquels ont participé plus de 100 personnes des départements et bureaux du Siège.

40 Opérations hors Siège

Négociation et signature de 17 lettres échangées entre le Département de l'appui aux missions et les Volontaires des Nations Unies à Bonn afin de définir les conditions de service des VNU déployés dans des opérations de maintien de la paix et dans des missions politiques spéciales	21	13 lettres ont été échangées et signées, dont 2 modifiées, pour 11 missions de maintien de la paix pour 2009/10, et 8 lettres ont été échangées et signées, dont 2 modifiées, pour 6 missions politiques spéciales. Les 4 lettres modifiées supplémentaires sont liées à la prorogation du mandat et des taux de la prime de risque des VNU et au déploiement de VNU supplémentaires.
Visites régionales des hauts responsables de la Division auprès de 5 opérations de maintien de la paix dans le but de fournir à celles-ci des conseils stratégiques sur des questions budgétaires et financières	4	Visites du fonctionnaire responsable (deuxième examen)
Stages de formation sur le logiciel budgétaire intégré à l'intention des responsables du budget des missions	Non	L'application du logiciel budgétaire intégré a été interrompue en prévision de celle, imminente, du logiciel de gestion intégré.

c) Division du personnel

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Remaniement et rationalisation du recrutement dans le cadre du système de gestion des aptitudes	Oui	Le processus de recrutement concernant le personnel des missions a été remanié de manière à ce que soient fournis des fichiers de candidats qualifiés présélectionnés qui ont été approuvés par l'organe central de contrôle et sont prêts à être immédiatement déployés sur le terrain. Des groupes d'experts se sont réunis pour 20 des 24 groupes professionnels et ont établi un fichier de 2 515 candidats approuvés par les organes centraux de contrôle des missions.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exposés aux États Membres sur les aspects administratifs du recrutement du personnel des missions	Oui	Exposés au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à la Cinquième Commission et au Comité spécial des opérations de maintien de la paix

Appui direct (concernant notamment le recrutement, les voyages et la gestion des contrats, les salaires, les indemnités, les demandes de remboursement et les droits à prestations) apporté à environ 7 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international servant dans 16 opérations de maintien de la paix, 16 missions politiques et à la Base de soutien logistique des Nations Unies	7 017	Fonctionnaires recrutés sur le plan international ont bénéficié d'un appui direct au 30 juin 2010. Au total, 7 695 fonctionnaires ont été recrutés et administrés.
	36	Opérations hors Siège
	38 266	Opérations administratives traitées durant l'exercice (dont 18 407 au Siège et 19 859 hors Siège)
Orientations générales relatives aux ressources humaines proposées à environ 7 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international et à 19 000 fonctionnaires recrutés sur le plan national servant dans des missions, par l'intermédiaire des sections des ressources humaines sur le terrain	7 017	Fonctionnaires recrutés sur le plan international
	15 955	Fonctionnaires recrutés sur le plan local Le nombre moins élevé que prévu s'explique par le caractère approximatif des prévisions basées sur un effectif autorisé de 20 107 fonctionnaires au niveau local. Au 30 juin 2010, le nombre effectif de fonctionnaires recrutés sur le plan local qui étaient en poste était inférieur à 16 985.
	1 030	Administrateurs recrutés sur le plan national
	2 500	Volontaires des Nations Unies
Réformes en matière de ressources humaines, relatives aux arrangements contractuels et aux conditions de service sur le terrain, approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/250, appliquées en coordination avec le Bureau de la gestion des ressources humaines	Oui	De nouveaux arrangements contractuels et de nouvelles conditions de service dans des lieux d'affectation famille non autorisée sont entrés en application en juillet 2009. 3 620 fonctionnaires recrutés sur le plan international pour une durée limitée au titre de la série 300 ont été rengagés pour une durée déterminée en application du nouveau Règlement du personnel promulgué à titre provisoire en juillet 2009.
Renforcement des programmes de communication, tels que les foires de l'emploi, publicité ciblée dans des sites Web spécialisés et les publications professionnelles, et missions de recrutement dans les pays sous-représentés conformément à la planification stratégique des effectifs et analyses des données sur les candidats internes et externes	Oui	Foire de l'emploi « Women in Aviation », février 2010, Orlando (États-Unis) : plus de 300 candidats potentiels se sont montrés intéressés par un emploi dans les missions de maintien de la paix. 15 femmes (originaires d'Afrique, d'Europe de l'Est et des États de l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord) ont été jugées aptes à exercer des fonctions dans le domaine des opérations aériennes, de la sécurité aérienne, du contrôle des mouvements et des spécifications techniques. L'une d'elles remplissait les conditions préliminaires nécessaires pour être nommée à la classe D-1. Foire de l'emploi « International Supply Management », avril 2010, San Diego (États-Unis) : plus de 100 candidats potentiels se sont montrés intéressés par un emploi dans les

missions de maintien de la paix. 20 remplissaient les conditions préliminaires dans les domaines de la gestion des contrats, des fournitures, des achats et de la logistique; 4 étaient des femmes.

Des activités de communication ont été menées dans des pays sous-représentés comme l'Allemagne (avril 2010) où des réunions ont eu lieu avec une cinquantaine de candidats potentiels dotés de connaissances dans les domaines de la logistique, des achats et du génie. Une dizaine d'entre eux ont demandé à être inscrits sur les fichiers de candidats. Concernant les pays fournisseurs de contingents et de policiers, des activités d'information ciblées ont été menées en Égypte (novembre 2009) et dans l'État d'Israël (décembre 2009), à l'invitation de la Mission permanente de l'État d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies. Elles ont touché un total de 500 candidats potentiels dans tous les domaines de fond du maintien de la paix et dans certains domaines d'appui. Les candidats intéressés ont été encouragés à présenter leur candidature aux postes vacants par le biais du système Galaxy.

Durant la période à l'examen, le nombre d'associations d'anciens étudiants et d'autres associations professionnelles auxquels des informations ont été communiquées a augmenté pour passer à plus de 300 entités.

Tenue d'un fichier de candidats pour 22 groupes professionnels intéressant les opérations de maintien de la paix

23 Tenue de 516 fichiers de candidats pour 23 groupes professionnels (groupe électoral non compris) par titre et par classe pour chaque groupe

Sur ces 516 fichiers, 301 ont été traités par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions (les groupes professionnels basés sur les classes et les titres fonctionnels des postes) et 215 n'ont pas encore été examinés par un organe central de contrôle ou un groupe d'experts.

Aide en ligne à l'organisation des carrières proposée à tous les membres du personnel sur place et par courrier électronique; programmes de formation et consultations directes concernant l'organisation des carrières à l'intention de 1 000 membres du personnel dans 4 missions (MINUAD, MINUL, MINUS et ONUCI)

Mise en œuvre par étape d'une stratégie d'organisation des carrières, avec la possibilité de consulter en ligne des modèles de parcours professionnels pour certains groupes professionnels, afin de mieux répondre à l'évolution des besoins des opérations sur le terrain

Mise en place d'un organe de planification de la succession, le but étant de fournir rapidement aux missions des listes de candidats hautement qualifiés pour les postes de chef de l'appui à la mission, de chef des services d'appui intégrés/chef des services techniques, de chef de l'administration et de directeur de l'appui à la mission

Conférence des chefs du personnel civil et table ronde interinstitutions sur l'organisation des carrières

Oui L'aide a été apportée en priorité aux missions de maintien de la paix en cours de retrait ou de réduction (MINURCAT et MONUG) et à la MINUSTAH, et non aux 4 missions prévues initialement.

Oui L'élaboration de modèles de parcours professionnels pour les fonctions d'appui dans les missions se poursuit, dans le cadre du système de gestion des aptitudes mis au point en coordination avec le Bureau de la gestion des ressources humaines.

Oui Le processus de sélection de l'organe de planification de la succession a été modifié peu après l'établissement des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions. Le nouveau processus de sélection des hauts responsables de l'administration des missions est désormais le même que celui géré par les spécialistes de la gestion des groupes professionnels. Tous ces postes (chef de l'appui à la mission, chef des services d'appui intégrés/chef des services techniques, chef de l'administration et directeur de l'appui à la mission) ont été ainsi pourvus depuis janvier 2010.

En juillet 2010, tous les candidats figurant sur le fichier de l'organe central de contrôle pour le personnel des missions avaient été sélectionnés pour les postes vacants de chef de l'appui à la mission, de chef de l'administration et de chef des services d'appui intégrés. En vue de reconstituer les fichiers, des avis de vacance de postes génériques pour les postes de chef de l'appui à la mission (P-5/D-1) et de chef de l'administration (P-5/D-1) ont été publiés.

Oui La conférence annuelle des chefs des ressources humaines a eu lieu en avril et mai 2010 en Thaïlande. Elle a porté essentiellement sur l'instauration de partenariats stratégiques entre les responsables de programme et les clients; le nouveau système d'évaluation et de contrôle des spécialistes des ressources humaines a été introduit et le système de gestion des aptitudes et le progiciel de gestion intégré ont été mis en application (Umoja). Au total, 63 personnes ont participé à la conférence (22 chefs du personnel

<p>Plans d'action ressources humaines dans toutes les opérations sur le terrain, fondés sur les enseignements de l'application pilote desdits plans dans 5 missions de maintien de la paix (MANUA, MINUL, MINUS, MINUSTAH et MINUT)</p>	<p>civil des missions et 1 du Siège) puis à la table ronde interinstitutions sur l'organisation des carrières, organisée à Vienne en décembre 2009.</p> <p>Oui Des plans d'action ressources humaines ont été appliqués dans toutes les missions et des services d'appui fonctionnel et technique ont été fournis. Des rapports d'évaluation concernant le dernier cycle ont été présentés au Conseil d'évaluation de la performance (en mars et en septembre 2010).</p>
<p>Contrôle et évaluation de l'exercice des fonctions de gestion des ressources humaines dans 6 missions sur le terrain (MINUAD, MINURCAT, MANUI, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, UNFICYP et Base de soutien logistique des Nations Unies) par la participation aux visites de contrôle du Bureau de la gestion des ressources humaines</p>	<p>Non Le Bureau de la gestion des ressources humaines n'a effectué aucune visite de contrôle au cours de l'exercice budgétaire. Cela s'explique par la reconfiguration de la méthode de contrôle et de leur intégration dans le tableau de bord, qui entrera en application en 2011.</p>
<p>Mécanisme d'exécution des améliorations des modes de fonctionnement utilisant la méthode Lean Six Sigma</p>	<p>Oui En coopération avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, un projet d'amélioration des modes de fonctionnement a été mené afin de rationaliser le processus de désignation.</p> <p>Le processus de désignation (pour l'achèvement du projet et aux fins de certification) a été conduit entre juillet 2009 et mai 2010 (son application se poursuit).</p> <p>Les procédures du Groupe de vérification des références ont été examinées dans le cadre du projet utilisant la méthode Lean Six Sigma à la Base de soutien logistique des Nations Unies (juillet 2009).</p>
<p>Programme d'apprentissage en ligne détaillé concernant la gestion des ressources humaines dans les opérations sur le terrain pour qualifier et certifier le personnel en place et nouveau des ressources humaines afin de limiter les risques financiers et de gestion liés à l'exercice de la gestion des ressources humaines</p>	<p>Non L'élaboration des cours de gestion des ressources humaines à l'ONU est en cours, et une application pilote est prévue pour janvier 2011. La procédure de passation des marchés est terminée et le contrat avec le fournisseur a été conclu en octobre 2010. Des cours génériques pour la Division du personnel des missions ont commencé en octobre 2010. Le fournisseur offrira également des services d'accueil et de recrutement pour 3 périodes d'un an pour le personnel des ressources humaines sur le terrain.</p>
<p>Examen des processus visant à déterminer le mode d'application des critères d'évaluation de quelque 6 900 candidats à introduire dans le fichier, afin de pourvoir les quelque 2 300 postes vacants pour 2009/10</p>	<p>2 515 L'organe central de contrôle a contribué à la réalisation de 996 examens des processus concernant 694 avis de vacance de postes, de sorte que 2 515 candidats ont pu être introduits dans le fichier en vue de leur sélection par les missions.</p>

	Les examens des processus ont été conduits « virtuellement » par 102 membres répartis dans 22 missions et « face à face » durant 3 sessions <i>in situ</i> , 1 à Brindisi (Italie) et 2 à Entebbe (Ouganda).
	20 Groupes d'experts se sont réunis, 10 à Brindisi (Italie) et 10 à Entebbe (Ouganda), pour conduire des séries d'interviews pour les groupes professionnels dans le cadre de l'application du cadre de gestion des aptitudes.
Poursuite de la mise au point et de l'application du cadre de classement des postes de fonctionnaire recruté sur le plan national	1 031 Postes de fonctionnaire recruté sur le plan ont fait l'objet d'un classement dans la MINURCAT (598), la MINURSO (167), la FNUOD (15) et la FINUL (251).
Conseils sur la structure des effectifs, les catégories de personnel, les niveaux et les titres fonctionnels des postes en fonction des normes de la CFPI, des orientations fixées et de la pratique établie, lors de 12 visites de l'équipe Abacus	2 Visites de l'équipe Abacus à la MINUSTAH. Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison du programme Abacus réduit de la Division du budget et des finances.
2 visites à la Base de soutien logistique des Nations Unies afin d'informer les groupes d'experts et les organes centraux de contrôle institués dans les missions, de suivre leurs travaux et de les guider, et de superviser le Groupe de vérification des références	2 Visites rendues à la Base de soutien logistique des Nations Unies afin de superviser le Groupe de vérification des références, de donner des informations sur le processus des groupes d'experts (juillet 2009) et de rationaliser le processus du Groupe dans le cadre du projet utilisant la méthode Lean Six Sigma (septembre 2009)
Participation à la réunion annuelle du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel afin de prendre part aux consultations sur les orientations de la gestion des ressources humaines concernant le personnel des missions	Oui La Division du personnel a participé à la trente et unième session du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel, tenue en juin 2010 à Beyrouth (Liban).

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre les décisions relatives au maintien de la paix en toute connaissance de cause

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Formulation régulière de recommandations et de conseils à la haute direction du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix sur des questions	Oui	Des comptes rendus et des rapports analytiques sur la contribution des pays fournissant des contingents et des forces de police et sur le respect des mémorandums d'accord étaient

de soutien logistique intéressant les pays qui fournissent des contingents et des forces de police

régulièrement présentés à la Division du budget et des finances, à la Division du soutien logistique, au Service de la constitution des forces et à la Division de la police.

La Division a adressé des conseils et des recommandations au groupe de travail au sujet du renforcement des capacités; à la Division de la police sur la politique de la MINUT concernant la peinture des véhicules; et au Service de la planification militaire au sujet de l'étude des capacités militaires de la MINUAD.

Visites d'évaluation logistique et d'examen auprès des missions afin de déterminer les résultats obtenus et les besoins logistiques actuels et futurs

- 8 Visites d'évaluation logistique et de planification ont été effectuées à la MINURCAT (évaluation des services fournis par une entreprise extérieure; évaluation des besoins logistiques, des structures existantes et des structures à mettre en place), à la FINUL (examen des besoins du groupe d'intervention navale et de la Force), à la MONUC (réunion interorganisations, évaluation de la coopération intégrée, évaluation de la situation et élaboration du plan de soutien aux élections), à la MINUSTAH (appui budgétaire) et à l'ONUCI (soutien aux élections).

Constitution d'une base de données géographiques contenant des données géospatiales, des images satellite, des cartes numérisées et des informations sur le tracé des frontières dans les zones de conflit

- Oui Le projet cartographique de l'ONU consiste à établir des cartes numérisées (base de données géographiques) à échelle 1/1 000 000, qui permettront, le cas échéant, de lancer rapidement des opérations. Au cours de la période considérée, 40 % de la base de données a été mis en place. Le projet sera achevé avant fin juin 2012.

Système d'information international sur les frontières : au cours de la période à l'examen, 30 % du projet a été exécuté, notamment l'élaboration et l'installation du système, l'analyse des données géographiques et la constitution d'une base de données géographiques sur les frontières litigieuses. Le projet sera achevé avant fin juin 2012.

Système United Nations Earth (fondé sur la technologie Google Earth Enterprise) permettant la visualisation spatiale des zones d'opérations des missions : durant la période considérée, le projet a été réalisé à 50 %. Il sera achevé avant fin juin 2011.

Conclusion d'accords de partenariat avec le Centre satellitaire de l'Union européenne et la National Geospatial-Intelligence Agency des États-Unis en vue de coproduire et de partager les données géospatiales

La carte du monde et la carte de référence sur l'Afrique des Nations Unies ont été établies.

Oui Un partenariat stratégique a été établi avec le Centre satellitaire de l'Union européenne, qui a assuré la fourniture rapide de services cartographiques, de cartes d'évaluation des dégâts, d'analyses SIG (Système d'information géographique) et de données spatiales à la MINUSTAH pour ses opérations de secours après le séisme en Haïti ainsi qu'au Gouvernement chilien et aux organismes des Nations Unies pour leurs interventions lors du séisme au Chili.

Un partenariat a été établi avec les services de gestion des opérations, d'appréciation de la situation et du renseignement pour les crises régionales (projet G-MOSAIC) de la Surveillance mondiale de l'environnement et de la sécurité, initiative de renseignement géospatiale de l'Union européenne, qui ont assuré la fourniture rapide de services cartographiques, de cartes d'évaluation des dégâts et d'analyses SIG à la MINUSTAH pour ses opérations de secours après le séisme en Haïti ainsi qu'au Gouvernement chilien et aux organismes des Nations Unies pour leurs interventions lors du séisme au Chili, et à d'autres missions (MINURCAT, MONUC, FINUL, Bureau d'appui à l'AMISOM).

Une relation de coopération a été établie avec la National Geospatial-Intelligence Agency des États-Unis d'Amérique, qui a fourni des analyses SIG et des données géospatiales à la MINUSTAH pour ses opérations de secours après le séisme en Haïti.

Recensement des politiques et procédures à élaborer ou à réviser en ce qui concerne le déploiement des contingents et du matériel

Oui La Division du soutien logistique a participé aux travaux menés par le groupe de travail du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en mars 2010 en vue de recenser les politiques à élaborer ou à réviser et d'établir les documents de réflexion sur le sujet pour que le groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents les examine en janvier 2011.

Le manuel de liquidation des biens et les politiques relatives aux services d'appui intégrés et au Centre mixte des opérations logistiques ont été révisés. Les directives destinées aux pays fournissant des contingents et des forces de police ont été établies durant l'exercice 2009/10, en coordination avec le Service de la constitution des forces du Bureau des affaires militaires.

Un groupe de travail interdépartemental (Département de la gestion et Département de l'appui aux missions) chargé des lettres d'attribution a été créé en juin 2010. Il s'est réuni plusieurs fois et a élaboré des procédures révisées qui seront incluses dans un projet de procédures opérationnelles permanentes d'ici à décembre 2010.

Des documents ont été publiés sur la sécurité incendie, la gestion des déchets et le respect de l'environnement, ainsi que le soutien sanitaire, y compris la nécessité de renforcer les équipements sanitaires des structures médicales (systèmes d'élimination des déchets médicaux et appareils à ultrason pour les hôpitaux de niveau II et des scanners tomographiques informatisés pour les hôpitaux de niveau III).

Le manuel sur la sécurité dans les ateliers a été publié.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement du plan de soutien initial et du plan des moyens matériels des nouvelles missions de maintien de la paix en consultation avec les équipes opérationnelles intégrées	Oui	Aucune nouvelle mission n'a été créée au cours de la période considérée. Toutefois, compte tenu de l'évolution des mandats des missions et de la situation sur place, des plans de soutien et des moyens matériels ont été établis au Siège pour la MINUSTAH (après le séisme de janvier 2010), pour la MINUS (appui aux référendums) et pour le Bureau d'appui à l'AMISOM (renforcement des effectifs militaires).

Étude de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide au titre de l'exercice 2009/10 sur la base des besoins des missions de maintien de la paix, des données d'expérience et des évolutions technologiques

Oui Un examen approfondi de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide a été effectué par toutes les sections techniques du Département de l'appui aux missions en août 2009, conformément aux directives établies en février 2007 et compte dûment tenu des données d'expérience, des besoins des missions de maintien de la paix et des évolutions technologiques.

Communication des directives médicales des Nations Unies aux missions et aux pays qui fournissent des contingents et des forces de police afin de les aider à déployer des équipements et des services médicaux conformes aux normes requises

Oui Le projet de manuel de soutien sanitaire révisé est actuellement examiné par le corps médical et sera publié avant fin juin 2011. En attendant la publication du manuel, certaines sections pertinentes ont été mises à la disposition du personnel compétent au Siège et sur le terrain. La Division du soutien logistique a mis en place un portail (ou forum) de soutien sanitaire, qui diffuse des informations essentielles, y compris instructions permanentes et directives, et qui est accessible au personnel médical au Siège et sur le terrain.

Communication de notes d'accompagnement médical aux pays qui fournissent des contingents et des forces de police

Oui Des séances d'information ont été organisées séparément pour les représentants de 6 pays fournissant des contingents : Burkina Faso, Malaisie, Mongolie, Philippines, Serbie et Slovaquie.

Des séances d'information ont été organisées en coopération avec le Service de la constitution des forces durant la négociation des mémorandums d'accord avec l'Argentine, le Nigéria, la Fédération de Russie et Sri Lanka.

Présentation d'exposés aux réunions techniques et conférences : présentation d'exposés à 3 réunions techniques organisées dans le cadre du Programme de direction stratégique du Département de la défense des États-Unis à New York, et au premier Congrès européen de médecine militaire organisé par le Comité international de médecine militaire à Kaliningrad (Fédération de Russie)

Vérification de l'offre médicale de base proposée aux personnels des missions et examen des moyens médicaux déployés conformément aux directives des Nations Unies, avant la mise en place dans les missions des équipements appartenant à l'ONU ou aux États Membres qui fournissent des contingents et des forces de police

Oui 3 visites préalables au déploiement ont été organisées pour les services médicaux en Éthiopie, au Népal et au Nigéria afin de vérifier que tous les équipements médicaux nécessaires avaient été déployés sur le terrain et fonctionnaient, l'objectif étant de renforcer le respect des normes des Nations Unies concernant le déploiement d'équipements

<p>Examen des conditions de vie et de travail dans les missions et visites sur place pour déterminer les besoins en matière de logements</p>	<p>médicaux et des directives existantes (manuels relatifs au matériel appartenant aux contingents et au soutien sanitaire).</p> <p>Des visites d'évaluation ont été effectuées dans 4 missions (MINURCAT, MINUL, ONUCI et Bureau de l'appui à l'AMISOM) afin d'évaluer l'état de fonctionnement des moyens médicaux et de demander aux pays fournissant des contingents de suppléer le manque de moyens, le cas échéant.</p> <p>Des visites d'évaluation ont été effectuées dans 4 centres médicaux de niveau IV : Centre médical international du Caire, hôpital militaire de Hurghada, hôpital pour brûlés du Caire et hôpital militaire 37 d'Accra.</p> <p>4 Visites ont été effectuées.</p> <p>Les installations de travail à Entebbe ont été évaluées et il a été conseillé de construire des bâtiments préfabriqués et des hangars de type « rub hall ».</p> <p>3 visites ont été effectuées à la MINURCAT afin d'examiner l'aménagement des locaux d'hébergement, de formuler des conseils concernant la planification de la réduction des effectifs et de la cession des actifs, et d'aider à l'analyse des besoins et des caractéristiques qui doivent être pris en compte dans le cahier des charges. Des conseils ont été fournis à la MINURCAT pour la rédaction des demandes de propositions concernant la construction de camps de police, l'académie de police, le projet d'aire de stationnement, le projet de système d'alimentation en eau et le forage de puits.</p>
<p>Encadrement de la contribution du Centre des opérations aériennes à l'élaboration du concept d'utilisation mondiale et régionale</p>	<p>Oui Toutes les opérations aériennes à effectuer par les appareils en affrètement de longue durée ont été planifiées, suivies et contrôlées par le Centre des opérations aériennes qui, jusqu'au 30 juin 2010, relevait, sur le plan administratif, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et, sur les plans opérationnel et technique, du Siège. Le Centre a procédé à des analyses coût-avantage et à la sélection des aéronefs, l'objectif étant de réduire les frais d'exploitation et d'optimiser l'exploitation de la flotte.</p> <p>600 Vols suivis, surveillés et contrôlés par le Centre des opérationnelles aériennes</p>

<p>Recensement des installations aériennes utilisées par les missions de maintien de la paix qui ont besoin d'être mises aux normes locales et internationales de l'aviation civile</p>	<p>58 Mouvements</p> <p>Des services d'appui au sol ont été assurés rapidement et efficacement aux opérations aériennes des Nations Unies à l'aéroport de Brindisi.</p> <p>Oui En coopération avec l'OACI, avec laquelle elle a signé un accord de services de gestion, la Division du soutien logistique a recensé les travaux de remise en état et de construction, entre autres, d'aéroports, de pistes et d'aires de trafic à la MINURCAT, à la MINUAD et à la MINUS. Une deuxième évaluation a été effectuée à la MINUSTAH comme suite au séisme.</p>
<p>Établissement de contrats-cadres pour tous les types de matériel, accords interinstitutions et autres contrats-cadres conçus pour apporter un soutien de longue durée spécifique adapté aux grands projets d'infrastructures aériennes</p>	<p>15 Contrats-cadres ont été établis.</p> <p>La plupart des contrats-cadres arrivaient à échéance au cours de la période à l'examen. Le renouvellement des contrats a été entrepris en coopération avec la Division des achats. Les 14 contrats restants en sont à leur dernière phase et seront entièrement exécutés d'ici à juin 2011.</p>
<p>Conseils et recommandations pour la création d'infrastructures aériennes à l'usage des missions et la modernisation des équipements existants par mise aux normes de l'OACI</p>	<p>Oui Un accord des services de gestion entre l'ONU et l'OACI a été signé et mis en application. Des accords ont été conclus avec la MINURCAT, la MINUS et la MINUAD pour la fourniture de services d'expert dans le cadre des projets de remise en état et de construction d'aérodromes et d'aéroports. Des services d'appui technique et de conseils d'experts ont été assurés aux missions dans le cadre des projets de remise en état et de construction d'aérodromes et d'aéroports. Une étude de faisabilité a été menée et un schéma directeur pour l'aménagement des aérodromes et un plan directeur de développement de l'aviation civile ont été établis.</p>

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Visites d'évaluation de la sécurité aérienne auprès des missions, avec avis et conseils techniques sur place concernant les normes de sécurité aérienne, la</p>	<p>8</p>	<p>Visites d'évaluation de la sécurité aérienne ont été effectuées (MINURCAT, MINURSO, MONUC, MINUAD, MINUL, MINUS, MINUT et ONUCI).</p>

prévention des accidents, l'analyse des risques et les enquêtes en cas d'accident

Examen des ressources d'appui nécessaires aux missions; avis et conseils pour la formulation des demandes

Mise à disposition d'outils, de procédures et d'espaces d'échange d'informations donnant aux missions de maintien de la paix des moyens renforcés de satisfaire leurs besoins en matériel, marchandises et services

Oui Les projets de budget de toutes les missions de maintien de la paix ont été examinés en coordination avec la Division du budget et des finances. Des observations et des conseils ont été formulés lorsque les prévisions de dépenses des missions s'écartaient des orientations stratégiques.

Oui Le plan par étapes a été exécuté à titre expérimental dans 5 missions de maintien de la paix (MONUC, FINUL, MINUL, MINUS et ONUCI) et pourra être mis en place dans toutes les missions à partir de la fin de 2010.

De nouveaux rapports électroniques ont été élaborés pour aider les missions à apprécier l'évolution des stocks et le respect des mémorandums d'accord et à déterminer les niveaux appropriés de matériel et de capacité de soutien autonome, et pour aider à mettre à jour les données et à exécuter les tâches administratives liées à la gestion du matériel appartenant aux contingents.

La Division du soutien logistique a aidé le Bureau des technologies de l'information et des communications à commencer l'élaboration du nouveau progiciel de gestion de la relation client dans le cadre du projet de gestion de la contribution des troupes pour le matériel appartenant aux contingents.

La Division a actualisé et enrichi la bibliothèque de référence, la page Web et les bases de données Lotus Notes concernant le matériel appartenant aux contingents, et achevé les mises à jour commencées après la réunion de 2008 du groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents.

La Division a élaboré, en concertation avec la Base de soutien logistique des Nations Unies, les missions de terrain et la Division des technologies de l'information et des communications, des instructions permanentes sur le suivi des principaux indicateurs de résultats en matière de gestion des biens pour faire en sorte que les indicateurs de résultats soient suivis régulièrement au niveau du Département.

Analyses et examens des rations et de l'utilisation des carburants; contrôle de la bonne exécution des contrats

La Division a géré et renforcé le réseau d'échange des praticiens de la gestion du matériel appartenant aux contingents et de la gestion du personnel, qui donne au personnel chargé de la gestion du matériel appartenant aux Nations Unies et aux contingents l'accès à une bibliothèque commune de documents et à des liens Web utiles.

La base de données sur les biens a été transformée en application Web de classement des biens pour aider les missions à contrôler leurs stocks de matériel durable, de matériel non durable et d'articles spéciaux.

Oui Le système de gestion du carburant a été appliqué à titre expérimental au cours de l'exercice 2009/10 à la FINUL. Le système de gestion des rations n'a pas encore été acheté et fait encore l'objet d'un appel d'offres. Toutefois, la Division contrôle l'exécution des contrats tous les mois en analysant les états des stocks et en examinant les problèmes et les solutions avec les missions concernées. Durant la période considérée, les problèmes suivants ont été cernés et réglés :

De grandes différences ont été relevées dans les procédures suivies par les missions pour la commande des rations, qui ont entraîné des gaspillages. La Division du soutien logistique a commencé à introduire une procédure harmonisée pour la commande des rations, le système basé sur les fiches recettes qui a été mis au point à l'ONUCI. Un atelier de formation de 3 semaines sur le maniement du système a été organisé à la MONUC en juin 2010. Le système de commande des rations a été mis en place à l'ONUCI en juin 2010 et à la MONUC en août 2010, et le sera à la FNUOD, à l'UNFYCIP et à la FINUL avant la fin de décembre 2010 et à la MINUAD avant la fin de mars 2011.

Des divergences ont été observées dans les méthodes appliquées par les missions pour le suivi des stocks de rations, ce qui a conduit à une estimation incorrecte de la valeur des stocks de réserve durant la période considérée. Un nouveau système de suivi a été instauré à la MINUAD, à la MINUL et à l'ONUCI et sera mis en place à la MINUSTAH, à la MONUC, à

	<p>la FINUL et à la MINUS avant la fin d'avril 2011. Ce système permet d'avoir des informations exactes sur les stocks de rations et garantira la vérification en toute transparence des niveaux des stocks de rations.</p>
<p>Renouvellement de tous les contrats de services logistiques gérés au Siège qui arrivent à échéance au cours de l'exercice</p>	<p>40 Contrats ont été renouvelés au cours de l'exercice.</p>
<p>Développement et application de l'assurance qualité du carburant dans le cadre de la gestion des carburants destinés aux missions de maintien de la paix</p>	<p>Oui Des séminaires et des stages de formation ont été organisés et l'organisation des tâches a été revue. Tous les articles sont répertoriés sur le réseau d'échange des praticiens de la gestion du carburant, point de communication avec les missions. Le réseau donne des informations et des conseils sur l'assurance qualité du carburant en diffusant le manuel de gestion du carburant, les meilleures méthodes de gestion et autres données techniques. Dans leur rapport sur l'application de l'assurance qualité, les missions évoquent certaines questions d'ordre pratique (par exemple, la question de l'ajustement des stocks soulevée par la MINUSTAH). Les rapports trimestriels contribuent à l'application de l'assurance qualité car ils permettent au Siège de suivre les principaux indicateurs concernant la gestion du carburant dans les missions. Le personnel du Siège chargé de la gestion du carburant se fonde sur ces rapports pour recommander des mesures correctives, conseiller leurs homologues des missions ou diffuser de meilleures méthodes de gestion.</p>
<p>Mise en service de systèmes électroniques de comptabilisation des carburants et des rations dans 3 missions de maintien de la paix</p>	<p>Non Il a fallu lancer un appel d'offres pour le système de gestion des rations. La définition des prestations à fournir a été présentée à la Division des achats en mars 2010. Le Département de l'appui aux missions attend</p>

<p>Formulation et promulgation d'objectifs environnementaux conformes à la politique et aux directives des Nations Unies pour l'environnement</p>	<p>encore la décision de la Division des achats avant de publier l'appel d'offres.</p> <p>Oui Système de gestion des carburants : le logiciel de gestion des carburants a été mis à l'essai à la FINUL. Le matériel nécessaire à l'application du logiciel n'est pas encore acheté.</p> <p>Non La Division coopère actuellement avec 50 organismes des Nations Unies en participant aux travaux du Groupe de la gestion de l'environnement, dans le cadre des consultations sur les garde-fous environnementaux et sociaux, et du Groupe de gestion des problèmes sur la gestion de la viabilité à l'Organisation des Nations Unies, qui s'emploient à élaborer des politiques harmonisées pour toute l'Organisation, y compris les missions.</p> <p>Lors de l'examen du manuel de liquidation des biens, qui n'est pas encore publié, la Division a intégré l'environnement parmi les éléments essentiels du processus de liquidation.</p> <p>Ce produit doit en principe être exécuté durant l'exercice 2010/11, étant donné que les considérations d'ordre environnemental sont déjà intégrées dans les objectifs stratégiques et les activités de planification des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions.</p>
<p>Réalisation d'études d'impact environnemental et mise en œuvre d'un plan d'action écologique, en réponse à l'obligation faite à l'ONU d'étudier les effets de ses opérations de maintien de la paix sur l'environnement</p>	<p>Oui Le PNUE, le Département de l'appui aux missions et le Bureau d'appui à l'AMISOM ont rédigé un rapport technique sur l'évaluation des systèmes de réduction de la consommation d'énergie et d'eau et des déchets pour le futur siège du Bureau d'appui à l'AMISOM à Mogadiscio et la base d'appui à Mombasa (Kenya) (février 2010).</p> <p>L'inventaire des émissions de gaz à effet de serre, commencé en 2008, a été achevé pour toutes les opérations de maintien de la paix, qui représentent 57 % de l'empreinte du système des Nations Unies. Les résultats ont été publiés dans le rapport intitulé « Moving towards a climate neutral United Nations: the United Nations system's footprint and efforts to reduce it » (2009). Le PNUE a coordonné les travaux visant à établir l'empreinte gaz à effet de serre 2008 de tous les organismes des Nations Unies,</p>

	chaque organisme devant établir son propre inventaire en utilisant une méthodologie commune.
	La Division des technologies de l'information et des communications a fourni le tableur à cette fin et la Division du soutien logistique a créé et examiné 66 dossiers, conçus sur mesure pour 30 missions en vue de les aider à établir leur propre empreinte gaz à effet de serre.
	Un stage de formation aux problèmes de l'environnement a été organisé pour le personnel de la MONUC en décembre 2009 à Kinshasa.
Révision et distribution du répertoire des structures médicales de niveaux II, III et IV présentes dans les missions de maintien de la paix, y compris les structures privées qualifiées pour s'occuper des évacuations sanitaires primaires et secondaires	Oui La révision du répertoire des structures médicales a été achevée au cours de l'exercice. Ce répertoire donne des informations sur les structures médicales de différents niveaux qui existent et facilite la planification des activités d'appui sanitaire, en particulier l'identification des structures auxquelles les missions peuvent recourir pour les évacuations sanitaires primaires et secondaires.
Examen de la prestation et de la gestion des services médicaux dans les missions	Oui Le projet de directives relatives à la gestion des médicaments et des fournitures médicales a été élaboré.
Mise en service d'un dispositif des codes à barres dans 5 missions	Non Un contrat-cadre a été conclu en mai 2010 pour la fourniture de lecteurs de codes à barres. Ce dispositif a été mis à l'essai à la Base de soutien logistique des Nations Unies. Toutefois, comme le contrat-cadre avait été établi plus tard que prévu, la mise en service du dispositif dans 5 missions a été reportée à l'exercice 2010/11, ce qui permettra aux missions d'acheter le matériel nécessaire et de recevoir la formation voulue. Un plan de mise en service a été élaboré en concertation avec les concepteurs du dispositif. L'achat du matériel nécessaire se fait dans le cadre du contrat-cadre.
Définition de valeurs de référence pour la gestion du matériel et introduction du modèle de qualité optimale des pratiques de gestion du matériel dans toutes les missions de maintien de la paix	Oui La Division de l'appui aux missions a établi un dispositif de gestion des biens et mis en place un système de mesure des résultats qui permet de suivre l'activité des missions. Chaque année, un plan de travail est publié qui énonce des objectifs, des mesures, des indicateurs de résultats et des cibles touchant la gestion des biens. Les indicateurs de résultats ont été établis à partir d'un système de points de référence

interne qui exprime sous forme de données chiffrées l'efficacité des missions dans la gestion du matériel. Les cibles correspondant à chaque indicateur de résultats sont basées sur les dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, les procédures décrites dans le manuel de gestion des biens, l'analyse de la gestion des biens effectuée par le Département de l'appui aux missions et les observations et recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne et le Comité des commissaires aux comptes sur les méthodes de gestion et les procédures de contrôle et de comptabilisation du matériel appartenant à l'ONU. Les indicateurs de résultats permettent aux responsables hors Siège de prendre des décisions concernant la gestion des biens en toute connaissance de cause.

Un modèle de gestion des résultats a été élaboré et mis en application à la Section de l'appui à la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU et dans toutes les missions. Une analyse des pratiques optimales a été effectuée en vue de répertorier les méthodes de gestion qui ont donné les meilleurs résultats. Les pratiques les plus performantes sont diffusées à toutes les parties prenantes et consignées dans les procédures opérationnelles permanentes et les directives des missions, qui sont publiées sur le réseau d'échange des praticiens de la gestion des biens.

Conseils réguliers et assistance, formation du personnel des missions à la gestion du matériel appartenant aux contingents

Oui Un atelier de formation sur la gestion du matériel appartenant aux contingents a été organisé au Siège en juin 2010 pour le personnel compétent des missions et du Siège, l'objectif étant de faire avancer l'élaboration des directives en la matière et du projet de gestion de la contribution des troupes (proiciel de gestion de la relation client), et de mettre en commun les politiques et les nouveautés en matière de gestion du matériel appartenant aux contingents.

Le personnel des missions chargé de la gestion du matériel appartenant aux contingents a été informé des observations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et des questions suscitées par l'examen régulier des rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents.

Supervision et conseils concernant la création dans les missions de comités de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux missions/des mémorandums d'accord de manière à rationaliser la détermination des quantités de matériel, des effectifs et des capacités de soutien logistique autonome mis à la disposition des missions par les États Membres qui fournissent des contingents et des forces de police et à s'assurer que ces moyens correspondent aux besoins opérationnels

La Division du soutien logistique a participé au programme d'échange de personnel; un membre de la Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents de la MINUAD a ainsi été affecté temporairement au Siège.

Oui La Division du soutien logistique a aidé l'ONUCI et la MINUT à organiser les réunions de leur comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord, ainsi qu'à résoudre les questions touchant la modification des mémorandums d'accord, les dépenses liées au rapatriement du matériel et l'examen de l'applicabilité des catégories de matériel de soutien autonome.

La Division a examiné régulièrement les comptes rendus des réunions des comités de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents d'autres missions et les documents de référence reçus de celles-ci et y a donné suite.

La Division a effectué, avec le Bureau des technologies de l'information et des communications, une visite à la FINUL, pour examiner la mise en place d'une nouvelle application de bases de données relatives au matériel appartenant aux contingents, déterminer si la Mission pourrait ou non servir de terrain d'expérimentation du progiciel de gestion de la relation client (projet de gestion de la contribution des troupes) et examiner les méthodes de gestion du matériel appartenant aux contingents appliquées par la FINUL.

La Division a effectué une visite à la MONUC pour examiner les besoins actuels et futurs de la Mission en matière de gestion du matériel appartenant aux contingents et à l'ONU.

La Division a effectué une visite à la MINUAD pour aider à la mise en place d'une section de la gestion des biens, à la mise en œuvre du plan de gestion des biens, y compris l'analyse des stocks de matériel appartenant à l'ONU par rapport aux indicateurs de résultats définis par le Département de l'appui aux missions pour 2009/10, conseiller le personnel chargé de la gestion des biens sur la meilleure manière de gérer le matériel appartenant à l'ONU, recenser les outils opérationnels et fonctionnels qui faciliteraient la gestion des biens, cerner les besoins en matière de

<p>Production et distribution de manuels d'instructions permanentes et de procédures détaillées relatives à la formulation des besoins en ressources, avec notamment le Guide des mouvements stratégiques et le Manuel du contrôle des mouvements sur le terrain du Département de l'appui aux missions/Département des opérations de maintien de la paix, et révision du Manuel des transports terrestres et du Manuel du Département de l'appui aux missions pour la planification et la coordination des services de transport aérien</p>	<p>formation et établir un programme de formation de formateurs sur les sujets abordés au cours de l'atelier tenu à Entebbe (décembre 2009).</p> <p>Non Le projet de manuel des transports terrestres a été distribué aux missions pour qu'elles l'examinent et formulent des observations, comme suite à la conférence des chefs des transports tenue à la Base de soutien logistique des Nations Unies en avril 2009. À cet égard, les délais pour la communication des observations ont été prolongés, les missions ayant demandé du temps pour tenir des consultations et obtenir les éclaircissements nécessaires. Par ailleurs, au cours de la dernière révision effectuée par le personnel au Siège, d'importants points politiques ont été soulevés et il a été décidé de les examiner à la réunion qui se tiendrait à la Base de soutien logistique des Nations Unies en octobre 2010. Les résultats de ces délibérations seront incorporés dans le texte définitif. Le manuel sera publié fin avril 2011, après que le Bureau des affaires juridiques, la Section des meilleures pratiques de maintien de la paix et le Département de la gestion l'aient examiné.</p>
<p>Pilotage du programme d'assurance qualité des opérations aériennes du Département, conçu pour promouvoir la sécurité aérienne, faciliter la gestion des contrats et réduire les risques pour l'Organisation liés au transport aérien de ses fonctionnaires et des soldats des contingents, au moyen de visites d'audit et d'inspection sur les sites des missions et de procédures de sélection préalable et d'enregistrement des fournisseurs</p>	<p>L'élaboration de la première version du guide des mouvements stratégiques destiné aux pays fournissant des contingents et des forces de police et au personnel du Siège et du manuel du contrôle des mouvements sur le terrain doit être achevée avant la fin de décembre 2010.</p> <p>3 Visites d'inspection ont été effectuées. Dans le cadre du programme de surveillance préventive, les prestations des transporteurs aériens et les opérations aériennes de toutes les missions ont été évaluées. La sélection préalable des fournisseurs a eu lieu; 17 nouveaux transporteurs aériens ont été enregistrés et 9 ont été rejetés.</p>
<p>Inventaire des stocks de pièces détachées se trouvant dans toutes les missions et appui régulier au personnel des missions, sous forme d'avis, de conseils et de formations concernant la gestion et l'utilisation des stocks de pièces détachées de véhicules</p>	<p>Oui La Division du soutien logistique a terminé l'analyse des systèmes de gestion des pièces détachées de toutes les missions et établi une nouvelle catégorie de biens non durables qui sera incluse dans Galileo. Il sera alors possible pour les parties prenantes de dresser l'inventaire des pièces détachées et d'autres articles non durables nécessaires à l'entretien de chaque type de véhicule.</p>

Le système de planification de la demande de pièces détachées et de planification du réseau d'approvisionnement pour le projet Umoja a été mis au point. Grâce à ce système basé sur les schémas de consommation, la prévision de la demande et la commande des pièces détachées seront automatisées, ce qui permettra aux responsables opérationnels de mieux planifier l'utilisation et le réapprovisionnement des stocks et conduira à une réduction générale du niveau des stocks. Si le nouveau système de gestion est appliqué, la Division du soutien logistique sera en mesure de suivre et de conseiller les missions sur l'utilisation des pièces détachées et l'approvisionnement des stocks et de les aider à améliorer les méthodes de passation de marchés pour la fourniture des pièces détachées de manière à maintenir le niveau des stocks aux niveaux appropriés et à utiliser au mieux les fonds alloués.

Des directives techniques ont été publiées à l'intention des missions concernant la budgétisation, les achats et le maintien des stocks de pièces détachées à un niveau approprié. Le respect des montants maximums autorisés a fait l'objet d'un contrôle strict et les écarts observés ont été portés à l'attention des chefs des transports des missions. Par ailleurs, des modifications ont été apportées au Manuel des coûts standard en vue de réduire les niveaux des stocks de pièces détachées conformément aux schémas de consommation actuels.

Dernière mise au point du système de suivi automatisé des commandes de véhicules et d'équipements faites par les missions

Oui Le système d'achat de véhicules qui automatise la commande de véhicules et d'équipements mécaniques a été mis en place en juin 2008. Toutes les missions ont accès à ce système, qui permet à toutes les parties prenantes d'avoir une vue d'ensemble actualisée du processus d'achat et aux organes techniques concernés de mieux communiquer entre eux. Lancée en août 2010, la deuxième version du système comporte plus d'une dizaine d'améliorations basées sur les suggestions des utilisateurs au Siège et dans les missions. Au cours de l'exercice 2009/10, on a demandé à l'équipe chargée de la mise au point du système d'apporter plusieurs améliorations à la version suivante en 2010/11.

<p>Ateliers sur les pratiques optimales de l'ONU en matière de gestion du transport aérien et terrestre, à l'intention des responsables du parc aérien et terrestre des missions de maintien de la paix</p>	<p>209 demandes ont été enregistrées par le système d'achat de véhicules durant l'exercice 2009/10; elles concernaient l'achat de 2 433 véhicules pour un montant de 34 730 959 dollars.</p>
<p>Établissement de schémas révisés et de structures de coûts simplifiés pour les lettres d'attribution concernant les contrats d'appareils de type militaire</p>	<p>1 Atelier sur le matériel de services au sol des aérodromes a été organisé à Entebbe en avril 2010.</p> <p>Cet atelier avait pour objet d'examiner et d'élaborer des stratégies et des plans d'action visant à améliorer la disponibilité, la facilité d'accès et la fiabilité du matériel de services au sol des aérodromes de manière à optimiser le temps de rotation des aéronefs opérant dans les différents sites de mission; d'examiner et de décider des moyens de réparer et d'entretenir le matériel d'aérodrome, y compris le déploiement d'équipes mobiles et l'utilisation de contrats de services communs; d'examiner et de planifier les mesures à prendre concernant le matériel de transport lourd; et d'examiner les besoins en matière de transport de passagers du Centre d'appui régional à Entebbe.</p> <p>Non Un groupe de travail interdépartemental (Département de la gestion et Département de l'appui aux missions) chargé des lettres d'attribution a été créé en juin 2010. Après la conclusion d'un accord entre le Bureau des services centraux d'appui et la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions, le groupe de travail s'est réuni plusieurs fois et a élaboré des procédures révisées qui seront incluses au projet d'instructions permanentes avant la fin de décembre 2010.</p>
<p>Tenue d'ateliers de sécurité routière et supervision des campagnes de sécurité routière dans toutes les missions de maintien de la paix</p>	<p>Oui Des campagnes de sécurité routière ont été organisées dans toutes les missions de maintien de la paix. Durant l'exercice 2009/10, des campagnes ont été organisées pour la MINURSO, la MINUSTAH, la MONUC, la MINUAD, l'UNFICYP, la FINUL, la Base de soutien logistique des Nations Unies et la MINUS. À la suite de ces campagnes, on a observé une plus grande prudence au volant et une réduction du nombre d'accidents.</p>

L'analyse annuelle des accidents survenus dans les missions a également fait ressortir une diminution importante du nombre d'accidents et du taux d'accidents par kilomètre parcouru. Durant l'exercice 2008/09, 4 437 accidents ont été signalés, soit 2,29 accidents par 100 000 kilomètres parcourus. Durant l'exercice 2009/10, il y a eu 3 461 accidents, soit 1,79 accident par 100 000 kilomètres parcourus.

e) Division des technologies de l'information et des communications

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Plans TIC et capacité d'appui aux nouvelles missions de maintien de la paix	Non	Il n'y pas eu de nouvelle mission ni de mission en phase d'élargissement.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui TIC à 16 missions de maintien de la paix et 16 missions politiques spéciales, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, selon les besoins	Oui	Des services informatiques et télématiques ont été assurés à toutes les opérations de maintien de la paix, aux missions politiques spéciales et à la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Supervision et accompagnement technique de la mise en application d'une configuration normalisée en réseau dans 16 missions de maintien de la paix et 16 missions politiques spéciales afin d'assurer l'utilisation optimale des largeurs de bande disponibles par satellite	Oui	La Division des technologies de l'information et des communications a supervisé et surveillé la mise en application d'une configuration normalisée en réseau dans toutes les missions afin d'assurer l'utilisation optimale des largeurs de bande disponibles.
2 400 services d'audio et visioconférence aux missions ainsi qu'à d'autres entités des Nations Unies, notamment sous forme d'appui technique, d'élaboration de normes applicables à tout le système et de soutien opérationnel aux activités courantes	Oui	4 302 visioconférences ont été organisées durant l'exercice 2009/10. Le nombre de visioconférences a été plus important que prévu en raison de l'augmentation du nombre de demandes reçues des usagers des bureaux et des missions ainsi que du personnel du Siège transféré dans divers nouveaux locaux au titre du plan-cadre d'équipement.

Établissement du cahier des charges et évaluation technique de 10 contrats-cadres et supervision et administration de 47 contrats-cadres concernant les TIC

Services de contrôle et de conseils aux missions de maintien de la paix dans le cadre de l'élaboration de plans de reprise après sinistre et de continuité des activités afin de permettre aux missions d'avoir accès aux données opérationnelles en cas d'évacuation ou de situation d'urgence; élaboration, à partir des données d'expérience, de plans de reprise après sinistre et de continuité des services concernant 4 missions

30 Contrats-cadres ont fait l'objet d'une évaluation technique.

55 Contrats-cadres concernant le matériel de la Division des technologies de l'information et des communications, les services, les licences d'exploitation de logiciels, et les services d'entretien à fournir à la Division ont été administrés par celle-ci durant l'exercice.

Oui Des plans de reprise après sinistre et de continuité élaborés d'après le nouveau modèle diffusé par le Département de l'appui aux missions ont été communiqués par 23 missions. Des visites d'appui à la mise en œuvre de plans de reprise après sinistre et de continuité ont été effectuées à la plate-forme logistique d'Entebbe, à la MINUSTAH, à l'ONUCI et au Bureau d'appui pour l'AMISOM, et des activités ont été organisées dans 7 missions. Des exercices de reconstitution ont été organisés à Entebbe pour la MINURCAT et la MINUS, qui mettront à profit les enseignements tirés des exercices pour actualiser leur plan.

C. Département de la gestion

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non</i> <i>ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et services techniques de secrétariat assurés lors de 85 réunions officielles et officieuses de la Cinquième Commission consacrée au maintien de la paix, notamment des avis portant sur les procédures, 25 projets de résolution et 25 rapports de la Commission soumis pour adoption à l'Assemblée générale	163	Réunions officielles (24) et officieuses (139) de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix se sont tenues et des avis portant sur les procédures ont été émis. En outre, un certain nombre de consultations informelles sur le maintien de la paix ont eu lieu et ont bénéficié de services d'appui fonctionnel.
	32	Projets de résolution/décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission.
	29	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.

Élaboration de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation, ainsi que de 20 notes de procédure sur les questions relatives au maintien de la paix, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission

Oui Programme de travail constamment actualisé, selon les besoins, avant, pendant et après chaque session

24 Notes de procédure élaborées sur les questions relatives au maintien de la paix

3 Notes publiées sur l'état de la documentation de la Cinquième Commission

Administration et mise à jour des sites Web de la Cinquième Commission consacrés au maintien de la paix

2 Sites Web ont été administrés et mis à jour de manière régulière, de même qu'il a été procédé aux mises à jour hebdomadaires et quotidiennes du site Web destiné au public durant les sessions ainsi qu'à l'élaboration, la présentation et l'administration de plus de 2 300 pages d'information supplémentaires sur des questions relatives au maintien de la paix sur le site Web du cyber bureau de la Cinquième Commission.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
120 réunions du Comité des marchés du Siège et 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel	99	Réunions du Comité des marchés du Siège
	21	Réunions du Comité central de contrôle du matériel
Examen de 700 opérations d'achat et 400 liquidations de biens par an	576	Opérations d'achat examinées. Le nombre inférieur d'opérations d'achat soumis à l'examen du Comité des marchés du Siège découlait du relèvement du plafond autorisé pour les achats.
	435	Liquidations de biens examinées
Appui apporté au Comité d'examen des fournisseurs pour 10 cas de contestation des adjudications	5	Cas de contestation des adjudications ont été examinés, dont 3 ont été réfutés faute d'avoir répondu aux critères de recevabilité. Le nombre moins élevé que prévu s'explique par une diminution du nombre de cas reçus.
12 programmes de formation de base et de perfectionnement à l'intention des membres des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix	13	Programmes de formation ont été organisés.

Conférence régionale des membres des comités locaux des marchés	Oui Conférence annuelle des Présidents des comités locaux des marchés en mars 2010
Amélioration du cours d'apprentissage en ligne pour les membres des comités locaux des marchés	Non Retard dans le démarrage imputable aux vastes consultations internes sur la manière la plus efficace et la plus judicieuse d'exécuter le projet Amélioration du cours d'apprentissage en ligne en novembre 2010
Évaluation de l'usage fait de l'autorisation de déléguer des pouvoirs accrus pour les opérations d'achat aux missions de maintien de la paix	Non Les instructions administratives assignant la fonction de contrôle au Comité des marchés du Siège sont actuellement à l'étude. L'évaluation sera effectuée une fois que des pouvoirs accrus pour les opérations d'achat auront été délégués aux missions de la paix.
3 visites d'évaluation dans les missions en vue d'aider les comités locaux des marchés	1 Visite d'évaluation à la MINUAD en mai 2010 Le contrôle du fonctionnement du Comité local des marchés n'ayant pas été officiellement établi, le Comité des marchés du Siège n'a pu effectuer qu'une mission d'évaluation à titre de projet pilote.
Mise en place d'une liaison entre le Siège et les missions pour un système e-HCC	Oui 15 opérations sur le terrain ont été liées aux systèmes e-HCC.
Projets d'appui à la gestion pour les missions de maintien de la paix et les services du Siège qui s'occupent des missions, en particulier dans les domaines de l'amélioration des processus-métier, de la gestion du changement et de la structuration organisationnelle	Oui Le 1 ^{er} octobre 2009, les fonctions et postes des services d'appui à la gestion ont été temporairement affectés à l'équipe de la gestion du changement rattachée à Umoja pour la durée dudit projet. Fourniture d'un appui à Umoja dans le cadre de l'organisation et de la tenue d'ateliers d'évaluation sur la structuration interne pour intégrer les divers processus-métier et compiler, examiner et régler les questions d'orientation générale présentées lors des séances d'évaluation En mai 2010, l'équipe de la gestion du changement d'Umoja a reçu un appui en vue d'organiser un atelier très interactif à Brindisi à l'intention d'un groupe de 25 membres du personnel de mission de maintien de la paix occupant des postes de direction dans ces missions et à l'intention de leurs représentants, pour les préparer à assumer leur rôle de chef de file d'Umoja.

Mise en place d'un programme de renforcement des capacités aux fins de l'amélioration des processus-métier couvrant 3 domaines dans les services du Siège s'occupant du maintien de la paix

- 10 Projets Lean Six Sigma dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines, les achats, la logistique et les finances ont été menés à bien en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions :
1. Remboursement du matériel appartenant aux contingents;
 2. Amélioration des modes d'application des systèmes financiers sur le terrain;
 3. Plan de liquidation des biens;
 4. Désignation des fonctionnaires s'acquittant d'importantes fonctions dans la gestion des ressources financières, humaines et matérielles;
 5. Concours national de recrutement;
 6. Certification des congés de maladie;
 7. Établissement de rapports sur les effectifs des contingents;
 8. Aide au Fonds d'assistance spéciale;
 9. Demandes de services au Bureau des technologies de l'information et des communications;
 10. Approbation et publication des directives.
- 20 Fonctionnaires certifiés ceinture noire Lean Six Sigma

b) Bureau de la planification du programme, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Division de la comptabilité

3 états financiers consolidés et 45 états financiers individuels accompagnés de 19 tableaux et de notes relatives aux états financiers

3	États financiers consolidés
45	États financiers individuels
18	Tableaux
491 400	Opérations comptables effectuées

Rapports mensuels sur l'état des contributions, récapitulatifs mensuels non officiels des contributions mises en recouvrement non acquittées et 12 récapitulatifs officiels de l'état des contributions des 15 principaux contributeurs et des autres États Membres

Division du financement des opérations de maintien de la paix

30 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 15 missions en cours

1 rapport sur la situation financière actualisée de 22 missions terminées

8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris le rapport d'ensemble, le compte d'appui et la base de soutien logistique des Nations Unies

15 dossiers d'information complémentaire également remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

12 Rapports mensuels publiés

12 Récapitulatifs officiels publiés

26 Rapports, 14 sur l'exécution du budget et 12 sur les prévisions budgétaires pour des missions en cours sur le terrain

2 Autorisations d'engagement de dépenses pour la MINURCAT et la MINUSTAH

1 Rapport sur les arrangements financiers prévus pour le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

1 Rapport sur le budget de l'exercice 2009/10 au titre du financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité

1 Budget révisé de la MONUG au titre de l'exercice 2009/10

1 Rapport sur l'exécution du budget de la MINUEE

1 Rapport final sur l'exécution du budget de l'ONUB

1 Rapport faisant le point de la situation financière de 22 missions dont le mandat est terminé

9 Rapports et notes

1 note supplémentaire sur les ressources approuvées pour les opérations de maintien de la paix au titre de l'exercice 2009/10 a été publiée à l'issue de l'adoption d'autres mesures de financement par l'Assemblée générale pendant la partie principale de sa soixante-quatrième session au sujet de la MONUG, l'appui à la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et du compte d'appui.

19 Dossiers d'information complémentaire pour 15 opérations sur le terrain, la MINUEE, le budget de financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) au titre de l'exercice 2009/10, le Bureau des Nations Unies

		auprès de l'Union africaine, le compte d'appui et la Base de soutien logistique des Nations Unies
Examen des questions des organes délibérants relatives au suivi de 15 opérations de maintien de la paix en cours, la Base de soutien logistique et le compte d'appui, ainsi que les questions transversales	2 196	Pages de réponses écrites aux questions soulevées : 1 064 pages de réponses aux questions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au suivi et 1 132 pages de réponses aux questions de la Cinquième Commission relatives au suivi

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Division de la comptabilité

Assistance fournie aux opérations de maintien de la paix sous la forme de conseils sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions, procédures et pratiques comptables et les assurances	Oui	Des directives et conseils relatifs aux questions financières ont été fournis de manière continue sous forme d'examen de comptes mensuels et de communications bilatérales. Des directives concernant la présentation de rapports sur le paiement mensuel des salaires dans les missions sur le terrain, les achats de faible valeur, l'examen des engagements et les instructions relatives à la clôture de l'année budgétaire ont été établies. En outre, divers thèmes pertinents ont été examinés lors de l'atelier organisé du 8 au 12 novembre 2009 à l'intention des chefs des services financiers.
	21	Contrats d'assurance ont été examinés, des directives et des conseils donnés sur les dispositions relatives aux assurances et les clauses d'indemnisation des contrats se rapportant aux opérations de maintien de la paix complexes ainsi que sur les risques propres au maintien de la paix prévus dans les polices d'assurance proposées au Siège.
Assistance fournie aux services financiers des missions, sous la forme de programmes de formation et de directives concernant l'amélioration des contrôles internes et les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations issues d'audits	Oui	Des directives concernant les procédures financières ont été fournies à la MINUSTAH au titre des mesures spéciales de secours et de relance prises à la suite du tremblement de terre. Le Chef de la Section des comptes des opérations de maintien de la paix et l'Administrateur chargé des directives de

<p>Analyse de nouvelles méthodes comptables et recommandations en vue de préparer l'adoption des normes IPSAS</p>	<p>politique générale et de la formation ont visité la MINUL et la MONUC pour définir des lignes d'action, assurer le suivi des recommandations issues d'audits et offrir une formation pratique aux membres du personnel des services financiers dans les missions.</p>
<p>Automatisation des opérations comptables telles que l'enregistrement des contributions reçues, la mise à jour de l'historique des versements ou les demandes de remboursement de frais de voyage</p>	<p>14 Méthodes comptables conformes aux normes IPSAS dans des domaines clefs ont été recommandées. La mise au point de la conception générale du progiciel de gestion intégré (PGI) a été soutenue.</p> <p>Oui Automatisation des encaissements et de l'état des contributions en ligne</p> <p>L'extension du traitement des demandes de remboursement au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions et l'inclusion de la prime de risque pour les voyages dans le processus d'automatisation sont en cours.</p>
<p>Comptabilité précise des stocks stratégiques pour déploiement rapide et poursuite de l'élaboration de directives comptables connexes en fonction des besoins</p>	<p>Oui Des chargements de stocks stratégiques pour déploiement rapide d'un coût de reconstitution de 37,2 millions de dollars et la reconstitution des stocks pour un montant de 66,7 millions de dollars ont été comptabilisés de façon précise.</p>
<p>19 000 décaissements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs</p>	<p>21 000 Décaissements</p>
<p>Négociation et gestion de 11 contrats-cadres d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance-automobile</p>	<p>11 Polices couvrant des opérations de maintien de la paix en cours ont été négociées, y compris la police d'assurance contre les actes de violence.</p>
<p>Prestations d'assurance maladie et d'assurance-vie servies à tous les membres du personnel recruté sur le plan international des opérations de maintien de la paix qui y ont droit et aux personnes à leur charge</p>	<p>17 762 Tous les membres du personnel et les personnes à charge pouvant y prétendre ont été couverts selon les arrangements relatifs au personnel sur le terrain. Le nombre de membres du personnel et de personnes à charge assurés enregistre une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent.</p>
<p>Traitement de toutes les demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance et au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès</p>	<p>Toutes les demandes d'indemnisation ont été examinées et sont à divers stades de règlement :</p>
	<p>152 Nouvelles demandes d'indemnisation examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès</p>
	<p>2 Nouvelles demandes d'indemnisation examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation</p>

Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement des quotes-parts et des récapitulatifs exhaustifs adressés aux États Membres ayant des arriérés de contributions	53 Demandes d'indemnisation par des compagnies d'assurance, présentées au Siège, traitées ou réglées conformément au contrat-cadre d'assurance applicable
Traitement comptable de 2 700 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions aux opérations de maintien de la paix et maintien à jour d'un registre fiable des contributions non réglées	Oui Tous les avis de mise en recouvrement des quotes-parts ont été envoyés en temps voulu. 192 récapitulatifs exhaustifs ont été adressés à des États Membres en novembre 2009. 4 225 Reçus fournis Le nombre plus élevé de reçus fournis s'explique par les avis de mise en recouvrement des quotes-parts supplémentaires envoyés conformément au barème révisé des quotes-parts, entré en vigueur au 1 ^{er} janvier 2010.
Appui efficace apporté au Comité des contributions en lui fournissant en temps voulu toutes les données demandées	Oui Les 14 documents d'avant-session et les 41 documents de séance ont tous été distribués à temps.
Traitement de 5 000 liquidations de placements effectués pour les missions de maintien de la paix conformément aux normes de la profession	3 285 Liquidations de placements effectuées conformément aux normes de la profession Le nombre plus faible de liquidations de placements effectuées s'explique par la conjoncture financière défavorable et l'adjonction de placements à des comptes de dépôt à nivelage automatique, ce qui s'est traduit par moins de liquidations de placements.
Publication de 250 rapports journaliers, 12 rapports mensuels et 2 rapports semestriels sur les placements et la gestion de trésorerie à l'attention des missions de maintien de la paix	250 Rapports journaliers 12 Rapports mensuels 2 Rapports semestriels
Division du financement des opérations de maintien de la paix	
Directives techniques données au personnel du Siège et des missions de maintien de la paix concernant le logiciel budgétaire intégré	Non La mise au point du logiciel budgétaire intégré a été interrompue dans l'attente de l'application du nouveau progiciel de gestion intégré.
Directives à l'intention des missions concernant l'élaboration des projets de budget et des rapports d'exécution, notamment en ce qui concerne le Règlement financier et les règles de gestion financière, les méthodes et procédures comptables, la budgétisation axée sur les résultats et la formulation de recommandations à l'intention des organes délibérants	Oui 15 opérations sur le terrain, la MINUEE, le compte d'appui et la BSLB ont reçu des instructions sur les modalités d'élaboration des rapports sur l'exécution des budgets de 2008/09 et des budgets de 2010/11. Des directives supplémentaires ont régulièrement été établies.

Visites régionales effectuées dans 8 missions de terrain pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance sur place concernant les questions budgétaires et financières	4 Visites effectuées à la MINURCAT, à la MINUL, à la MINUS et à l'UNSOA Le nombre de visites moins élevé que prévu s'explique par des contraintes qui se sont exercées sur les ressources humaines et autres.
Émission de 380 autorisations de financement relatives aux missions et aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix	382 Autorisations de financement
Émission de 17 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs des missions	29 18 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs données pour 14 missions, le financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité et la BSLB et 11 autorisations données pour le compte d'appui
21 rapports financiers à l'intention des donateurs des fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix	21 Rapports financiers
Formation de 60 fonctionnaires au Siège et de 60 autres dans les missions et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi à l'utilisation du logiciel budgétaire intégré	Non La mise au point du progiciel de gestion intégré se poursuivant, le logiciel budgétaire intégré ne sera pas appliqué.
Organisation et tenue de 9 visioconférences sur les questions d'établissement et d'exécution du budget, avec des opérations de maintien de la paix et la BSLB, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification des projets) qui se posent lors de l'établissement d'un rapport sur un budget ou sur son exécution	24 Réunions de haut niveau sur les questions d'établissement et d'exécution du budget concernant le compte d'appui 2 Visioconférences tenues avec la MINUAD et la BSLB En ce qui concerne les autres opérations de maintien de la paix sur le terrain, l'ensemble des questions liées à l'établissement et à l'exécution des budgets ayant été réglé par voie de correspondance, il n'y avait pas lieu de tenir des visioconférences.
Formation de 200 fonctionnaires dans 7 missions de maintien de la paix à l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds	165 Fonctionnaires ont été formés dans 6 missions (MINURSO, MINUAD, MINUL, MINUS, ONUCI et BSLB) et au Siège. Le nombre réduit de stagiaires par rapport aux prévisions s'explique principalement par un taux de participation plus faible que prévu.
Trésorerie	
Placement des fonds en dollars des États-Unis et en euros des opérations de maintien de la paix, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU	Oui Quelque 7,4 milliards de dollars des États-Unis investis conformément aux directives approuvées des Nations Unies en matière de gestion des investissements

Suivi de l'évolution des taux d'intérêt en dollars des États-Unis et en euros afin d'assurer le meilleur rendement possible des placements	Oui	Suivi des marchés financiers internationaux effectué
Limitation de l'exposition au risque de crédit d'un établissement de crédit donné, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU, sur la base d'évaluations positives fournies par des agences de notation financière	Oui	L'exposition au risque de crédit de 30 banques a été surveillée.
Mise en concurrence des offres pour les placements afin de réduire les écarts entre cours acheteurs et vendeurs	Oui	Mise en concurrence quotidienne des offres pour les placements afin de réduire les écarts entre cours acheteurs et vendeurs
Exécution d'environ 3 000 virements électroniques, 500 achats de devises et 500 dénouements d'opérations	2 310	Virements électroniques de fonds pour des placements
	641	Achats de devises
	975	Dénouements d'opérations de placement
Versement des montants correspondant à 70 000 bulletins de paie à environ 6 000 personnes dont le poste est financé au titre des comptes des missions de maintien de la paix	82 938	Montants correspondant à 82 938 bulletins de paie ont été versés à 7 880 personnes.
Service de l'informatique financière		
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes appuyés par le Service de l'informatique financière continuent d'être mis à jour, entretenus et exploités conformément aux exigences du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité. L'administration des réseaux locaux continue d'être assurée et l'appui est rationalisé.
Tenue du plan comptable et des autres tableaux référentiels financiers de référence; développement et perfectionnement d'applications dédiées	Oui	Le SIG et les tableaux financiers de référence ont été dûment tenus. Les systèmes exploités et perfectionnés sont, notamment, les transferts électroniques de fonds et les états des contributions.
Amélioration des rapports de gestion financière	Oui	Amélioration constante des rapports de gestion financière pour répondre aux exigences des usagers. Il a été donné suite aux rapports sur l'état des contributions établis à l'intention des organes directeurs.
Mise en place du logiciel budgétaire intégré complétée avant le 1 ^{er} juillet 2009	Non	La mise au point du progiciel de gestion intégré se poursuivant, le logiciel budgétaire intégré ne sera pas appliqué.
Maintenance du logiciel budgétaire intégré, y compris les améliorations demandées par le client, l'assistance aux utilisateurs et leur formation	Non	La mise au point du progiciel de gestion intégré se poursuivant, le logiciel budgétaire intégré ne sera pas appliqué.

Produits supplémentaires

Mise en œuvre et maintenance du système de remboursement des dépenses et créances afférentes à la fourniture de contingents	Non	Maintenance et perfectionnement des systèmes complexes de tableaux de calcul existants afin de continuer à appuyer l'élaboration du budget des opérations de maintien de la paix La mise au point du progiciel de gestion intégré se poursuivant, il ne sera pas appliqué de système de remboursement des dépenses et créances afférentes à la fourniture de contingents. En revanche, les systèmes complexes de tableaux de calcul et de bases de données existants sont maintenus dans le but de continuer à appuyer les paiements versés au titre des contingents.
Mise à niveau du système de contrôle intégré du traitement des opérations (OPICS)	Oui	L'OPICS a été mis à niveau en une version compatible, sur une plate-forme d'appui fonctionnant à partir d'un nouveau centre de données secondaire.

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre les décisions relatives au maintien de la paix en toute connaissance de cause

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Section de l'informatique ressources humaines

Intégration d'un nouveau système de gestion des aptitudes dans un nouvel entrepôt de données et dans le Système intégré de gestion pour fournir des données de base utiles à l'établissement des rapports sur le personnel des missions de maintien de la paix	Oui	Les données du SIG concernant l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix ont été intégrées dans le nouveau système de gestion des aptitudes.
Mise en œuvre de la phase 1 d'un nouveau système d'établissement des rapports et d'un nouvel entrepôt de données pour doter les spécialistes des ressources humaines et les directeurs de programme dans l'ensemble du Secrétariat – y compris au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et dans les missions – d'outils de consultation libre-service, grâce auxquels ils peuvent obtenir et analyser les données de façon plus rapide et plus complète	Non	La phase 1 du nouveau système d'établissement des rapports a été mise en œuvre. Le tableau de bord des recrutements (système d'établissement des rapports) est à la disposition de tous les chefs des services administratifs et gestionnaires des effectifs au Siège et dans les missions de maintien de la paix.

Gestion de la structure, de la qualité et de l'intégrité des données dans l'entrepôt	Oui	Une structure solide a été construite autour des données, sur la base des bonnes pratiques, afin de préserver la structure, la qualité et l'intégrité desdites données.
--	-----	---

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Division de la planification stratégique		
Publication en temps voulu de quelque 150 avis de vacance de postes pour les postes financés au moyen du compte d'appui au Siège	43	Avis de vacance de postes publiés Le nombre moins élevé que prévu s'explique par le recours plus fréquent que prévu aux avis de vacance de postes temporaires.
Attribution des postes à pourvoir au moyen du système de sélection du personnel, y compris la présélection de plus de 18 000 candidats qualifiés et l'appui à l'examen des dossiers et à la sélection de candidats, pour des postes financés par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, à pourvoir au Siège dans le Département des opérations de maintien de la paix, dans le Département de l'appui aux missions et d'autres départements, y compris des postes de membre du personnel militaire détaché et de la police civile	8 500	Dossiers de candidature passés en revue pour déterminer s'ils répondaient aux conditions de recrutement aux postes considérés, y compris aux critères militaires et civils Le nombre moins élevé que prévu s'explique par le recours plus fréquent que prévu aux avis de vacance de postes temporaires.
Recrutement, prolongation de contrats et envoi sur le terrain de quelque 580 à 600 membres du personnel civil, militaires et policiers détachés par des États Membres et financés au moyen du compte d'appui, y compris pour des postes de temporaire	501	Personnes ont été recrutées ou ont vu leur contrat renouvelé.
Certification des chefs et directeurs de la Division de l'appui aux missions et des chefs du personnel civil des missions, des chefs du personnel et de tous les administrateurs chargés de la gestion du personnel et assumant des fonctions liées aux ressources humaines, tant pour les missions de maintien de la paix que pour le Département de l'appui aux missions au Siège	131 19	Dossiers traités Vérifications des références
Conseils et appui aux États Membres concernant l'attribution de postes aux militaires et policiers détachés	Oui	Des conseils ont été donnés au sujet de 26 postes de membre du personnel militaire et de 16 postes de la Police des Nations Unies à pourvoir.

Conseils au Département de l'appui aux missions et aux missions de maintien de la paix concernant la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, donnés par la Division du personnel, notamment au moyen de visites effectuées dans 3 missions, et mise en œuvre et perfectionnement d'outils informatiques d'appui aux activités de suivi

Examen et modification des plans d'action ressources humaines dans les missions de maintien de la paix en fonction de l'expérience acquise

Élaboration et mise en œuvre, en collaboration avec le Département de l'appui aux missions, de campagnes et de stratégies de recrutement, y compris des mécanismes de coopération avec des fournisseurs externes de candidats et des réseaux tels que les organismes publics, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies

Mise au point de stratégies de gestion du changement pour la mise en œuvre du nouveau système de gestion des aptitudes, notamment dans les missions, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions au Siège

Division des services médicaux

Formulation et actualisation des normes, politiques et directives sanitaires relatives à la protection contre les menaces biologiques et autres risques environnementaux pour la santé de l'ensemble des membres du personnel des missions de maintien de la paix, y compris les pandémies de grippe humaine, et maintien de la capacité d'intervention

Contrôle du travail de 17 chefs de service médical et contrôle technique médical de l'ensemble du système d'appui médical aux missions pour maintenir la cohérence et un niveau acceptable de prestation de services médicaux

Oui Avis et conseils fournis au Département de l'appui aux missions, aux missions de maintien de la paix et à leur personnel sur diverses questions concernant les ressources humaines

14 Missions ont mis en œuvre des plans d'action concernant les ressources humaines.

Aucune visite de suivi n'a été effectuée car le concept de mission est en train d'être revu à la lumière de la nouvelle Fiche de notation de la gestion des ressources humaines. L'outil informatique d'appui aux activités de suivi sera perfectionné au cours de l'exercice 2010/2011 dans le cadre de l'application de la nouvelle Fiche de notation de la gestion des ressources humaines.

2 Ateliers réunissant 40 chefs du personnel des opérations sur le terrain, organisés pour examiner et modifier le plan d'action ressources humaines

Oui Des missions d'information ont été menées en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en Finlande, en Israël, au Japon, en Norvège, dans la République de Corée, dans la République dominicaine et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Un film vidéo sur les recrutements au Secrétariat de l'ONU, tenant tout particulièrement compte des carrières hors Siège, a été produit.

Oui Le système de gestion des aptitudes Inspira a été lancé en avril 2010 au Siège. Sa mise en œuvre dans les missions a été différée jusqu'à la stabilisation des fonctionnalités qui ont déjà été déployées.

Oui Révision du Manuel de soutien sanitaire des Nations Unies pour les opérations sur le terrain
Directives et procédures actualisées de manière à prendre en compte la pandémie mondiale de grippe A(H1N1)

14 Chefs de service médical et toutes les missions extérieures ont fait l'objet d'un contrôle technique médical et bénéficié d'un appui.

Surveillance, évaluation et suivi de l'aide médicale technique à 76 centres médicaux civils des Nations Unies

Examen pour certification des compétences de 400 candidats à des postes dans les services médicaux des missions de maintien de la paix

Organisation d'une réunion régionale de chefs de service médical afin de coordonner et d'actualiser les stratégies médicales et médico-administratives

Évaluation sur place des services médicaux de 3 missions (MONUG, ONUCI et MINUT)

Évaluation d'un centre régional d'évacuation sanitaire lié aux opérations de maintien de la paix (Maroc)

85 Installations médicales civiles (6 des installations existantes ont été fermées et 15 nouvelles installations ont ouvert lors de la période à l'étude)

198 Examen des curriculums vitæ de 85 candidats à des postes dans les services médicaux (médecin, infirmier/infirmière et pharmacien) et de 113 candidats à des postes de Volontaire des Nations Unies

1 Réunion des chefs de service médical civils et militaires a été organisée à la BSLB en août 2009. Elle a porté, notamment, sur les questions suivantes :

- Cours pratique de 3 jours de préparation au certificat de traumatologie préhospitalière;
- Exercice de simulation de scénarios impliquant des pertes massives en vies humaines;
- Tour d'horizon de la situation concernant la pandémie de grippe A(H1N1);
- Déploiement du système EarthMed dans les opérations sur le terrain.

3 Visites d'évaluation sur place ont été effectuées à la MONUC, à la MINUT et à l'UNSOA.

L'évaluation des services de l'ONUCI a été reportée à juillet 2010 en raison des perturbations du trafic aérien provoquées par le nuage de poussière volcanique.

Le mandat de la MONUG a expiré le 15 juin 2009.

2 Visites d'évaluation ont été effectuées, l'une au Caire, l'autre à Nairobi.

Un centre médical régional au Caire a été évalué au lieu de celui du Maroc en raison de l'immédiate nécessité, pour ce qui est de la MINUAD, de la MINUS et de la MINURCAT, d'évaluer les hôpitaux militaires conçus pour offrir des services médicaux en dehors de la zone de la mission et les procédures opérationnelles et administratives applicables à l'organisation d'une évacuation en dehors de la zone de la mission, ainsi que d'achever les procédures applicables aux paiements versés aux civils par leurs prestataires d'assurance maladie pour le compte de tiers.

		Une visite a été effectuée à un centre médical régional de Nairobi, conjointement avec une visite de l'UNSOA, afin d'y examiner les installations médicales de niveau III, d'évaluer l'aptitude de ces installations à prendre en charge une urgence impliquant des pertes massives en vies humaines survenant dans les opérations voisines, de coordonner et d'évaluer les services d'ambulance aérienne et des médecins volants identifiés, et de rencontrer des représentants du Ministère kényan de la santé pour évaluer les incidences de l'utilisation de Nairobi en tant que centre d'aiguillage en cas d'incidents impliquant des pertes massives en vies humaines survenant dans la région.
Examen médical de 250 candidats à l'affectation à une mission ou à un déplacement	325	Examens médicaux
2 000 entretiens préparatoires et consultations sur des questions d'ordre sanitaire avant l'envoi en mission	3 664	Entretiens préparatoires
Évaluation et suivi psychologiques et gestion de la santé mentale (diagnostic, thérapie, renvoi à une structure extérieure et visites de contrôle) avant et après une mission pour 300 membres du personnel	307	Consultations psychologiques offertes avant et après les missions
Vaccination de 1 100 fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et des missions	1 529	Vaccinations Le nombre de vaccinations plus élevé que prévu s'explique par la survenance de grippe saisonnière et pandémique.
Distribution de 1 500 trousse médicales de voyage à des agents des missions et explications sur le contenu des trousse	1 261	Trousses médicales distribuées Le nombre de trousse médicales distribuées a été moins élevé que prévu car les fonctionnaires à qui une trousse médicale avait été donnée à l'occasion d'un précédent déplacement n'en ont pas reçu de nouvelle (les trousse ont été regarnies).
Soins médicaux et consultations pour 2 000 fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du personnel des missions en visite	2 885	Soins médicaux et consultations offerts
Examen et analyse des résultats de 7 000 examens médicaux de membres du personnel des missions, des candidats aux missions, des observateurs militaires et des membres de la police civile pour déterminer leur aptitude à être recrutés ou envoyés en déplacement	4 237	Examens médicaux traités Le nombre d'examen médicaux traités a été moins élevé que prévu car les cas en suspens n'ont pas été comptés. En outre, les résultats des examens d'observateurs militaires et d'agents de la police civile reçus avec 6 mois de

		retard ont été retournés aux missions car ils étaient devenus obsolètes.
Certification des congés de maladie de 2 000 membres du personnel des missions et fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	1 194	Cas de congés de maladie certifiés Le nombre de cas est plus faible que prévu en raison d'une augmentation des pouvoirs du personnel des missions, qui peut certifier jusqu'à 20 jours de congés de maladie.
Conseils à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur 72 cas de pension d'invalidité à verser au personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix	82	Actes en rapport avec le traitement de cas de pension d'invalidité à verser à 41 membres du personnel
Conseils au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions pour 600 évacuations et rapatriements sanitaires d'agents civils, d'observateurs militaires, de membres de la police civile et de membres des contingents	861	Évacuations et rapatriements Ce nombre plus élevé que prévu s'explique par l'augmentation du nombre de demandes reçues de la MINUSTAH et de la MINUAD.
Conseils concernant l'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès, de 370 membres du personnel civil, observateurs militaires, membres de la police civile et membres des contingents	324	Actes effectués
2 séances de formation à l'intention des gestionnaires concernant l'appui avant le départ ou au retour du personnel des missions	4	Séances de formation à l'intention des gestionnaires organisées à Haïti 6 consultations individuelles ont été menées à l'intention des gestionnaires du Siège
Formation de coordonnateurs du système d'appui aux missions dans 6 missions (FNUOD, FINUL, MINUAD, MINUS, MINUSTAH, MINURCAT)	3	Séances de formation à la MONUC, à la MINUSTAH et à la MINUT Après le séisme qui a secoué Haïti et qui a induit un changement des priorités, des ressources ont été réaffectées à l'aide à la MINUSTAH. Une tournée de 4 semaines a été organisée au titre de l'aide d'urgence offerte à la MINUSTAH, au cours de laquelle ont eu lieu 18 séances de formation supplémentaires, dont 242 membres du personnel ont bénéficié.
2 stages de formation à l'intention du personnel du Siège qui envisage de partir en mission dans un délai de 2 ans	4	Stages effectués Nouvel atelier préalable à la mission mis au point
Fourniture de ressources en ligne destinées au personnel et aux cadres sur le site Web du programme de préparation aux missions	Non	Cela est dû à un changement des priorités et une réaffectation des ressources au sein du Bureau de la gestion des ressources humaines visant à privilégier le lancement d'Inspira.

Saisie des données des examens médicaux du personnel des missions dans le logiciel EarthMed (dossiers médicaux électroniques de l'ONU)

Oui Le système EarthMed permet d'accéder à des rapports statistiques reprenant les données se rapportant aux examens médicaux subis par le personnel des missions.

Transfert dans le système de stockage numérique et traitement électronique des dossiers des examens médicaux des observateurs militaires du maintien de la paix et des membres de la police civile

Oui Les dossiers médicaux des observateurs militaires et des membres de la police civile chargés du maintien de la paix sont traités par voie électronique et archivés dans le système de stockage numérique.

Division du perfectionnement, de la valorisation et de l'administration des ressources humaines

Recrutement et prolongation de contrats de quelque 600 membres du personnel civil, militaires et policiers détachés par des États Membres au Siège et financés au titre du compte d'appui, et procédures d'accueil, y compris le recrutement et la prolongation du personnel recruté pour des postes de temporaire, ainsi que le recrutement de consultants

696 387 recrutements, 115 prolongations de contrats et recrutements de 194 consultants

Appui administratif au personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège pour environ 1 800 demandes concernant les prestations et avantages (allocation-logement, indemnité pour personne à charge, indemnité pour frais d'études), les cessations de service et les mouvements du personnel (réaffectations, détachements, prêts)

1 801 Appui administratif fourni pour 1 315 demandes relatives aux prestations et avantages et 486 demandes concernant les cessations de service et les mouvements du personnel

Appui en matière de ressources humaines pour environ 300 demandes du personnel relatives aux invalidités, licenciements amiables, abandons de poste, activités extérieures, congés spéciaux à plein traitement ou à traitement partiel, renoncations aux privilèges et immunités, et à tous les cas qui font exception aux Statut et Règlement du personnel; ces responsabilités ne sont pas déléguées aux services administratifs ni à la Division de l'appui aux missions du Département de l'appui aux missions.

298 Un appui en matière de ressources humaines a été fourni en réponse à 298 demandes du personnel concernant des cessations de service pour raisons de santé (invalidité), licenciements amiables, abandons de poste, activités extérieures, congés spéciaux à plein traitement ou à traitement partiel, renoncations aux privilèges et immunités, appels (auprès du Groupe du contrôle hiérarchique ou du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies), nominations à titre permanent et exceptions aux Statut et Règlement du personnel.

Conseils et appui aux services administratifs, aux directeurs de programme et aux membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions, et aux missions, par l'intermédiaire de la Division du personnel du Département de l'appui aux missions, pour environ 20 000 demandes

22 270 Avis et conseils ont été fournis aux services administratifs du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (35 %), aux directeurs de programme (3 %), aux membres du personnel (42 %), aux candidats (15 %) et aux missions permanentes (5 %) sur des questions relatives

concernant l'application du Statut et du Règlement du personnel, des politiques de gestion des ressources humaines, pour les questions ayant trait aux ressources humaines, y compris les prestations et avantages, les recrutements, les promotions et les cessations de service

Fourniture à 1 000 premiers notateurs dans les lieux d'affectation hors Siège d'une formation au suivi du comportement professionnel par les directeurs de programme

Coordination des affectations, à titre expérimental, des lauréats aux examens de concours national à 30 % des postes de temporaire vacants de classe P-2 et P-3 dans les missions de maintien de la paix, ainsi qu'à d'autres postes de temporaire financés au titre du compte d'appui au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions ayant trait aux réseaux professionnels gestion, administration, affaires politiques, paix et sécurité

Création et lancement d'un site Web pour les réseaux professionnels à l'intention du personnel affecté aux missions de maintien de la paix, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Initiative, sur une base expérimentale et volontaire, visant la constitution de réseaux d'échange au sein de 2 réseaux professionnels (gestion et administration, affaires politiques et sécurité) avec la collaboration du personnel dans les missions de maintien de la paix

aux ressources humaines concernant les prestations et avantages, les recrutements, les promotions, les conditions d'emploi, les obligations des fonctionnaires et les cessations de service.

Non Pour assurer à la formation un plus grand rayonnement et une plus grande rentabilité, 18 membres du personnel d'opérations hors Siège (MINUSTAH, MINURCAT, MINUAD, MINUL, MINUS et BSLB) ont reçu une formation d'instructeur afin de pouvoir à leur tour dispenser des cours de formation au suivi du comportement professionnel dans leurs missions hors Siège respectives.

En outre, une équipe composée à la fois de membres du Bureau de la gestion des ressources humaines et de membres de la Division du personnel des missions a été déployée en avril 2010 pour animer des séances d'information et de formation sur la nouvelle politique de gestion de la performance et de perfectionnement ainsi que sur l'outil en ligne Inspira de suivi du comportement professionnel à la MINUL, au cours desquelles environ 1 800 fonctionnaires ont été formés.

27 Candidats aux concours de recrutement nationaux ont été identifiés et recommandés.

Oui Un portail des carrières de l'Organisation, structuré autour du concept de réseaux professionnels et de familles d'emploi, a été lancé.

Non Reporté à l'exercice 2010/11 en raison d'un changement de priorités du Bureau de la gestion des ressources humaines au profit du lancement d'Inspira

Création de profils de carrière types et de filières, y compris des postes de temporaire correspondants dans les missions, dans 2 réseaux; organisation d'ateliers de planification des carrières et d'organisation des carrières axés sur les réseaux à l'intention du personnel de 8 missions et coordination de leur réalisation en coopération avec le groupe de l'accompagnement des carrières du Département de l'appui aux missions

Service des politiques en matière de ressources humaines

Offre de conseils juridiques (oralement ou par écrit) au Département de l'appui aux missions et au personnel affecté dans les missions avant toute décision administrative sur des questions en litige

Fourniture de conseils juridiques au Groupe Déontologie et discipline au Siège et dans les missions, ainsi qu'au personnel du Département de l'appui aux missions et dans les missions pour ce qui est du traitement des allégations d'infraction aux circulaires ST/AI/371 (Mesures et procédures disciplinaires révisées) et ST/SGB/2008/5 (Interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir), y compris fourniture de conseils juridiques concernant la conduite des enquêtes

Représentation de l'Administration devant le tribunal de première instance du système de justice interne s'agissant de demandes de suspension de mesures administratives et de recours

Appui au Département de l'appui aux missions et au Groupe d'appui pour les politiques du Bureau de la gestion des ressources humaines, y compris participation à des groupes de travail, en ce qui concerne l'élaboration de politiques visant à traiter

Non Reporté à l'exercice 2010/11 en raison d'un changement de priorités du Bureau de la gestion des ressources humaines au profit du lancement d'Inspira

Oui Des conseils et un appui sont en permanence fournis au Département de l'appui aux missions et au Département des opérations de maintien de la paix sur les questions et décisions administratives, y compris concernant l'application des textes réglementaires.

Oui Des conseils et des observations sont régulièrement fournis au Département de l'appui aux missions et aux opérations sur le terrain concernant plus de 100 affaires disciplinaires, y compris sur les procédures de traitement des allégations d'irrégularités résultant de fautes professionnelles ou des affaires de discrimination, de harcèlement, y compris sexuel, et d'abus de pouvoir, ainsi que sur le traitement des allégations d'infraction à la circulaire ST/AI/371 et à son premier amendement. Des conseils sont également fournis de façon permanente sur les normes d'établissement de la faute devant le Tribunal du contentieux administratif dans le nouveau système de justice, y compris concernant les affaires de vol.

86 Dossiers de recours ont donné lieu à une représentation du Département de l'appui aux missions.

En outre, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont été représentés devant le Tribunal du contentieux administratif au moyen de réponses écrites.

Oui Participation à des réunions bihebdomadaires consacrées à la révision du Règlement du personnel, au cours desquelles ont notamment été examinées les nouvelles conditions d'emploi harmonisées du personnel de maintien de la

les cas propres aux missions, tels que l'exploitation et la violence sexuelles à l'égard des civils

paix sur le terrain; 15 réunions pour préparer l'harmonisation et consacrées aux questions concernant les lieux d'affectation famille non autorisée, en préparation des réunions de la Commission de la fonction publique internationale

Participation à 4 réunions de groupes de travail de la Commission de la fonction publique internationale (2 réunions du groupe de travail chargé d'examiner le régime de la prime de mobilité et de sujétion et 2 réunions du groupe de travail sur le classement des lieux d'affectation)

Réunions hebdomadaires tenues avec les spécialistes des ressources humaines pour étudier les dossiers concernant des membres du personnel sur le terrain exigeant de fournir des conseils au Département de l'appui aux missions ou de réviser les politiques de ressources humaines

Élaboration du rapport du Secrétaire général relatif aux dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels (A/64/669)

Révision, modification et remplacement de plus de 30 textes administratifs (circulaires du Secrétaire général, instructions administratives, directives) ayant trait aux recours et aux mesures disciplinaires, suite à la mise en place du nouveau système de justice interne

- 3 Textes administratifs ayant trait à l'administration de la justice, ayant une incidence sur les opérations sur le terrain : circulaire du Secrétaire général relative aux mesures de transition liées à la mise en place du nouveau système d'administration de la justice; circulaire du Secrétaire général sur l'organisation et le mandat du Bureau de l'administration de la justice; et instruction administrative provisoire sur les mesures et procédures disciplinaires révisées

Élaboration d'un système informatique permettant d'améliorer la gestion des recours et des affaires disciplinaires avec les missions

- Oui Un accès en temps réel aux dossiers disciplinaires en cours ou clos a été fourni au Département de l'appui aux missions, fournissant des statistiques et des rapports; mise en place, à l'aide de Lotus Notes, d'une boîte aux lettres générale donnant aux fonctionnaires parties prenantes dans une affaire disciplinaire la possibilité de communiquer avec la Section du droit administratif au moyen d'une adresse électronique unique, permettant d'éviter des erreurs dans l'envoi de messages urgents et de s'assurer plus facilement que les communications sont bien reçues par les

- fonctionnaires concernés; procédure simplifiée de mise en partage des fichiers avec le Bureau des affaires juridiques; et introduction du logiciel KLOK de gestion du temps adapté aux besoins de la Section du droit administratif, en vue de savoir plus exactement combien de temps est consacré au traitement des affaires (depuis avril 2010)
- Formulation de conseils pratiques en vue de l'établissement de stratégies visant à prévenir l'exploitation et les violences sexuelles dans le cas du personnel civil, notamment établissement de politiques adaptées à chaque mission et conformes aux principes généraux et aux textes réglementaires applicables à l'ensemble du Secrétariat
- Oui Le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels (A/64/669) montre les progrès qui ont été faits dans l'élaboration et l'application de mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels, et dans le traitement des allégations. Des conseils ont été fournis au sujet des normes d'établissement de la faute devant le Tribunal du contentieux administratif dans le nouveau système d'administration de la justice, y compris concernant les affaires d'exploitation et d'abus sexuels.
- Révision de plus de 250 circulaires relatives à la gestion des ressources humaines (instructions administratives, circulaires et directives), compte tenu des nouvelles dispositions du Règlement du personnel, dans le but de les homogénéiser, de les rationaliser et de les simplifier
- 26 Instructions administratives et circulaires du Secrétaire général relatives à la gestion des ressources humaines ont été publiées.
- 27 Circulaires
- 6 Nouvelles directives
- En outre, le Règlement provisoire du personnel a été révisé et 14 instructions administratives et circulaires du Secrétaire général ont été annulées.
- Conseils et soutien à l'intention du Département des opérations de maintien de la paix dans le domaine de la gestion du personnel des missions, y compris concernant l'application des textes réglementaires
- 88 Mémoires rédigés
- Conseils dispensés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions par écrit (mémoires et messages électroniques) et à des réunions. Conseils et soutien fournis s'agissant de la mise en œuvre de la réforme du régime des engagements pour le personnel hors Siège et le personnel du Siège, y compris le passage aux nouvelles règles pour le personnel hors Siège en fonctions au 1^{er} juillet 2009; conseils fournis dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de sélection du personnel; fourniture d'éclaircissements et de conseils au sujet des nouvelles conditions d'emploi du personnel sur le terrain; examen permanent des politiques dans le cadre des

Actualisation et adaptation des principes qui régissent les droits et avantages de tous les membres du personnel civil des missions	efforts constants d'harmonisation des conditions d'emploi du personnel sur le terrain. Offre de conseils au sujet des conditions d'emploi du personnel des missions recruté sur le plan local, notamment les consultants et les vacataires
Mise au point et publication du nouveau Règlement du personnel applicable à l'ensemble du Secrétariat, y compris au personnel civil des missions, qui remplacera les trois séries de dispositions actuellement en vigueur (100, 200 et 300)	<p>3 Instructions administratives (ST/AI/2010/3, ST/AI/2010/4 et ST/AI/2010/5) concernant l'administration des engagements temporaires et la gestion de la performance, applicables à l'ensemble du personnel, ont été publiées.</p> <p>Publication d'une circulaire sur la classification des lieux d'affectation entre lieux d'affectation famille autorisée et famille non autorisée</p>
Mise au point et mise en œuvre de la phase 1 de la nouvelle version électronique du Manuel de gestion des ressources humaines	<p>2 Listes des lieux d'affectation désignés aux fins de repos et de récupération</p> <p>Oui Le nouveau Règlement du personnel (ST/SGB/2009/7) a été finalisé, publié le 1^{er} juillet 2009 et révisé en octobre 2009.</p>
Révision des taux de l'indemnité de subsistance (missions) dans 6 missions (MINUL, MINUAD, ONUCI, MINURCAT, FNUOD et MINUSTAH)	<p>Non En raison de la révision par le Bureau de la gestion des ressources humaines de l'ordre de priorité de ses projets informatiques en faveur du lancement d'Inspira, la phase 1 de la nouvelle version électronique du Manuel de gestion des ressources humaines a été reportée à une date indéterminée.</p> <p>Non En raison de la réforme des engagements et de la révision du Règlement du personnel, prenant effet au 1^{er} juillet 2009, la majeure partie du personnel civil affecté aux missions de maintien de la paix ne perçoit plus l'indemnité de subsistance (missions). Les membres de la Police des Nations Unies et les observateurs militaires continuent d'en bénéficier. Toutefois, dans l'attente d'une révision de l'indemnité applicable à ce personnel non civil, le montant de l'indemnité de subsistance (missions) n'a pas été revu.</p>
Réalizations d'enquêtes générales sur les salaires dans cinq missions (MINUAD, MINURSO, ONUCI, FNUOD et UNFICYP) et publication de 20 barèmes des traitements applicables au personnel des missions recruté sur le plan national	<p>3 Enquêtes générales sur les salaires ont été menées à la MINUS, à la MINUAD et à la MINUK.</p> <p>L'évolution de la situation au niveau local peut amener certains lieux d'affectation à entreprendre une enquête générale sur les</p>

	salaires en dehors du cycle habituel de 4 ans; c'est pourquoi les lieux d'affectation où des enquêtes sont effectivement conduites ne correspondent pas nécessairement aux lieux d'affectation où il était prévu de conduire de telles enquêtes au moment de l'établissement du budget.
Réalisation d'enquêtes provisoires sur les salaires dans d'autres missions et publication de 40 barèmes de traitement applicables au personnel des missions recruté sur le plan national	14 Enquêtes provisoires sur les salaires ont été menées, qui ont débouché sur la publication de 28 barèmes de traitement révisés.
Examen et mise au point de profils d'emploi types pour les missions	1 Profil d'emploi type finalisé
	117 Nouveaux profils d'emploi types sont en cours d'élaboration ou d'examen et devraient être prêts d'ici au 30 juin 2011.
Formation à l'application des normes et des procédures de classement des emplois	Oui Des conseils et un soutien sont fournis en permanence au Département de l'appui aux missions pour l'aider à appliquer les normes de classement des emplois, à utiliser les profils d'emploi types et à uniformiser les titres de fonction.
Section de l'informatique ressources humaines	
Mise en place et présentation du nouveau système de gestion des aptitudes destiné à la gestion des recrutements et nominations pour pourvoir les postes vacants au Siège, y compris le recrutement par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, des employés, des militaires et des policiers civils	Non Le module de recrutement du nouveau système de gestion des aptitudes a été présenté au Siège et aux bureaux extérieurs en avril 2010. Sa mise en œuvre dans les missions de maintien de la paix a été reportée jusqu'à ce que les fonctionnalités d'Inspira déjà lancées soient bien maîtrisées.
Intégration du nouveau système de gestion des aptitudes dans le Système intégré de gestion permettant la gestion des effectifs pour les opérations de maintien de la paix	Non Les données du Système intégré de gestion ont été transférées au nouveau système de gestion des aptitudes. Toutefois, la mise en œuvre dans les missions de maintien de la paix a été reportée jusqu'à ce que les fonctionnalités d'Inspira déjà lancées soient bien maîtrisées.
Tenue à jour et exploitation du système PeopleSoft dans le cadre du système de gestion des aptitudes	Oui Le nouveau système de gestion des aptitudes a été lancé en avril 2010 au Siège et dans les bureaux extérieurs.
Mise en œuvre de la phase 1 du système de gestion des contenus pour rationaliser les processus de gestion des documents concernant les ressources humaines et répondre aux besoins de numérisation et de classement pour les besoins opérationnels quotidiens ainsi que pour l'archivage, y compris les dossiers personnels des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège	Non En raison d'une révision par le Bureau de la gestion des ressources humaines de l'ordre des priorités de ses projets informatiques au profit du lancement d'Inspira, les fonds nécessaires n'ont pas été alloués à l'exécution de ce produit. Le projet a été reporté à une date indéterminée.

Création d'un centre d'excellence pour faciliter le processus de recrutement, y compris du personnel des missions, qui mettra ses méthodes et ses compétences au service de l'application au niveau mondial du logiciel PeopleSoft dans le cadre de programmes de gestion des aptitudes, en concevant de nouveaux processus, en optimisant ceux en vigueur, en administrant des projets de mise en œuvre complexes, en offrant un appui et une formation aux utilisateurs, et en veillant à ce que le système complexe de gestion des aptitudes soit opérationnel 24 heures sur 24, et 7 jours sur 7	Oui	Le centre d'excellence a été créé à Bangkok en septembre 2009 et il est à présent opérationnel.
Formation d'un responsable pour la formation à l'utilisation du système de gestion des aptitudes dans toutes les missions	Oui	Un responsable a été formé pour assurer la formation à l'utilisation du système de gestion des aptitudes dans toutes les missions.
Sessions de formation de formateurs pour former les spécialistes des ressources humaines à l'utilisation du système de gestion des talents dans quatre missions	Oui	Une session de formation de formateurs a été organisée à Addis Abeba en juin 2010, à l'intention de 44 membres du personnel de 13 missions de maintien de la paix.

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Section des archives et de la gestion des dossiers

Recensement des dossiers archivés à la MINUAD, à la MONUC et au BINUCSIL aux fins de transfert immédiat ou futur au Siège	2	Recensement des dossiers archivés à la MINURCAT et à la MONUC Le recensement prévu à la MINUAD a été reporté, la priorité ayant été donnée au recensement des dossiers archivés à la MINURCAT, le mandat de celle-ci expirant le 31 décembre 2010.
100 000 pages d'archives concernant le maintien de la paix affichées sur le site Internet des Nations Unies aux fins de consultation par le public	34 200	Pages ont été numérisées et affichées. Le nombre est inférieur au produit prévu, quelque 60 000 pages devant être examinées de manière approfondie avant d'être affichées sur le site Web afin de veiller à ce que des données sensibles et à caractère privé ne soient pas divulguées au public.

Communication de documents à l'Organisation et aux États Membres en réponse à des demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix (1 000 demandes)	650	Demandes ont fait l'objet d'une réponse par courrier électronique, par courrier ou par téléphone. Environ 57 % de ces demandes provenaient de l'Organisation et le reste des États Membres.
---	-----	---

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Section des archives et de la gestion des dossiers		
Exécution de programmes de gestion des dossiers conformément aux règles de tenue des registres de l'ONU à la MINUAD, à la MONUC et au BINUCSIL	2	Programmes de gestion des dossiers ont été exécutés, à la MONUC et à la MINUAD
Élimination du retard accumulé dans le traitement des archives des opérations de maintien de la paix jusqu'alors conservées dans des entrepôts commerciaux, permettant de réduire les coûts, de sauvegarder des documents précieux et de les rendre accessibles	1 500	Mètres linéaires de dossiers d'archives ont été définitivement retirés des entrepôts commerciaux où ils étaient stockés. Le retrait des 1 500 mètres linéaires restants est en cours.
Section des services spéciaux du Service chargé des activités commerciales		
Tri et gestion du courrier, à l'arrivée et à la sortie, de la valise diplomatique et du courrier interservices pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	902 949	Objets postaux traités, à leur arrivée et à leur sortie
	68 985	Kilos de plis envoyés par valise diplomatique ont été traités.
	54 075	Objets postaux interservices ont été ramassés ou distribués.
Inspection des valises à l'arrivée et renforcement du tri des colis expédiés dans les bureaux extérieurs	723	Valises reçues, inspectées et traitées
	5 725	Valises diplomatiques ont été inspectées avant expédition, soit 84,3 % de la charge de travail du Groupe dans ce domaine.
Division des achats		
Établissement de 300 contrats, y compris les avenants, 2 000 commandes et 50 contrats-cadres devant expirer en 2009/10 (y compris les avenants) concernant les opérations de maintien de la paix	541	Contrats, y compris les avenants, ont été établis.
	1 700	Commandes, y compris les avenants, ont été passées. À mesure que de nouveaux contrats-cadres étaient établis, les missions de maintien de la paix ont passé davantage de commandes.
	29	Contrats-cadre et 179 avenants établis

Agrément de 900 fournisseurs	1 030 Fournisseurs ont reçu l'agrément dans ProcurePlus
Examen et mise à jour des fiches de 10 000 fournisseurs enregistrés dans le système ProcurePlus et le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies	9 031 Fiches de fournisseur ont été examinées et mises à jour dans ProcurePlus (7 477) et dans le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (1 554).
Mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée grâce au progiciel de gestion intégrée (PGI) offrant des pratiques optimales en matière d'achats pour un meilleur contrôle interne	Non En raison du retard pris dans la mise en œuvre du progiciel de gestion intégrée Poursuite de la participation à l'examen des procédures et du plan de gestion intégrée concernant les achats avec l'équipe Umoja
Mise en place d'une méthodologie et de fiches récapitulatives de suivi pour mieux répondre aux attentes des clients	Non Des consultants extérieurs ont été chargés d'établir des indicateurs clefs de résultat concernant les achats, y compris un tableau de bord pour mieux répondre aux attentes des clients. Le rapport concernant la mise en œuvre a été présenté en octobre 2010.
Règlement des demandes de dommages-intérêts en suspens	3 Des 9 demandes de dommages-intérêts en suspens ont été réglées par le Département des affaires juridiques. 6 dossiers restent en souffrance (1 dossier est actuellement examiné par le Département des affaires juridiques et les 5 autres sont actuellement examinés par la Division des achats et seront soumis au Département des affaires juridiques si nécessaire).
Établissement de nouveaux contrats pour la nourriture et les carburants	24 Contrats (et avenants) pour la nourriture 13 Contrats (et avenants) pour les carburants
Organisation de 36 séminaires d'entreprise dans des pays en développement et des pays en transition	38 Séminaires d'entreprise conduits dans des pays en développement et des pays en transition
20 visites de sites, conférences de soumissionnaires et négociation de contrats avant attribution	19 Visites de sites, conférences de soumissionnaires et négociation de contrats hors Siège
Examen des opérations d'achats dans 9 missions de maintien de la paix : MONUC, MINUSTAH, MINUS, MINUAD, FINUL, FNUOD, UNFICYP, MINURCAT et ONUCI	7 Visites d'examen des opérations d'achats (MINURCAT, FNUOD, MINUSTAH, MINUT, UNFICYP, MONUC et BSLB) Les visites prévues à la MINUAD et à la MINUS n'ont pas eu lieu en raison de l'évolution des priorités opérationnelles.
Participation à 5 conférences et expositions sur les transports organisées par les principales organisations et associations concernées	3 Conférences et expositions sur les transports Le nombre est inférieur au produit prévu en raison des changements intervenus dans les priorités et les besoins opérationnels, notamment à la suite du tremblement de terre en Haïti et du fait de la lourde charge de travail de la Section de la logistique et du transport.

4 visites à des institutions des Nations Unies pour coordonner la mise en œuvre des pratiques optimales en matière d'achats

Stages de formation pour 1 000 fonctionnaires du Siège et des missions, dans les domaines suivants : achats (formation de base); responsabilités des comités locaux des marchés; déontologie; modules achats

Examen et règlement des litiges résultant de la contestation des adjudications

Service des voyages et des transports

Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 33 accords en vue d'obtenir une réduction des tarifs pour les personnes voyageant pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (11 négociations en cours, 20 accords renégociés et 2 accords nouvellement négociés durant la période à l'examen); la plupart des contrats sont d'une durée d'un an.

Vérification de 8 000 autorisations de voyage

5 Visites, dont 4 à des institutions des Nations Unies (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Programme alimentaire mondial et Programme des Nations Unies pour le développement) et une à la Banque mondiale

22 Fonctionnaires ont participé à une formation en face-à-face aux principes de base en matière d'achats (avant la mise en service du module en ligne).

307 Fonctionnaires ont participé à des formations de base ou avancées aux responsabilités des comités locaux des marchés.

614 Fonctionnaires ont participé aux formations en ligne sur la déontologie et l'intégrité dans la passation des marchés, la recherche du meilleur rapport qualité-prix et les principes essentiels du Manuel des achats.

5 Dossiers ont été examinés par un comité d'examen des adjudications; 3 ont été rejetés parce qu'ils ne répondaient pas aux critères d'éligibilité établis.

Les activités du comité d'examen des adjudications ont été transférées au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, et son secrétariat est hébergé par le Comité des marchés du Siège.

33 Accords renégociés pendant la période à l'examen

9 485 Le nombre supérieur au produit prévu s'explique par l'augmentation générale du nombre de voyages effectués par le personnel de maintien de la paix au Siège, en particulier pour les visites à la MINUSTAH.

Calcul des droits pour 1 200 demandes d'allocation d'une somme forfaitaire pour les voyages au titre du congé dans les foyers émanant du personnel du Département des opérations de maintien de la paix, au Siège	524 Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire ont été traitées. Le nombre inférieur au produit prévu s'explique par le fait qu'à compter du 1 ^{er} juillet 2007, le calcul des droits pour les demandes d'allocation de somme forfaitaire a été réalisé par les opérations sur le terrain. Il avait toutefois été prévu que certaines opérations n'auraient pas les compétences nécessaires pour se charger elles-mêmes de ce calcul.
Délivrance de 6 000 documents de voyage des Nations Unies et visas	6 132 Documents de voyage et visas délivrés
Formalités pour 7 500 expéditions (envoi des effets personnels, y compris traitement des demandes d'indemnisation par l'assurance)	17 535 Expéditions d'effets personnels (y compris les demandes d'assurance, la facturation, les demandes d'indemnisation et le versement des sommes forfaitaires de réinstallation) Le nombre est supérieur au produit prévu, les États Membres ayant, depuis mars 2009, l'obligation d'utiliser le contrat-cadre avec DHL pour l'expédition de 100 kilos d'effets personnels pour les membres de la Police des Nations Unies et les observateurs militaires.
Réception et livraison de fournitures, de biens et de colis à des bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège (17 000)	12 704 Articles, biens et colis Le nombre inférieur au produit prévu s'explique par la diminution du nombre de commandes de matériel informatique destiné aux bureaux du Département des opérations de maintien de la paix au Siège inspectées pour réception et livraison.
Livraison de fournitures de bureaux faisant suite à 500 demandes pour le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions	398 Demandes traitées Le nombre est inférieur au produit prévu en raison du regroupement des commandes en commandes d'un montant minimum de 50 dollars, dans le cadre des efforts visant à réduire l'impact de l'Organisation sur l'environnement.

D. Bureau des services de contrôle interne

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Publication de 10 rapports d'audit établis par les auditeurs du Siège	9	Rapports d'audits complexes et approfondis, concernant notamment le Bureau des affaires militaires, le Service de la lutte antimines et la gestion des opérations aériennes
100 rapports d'audit établis par les auditeurs résidents en poste dans les missions de maintien de la paix	63	Rapports d'audit Le nombre moins élevé que prévu tient au fait qu'il y avait des postes vacants dans les bureaux des auditeurs résidents, en raison du retard pris dans le recrutement et le déploiement effectif des nouveaux personnels, lequel s'explique par les incertitudes créées par la réforme de la gestion des ressources humaines entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 2009. En outre, il y a un taux élevé de renouvellement des personnels dans les bureaux des auditeurs résidents, ainsi que des difficultés à retenir du personnel qualifié sur le terrain, en raison des préoccupations concernant la sécurité et des conditions de vie difficiles. De plus, le plan de travail concernant la MINUSTAH n'a pu être achevé à cause du tremblement de terre qui a ravagé Haïti en janvier 2010.
2 rapports d'audit transversal portant sur des questions communes à plusieurs secteurs	Non	En raison de la réorganisation des priorités du plan de travail, aucun audit transversal n'a été effectué. À la place, des audits portant sur des questions intersectorielles comme la sécurité aérienne (2), la sûreté et la sécurité (4), les achats (10) et la gouvernance et la sécurité dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (4) ont été effectués. Leurs résultats seront présentés dans les prochains rapports périodiques.
15 analyses de risque réalisées par les auditeurs résidents	16	12 analyses de risque ont été mises à jour et 4 autres, concernant la MINUSTAH, la MINUK, la MINUL et le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), ont été effectuées pour faciliter la planification et la hiérarchisation des tâches.

1 rapport annuel	Oui	Rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2009 : opérations de maintien de la paix [A/64/326 (Part II)]
1 audit réalisé à la demande de l'Assemblée générale	Non	L'Assemblée générale n'a pas formulé de demande.
1 programme de formation et de perfectionnement professionnel à l'intention des auditeurs résidents et auditeurs assistants	Oui	La conférence annuelle de formation au maintien de la paix s'est tenue en mai 2010 à l'Office des Nations Unies à Nairobi et a réuni 70 participants.
Conférence annuelle des auditeurs résidents principaux	Oui	Tenue à New York en octobre 2009 avec 12 participants
2 rapports d'évaluation approfondis portant sur les programmes des missions de maintien de la paix	2	Rapport d'évaluation du BSCI sur l'exécution du programme de la MINUL et des résultats obtenus (A/64/712) Rapport d'évaluation du BSCI sur l'exécution du programme de la MINUSTAH et des résultats obtenus (IED-10-005)
Examen et analyse de 470 allégations de faute professionnelle (catégorie I) en vue de déterminer la juridiction compétente et de décider de l'ouverture éventuelle d'une enquête	359	Rapports sur d'éventuelles fautes professionnelles dans le cadre d'opérations sur le terrain ont été reçus, dont 108 concernant des infractions classées en catégorie I. Le nombre moins élevé que prévu tient à une réduction constatée du nombre de ces allégations en provenance des opérations sur le terrain.
95 rapports d'enquête	98	Rapports établis
90 communications adressées aux responsables de programme pour observations et suite à donner avant l'ouverture d'une enquête par le BSCI ou le classement d'un dossier	115	Communications adressées Le nombre plus élevé que prévu tient à l'augmentation du nombre de dossiers classés sans suite.
18 notifications adressées au Département de l'appui aux missions ou aux chefs de mission au sujet d'enquêtes prévues (catégorie I) ou achevées (catégorie II)	79	Notifications concernant le maintien de la paix, parmi lesquelles 68 demandes d'intervention concernant l'accréditation de nouveaux agents certificateurs dans les missions sur le terrain

E. Cabinet du Secrétaire général

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 117 rapports intéressant le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux	148	Des conseils appropriés et opportuns ont été fournis pour la rédaction de 148 rapports du Secrétaire général intéressant le maintien de la paix (63 destinés à l'Assemblée générale et 85 destinés au Conseil de sécurité).
Conseils pour la rédaction d'environ 1 200 notes ou éléments de discussion pour utilisation par le Secrétaire général à l'occasion de réunions bilatérales ou d'entretiens téléphoniques au Siège ou en dehors, y compris lors des déjeuners de travail mensuels du Conseil de sécurité	1 580	Notes ou éléments de discussion ont été revus, destinés à des réunions bilatérales ou à des entretiens téléphoniques au Siège ou en dehors, ou à des déjeuners de travail du Conseil de sécurité.
Conseils pour la rédaction d'environ 220 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres interlocuteurs clefs sur des questions relatives au maintien de la paix	235	Lettres sur des questions relatives au maintien de la paix ont été revues, formatées et adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres interlocuteurs clefs.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication d'observations et de conseils aux missions de maintien de la paix, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, concernant les rapports du Secrétaire général sur les missions de maintien de la paix	148	Des observations et des conseils ont été communiqués aux missions de maintien de la paix et aux Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, concernant 148 rapports relatifs à ces missions.

F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Règlement de litiges de travail dans quelque 250 affaires concernant la MONUC, la MINUS, la MINUAD et la MINURCAT et 150 affaires concernant l'ONUCI, la FNUOD, la FINUL, la MONUG, l'UNFICYP, la MINUK, la MINURSO, la MINUT, la MINUL et la MINUSTAH	401	Membres du personnel de maintien de la paix ont sollicité l'aide du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour résoudre des litiges de travail de manière informelle, y compris par l'intermédiaire des services de médiation. 198 de ces affaires concernaient la MONUC, la MINUS, la MINUAD et la MINURCAT. Les 203 autres affaires concernaient les autres missions.
Analyse de quelque 250 affaires concernant la MONUC, la MINUS, la MINUAD et la MINURCAT et de 150 affaires concernant l'ONUCI, la FNUOD, la FINUL, la MONUG, l'UNFICYP, la MINUK, la MINURSO, la MINUT, la MINUL et la MINUSTAH, en vue de déceler les problèmes d'ordre structurel, conformément au mandat du Bureau de l'Ombudsman	401	Dossiers reçus et analysés afin de déceler les problèmes d'ordre structurel pouvant apparaître dans les missions de maintien de la paix. Chaque affaire recouvre en moyenne plus d'un problème, les plaignants exprimant généralement des préoccupations multiples (concernant par exemple les conditions de renouvellement de leur contrat, l'évaluation de leur travail ou des questions liées aux relations interpersonnelles). Des observations relatives aux problèmes d'ordre structurel ont été portées à l'attention des bureaux concernés et une esquisse en est donnée dans le rapport annuel du Bureau à l'Assemblée générale.
8 visites effectuées dans les missions de maintien de la paix pour assurer des services de médiation sur place (MONUC, base logistique d'Entebbe, MINUS, MINUAD, MINURCAT, MINURSO, MINUL et MINUSTAH)	5	Visites de missions ont été effectuées (à la FNUOD, la FINUL, la MINUL, la MINUT et l'ONUCI) pour assurer des services de médiation sur place. Le personnel de 3 autres missions (MONUC, MINUAD et MINUS) a reçu ces services par l'intermédiaire des antennes régionales, notamment grâce à des visites régulières effectuées sur le terrain dans la zone de chaque mission.
260 consultations tenues avec la Division du personnel du Département de l'appui aux missions	Oui	Des consultations avec des représentants du Département de l'appui aux missions se sont tenues chaque semaine ou au gré des nécessités afin d'aider à régler les litiges de travail portés à l'attention du Bureau de l'Ombudsman des

		Nations Unies, par un examen détaillé de chaque affaire et des problèmes d'ordre structurel axé sur la recherche de solutions.
Rapports trimestriels présentés par les ombudsmans régionaux à l'Ombudsman de l'ONU (Siège)	Oui	Des rapports ont été présentés chaque mois par les ombudsmans régionaux sur leurs activités.
Réunions mensuelles des ombudsmans régionaux avec les représentants spéciaux du Secrétaire général sur l'activité menée par les bureaux extérieurs de l'Ombudsman concernant les opérations de maintien de la paix; observations sur les pratiques, politiques et procédures de l'ONU	Oui	Les ombudsmans régionaux ont tenu des réunions mensuelles avec les représentants spéciaux du Secrétaire général et/ou leurs représentants pour examiner les questions liées au règlement informel des litiges dans leurs zones d'opérations.
Réunions trimestrielles avec le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions	Oui	L'Ombudsman a tenu des réunions trimestrielles pour informer le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions et/ou ses représentants des activités du Bureau, notamment concernant les tendances observées. Des réunions d'information ont également été tenues périodiquement avec la Vice-Secrétaire générale, le Directeur de cabinet et le Directeur de cabinet adjoint.
4 exposés présentés au personnel des missions sur le rôle de l'Ombudsman	8	Exposés ont été présentés lors de réunions générales au personnel de la MONUC, de la MINUS, de la MINUAD, de la MINUL, de l'ONUCI, de la FINUL, de la MINUT et de la FNUOD, ainsi qu'au personnel sur le terrain par vidéoconférence. Le nombre plus élevé que prévu est dû à l'accroissement de la demande d'information sur le nouveau système d'administration de la justice.
2 vidéoconférences de l'Ombudsman avec le personnel des missions de maintien de la paix	2	Vidéoconférences de l'Ombudsman ont eu lieu avec le personnel de la MINURSO.
Renseignements sur le Bureau de l'Ombudsman donnés à 2 000 agents recrutés sur le plan national	2 000	Éléments d'information, dont des cartes d'information, des fiches documentaires, du matériel électronique d'information, des recueils de données et des guides pour le règlement des litiges ont été distribués à des agents recrutés sur le plan national.
3 000 brochures et affiches distribuées au personnel des missions de maintien de la paix pour leur faire connaître le Bureau de l'Ombudsman et ses activités et faciliter leur accès aux services du Bureau dans des conditions d'égalité	Non	Le travail de préparation de l'affiche et de la brochure a bien été effectué durant la période considérée, mais l'affiche n'a été imprimée qu'en septembre 2010 et la brochure ne devrait l'être qu'en décembre 2010. Pour faire face à la demande en attendant, une carte d'information, une fiche documentaire et du matériel électronique d'information ont été confectionnés et distribués.

Réunions mensuelles des ombudsmans régionaux avec d'autres bureaux locaux du système d'administration de la justice	Oui	Les ombudsmans régionaux et les chargés de dossiers basés au Siège ont tenu selon les besoins des réunions périodiques avec les acteurs concernés par le système d'administration de la justice et les représentants d'autres mécanismes de règlement des litiges.
Participation aux stages de formation à la médiation organisés par l'International Ombudsman Association et à la conférence annuelle des ombudsmans et médiateurs du système des Nations Unies et des organisations apparentées	Oui	Les ombudsmans régionaux ont suivi un stage de formation à la médiation et un stage de formation complémentaire afin d'obtenir leur certificat de médiateur.

G. Bureau de la déontologie

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Évaluation des besoins de formation en déontologie du personnel des missions hors Siège et élaboration des modules de formation correspondants	Non	L'évaluation n'a pas été effectuée en raison d'importantes vacances de postes au sein du Bureau, qui ont exigé une réorganisation des priorités entre les différents projets. Cependant, une action a été entreprise pour informer les missions hors Siège de la disponibilité d'une formation aux questions de déontologie et 1 module de formation intitulé « Responsabilité, déontologie et intégrité dans notre travail quotidien » a été mis au point et distribué dans le cadre du programme SMART à Brindisi (Italie).
Organisation de cours de formation en déontologie à l'intention des fonctionnaires au Siège et dans 4 missions de maintien de la paix (MINUS, MINUAD, MONUC et MINURCAT)	8 2 3 134 15	Séances de formation en déontologie ont été organisées pour les personnels de la MINUAD, réunissant un total de 62 participants. Séances ont été organisées pour les personnels de la FINUL, réunissant un total de 66 participants. Membres du personnel ont pris part à la formation en ligne du Programme de sensibilisation à l'obligation d'intégrité. Membres du personnel ont pris part à l'atelier de formation intitulé « Déontologie et intégrité dans le domaine des achats ».

Traitement d'environ 1 750 déclarations de situation financière ou d'intérêts présentées dans le cadre du dispositif de transparence financière par le personnel des missions de maintien de la paix	1 575	Membres du personnel de maintien de la paix ont rempli une déclaration de situation financière.
4 visites dans des missions de maintien de la paix afin de régler les problèmes de respect des obligations liées au dispositif de transparence financière (MINUS, MINUAD, MONUC et MINURCAT)	Non	Les visites dans les missions n'ont pas eu lieu en raison d'importantes vacances de postes au sein du Bureau, et de l'impact du nouveau système d'administration de la justice sur la politique en matière de protection contre les représailles et sur des aspects importants du système des Nations Unies dans son ensemble, tels que l'élaboration d'un code de déontologie à l'échelle du système, le recrutement de consultants pour mener une étude de faisabilité sur le dispositif de transparence financière, la révision du règlement du personnel, la formulation d'une nouvelle définition du « conflit d'intérêt » dans les règlements des Nations Unies, l'élaboration d'une nouvelle politique concernant les cadeaux et la mise en place du Comité de haut niveau chargé de l'examen des fournisseurs.
Conseils donnés régulièrement aux fonctionnaires du Siège et des missions hors Siège en matière de déontologie	35	Problèmes de déontologie ont été résolus.
Rapport annuel du Secrétaire général sur les activités du Bureau de la déontologie	Oui	Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau de la déontologie (A/64/316)

H. Bureau des affaires juridiques

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui et assistance sous forme d'avis et de conseils juridiques, équivalant à 15 années de travail, fournis régulièrement et en fonction des besoins aux missions de maintien de la paix et aux services d'appui (Département de l'appui aux missions, Département des opérations de maintien de la paix, Bureau des services centraux d'appui/Division des achats, etc.) concernant :	Oui	

Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance et les conditions d'application des règles et directives de l'Organisation (70 produits)

Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement) et les décisions finales prises avec les gouvernements et les institutions internationales à propos de ces accords (200 produits)

Nombre de cas de coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres tribunaux de nature internationale, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ayant trait à ces opérations, ainsi que la fourniture d'un appui pour la constitution de commissions de la vérité et d'autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 cas)

Les enquêtes sur les allégations de violations répandues et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme dans les missions de maintien de la paix (25 produits)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations du même genre, la liquidation des biens et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (395 produits)

Les dossiers de réclamation concernant le règlement des litiges contractuels et de contentieux immobiliers, et les réclamations pour dommages aux biens, invalidité et décès (25 produits)

143 Mémoires, textes et projets de textes juridiques annexes concernant les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix

Le nombre plus élevé que prévu tient à des modifications intervenues dans le mandat de 2 missions de maintien de la paix (au Tchad et en République démocratique du Congo).

237 Mémoires, projets d'instrument et autres communications écrites ou verbales concernant les accords institutionnels et opérationnels régissant les opérations de maintien de la paix

137 Mémoires, lettres et autres communications écrites ou verbales avec les tribunaux pénaux internationaux concernant leurs activités

Le nombre plus élevé que prévu tient à des questions relatives aux efforts juridiques et judiciaires internationaux pour lutter contre la piraterie maritime.

6 Mémoires et autres communications écrites ou verbales relatives aux enquêtes sur des allégations de telles violations

Le nombre moins élevé que prévu tient à une réduction du nombre des demandes d'enquêtes sur de nouvelles allégations.

697 Projets de contrats, mémoires, conseils de négociation et autres communications pertinentes avec les bureaux et fournisseurs des Nations Unies sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix

Le nombre plus élevé que prévu est dû à une forte demande de services juridiques.

74 Analyses et gestion de dossiers de réclamation, y compris sous forme de lettres et de conseils écrits

Le nombre plus élevé que prévu est dû à une forte demande de services juridiques.

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règles et règlements financiers, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)

Les litiges et affaires contentieuses, avec représentation de l'Organisation devant des juridictions arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (5 produits)

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant des juridictions judiciaires, quasi judiciaires et administratives (50 produits)

Les questions relatives au personnel, quant à l'interprétation et à l'application du Règlement et du Statut du personnel, aux droits et obligations des fonctionnaires, à leurs prestations et indemnités (175 produits)

Les affaires portées devant le Tribunal administratif des Nations Unies (5 produits)

Les aspects juridiques de la sécurité, y compris la promulgation et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 produits)

23 Mémoires, documents et conseils relatifs aux questions financières touchant les opérations de maintien de la paix

3 Représentations et soutiens juridiques devant des juridictions arbitrales, judiciaires ou administratives dans des affaires relatives aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation

62 Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation, y compris par des correspondances juridiques et autres représentations

314 Mémoires et autres formes de conseils juridiques pour les questions relatives au personnel touchant aux opérations de maintien de la paix

Le nombre plus élevé que prévu est dû à une forte demande de services juridiques, notamment à la suite du tremblement de terre en Haïti.

54 Cas de coordination stratégique concernant des affaires portées devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, d'analyses de ses décisions et de représentation dans des affaires référées au Tribunal d'appel des Nations Unies

Le nombre plus élevé que prévu est dû à une demande de services juridiques exceptionnellement forte et aux délais resserrés (par exemple le délai de 45 jours pour le dépôt du dossier de réponse dans les affaires parvenues devant le Tribunal d'appel des Nations Unies) ayant résulté de la mise en place du nouveau système d'administration de la justice.

61 Mémoires et analyses juridiques pertinentes

I. Département de l'information

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents, pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production de 15 sujets par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix et distribution de ces sujets par satellite à plus de 700 organismes de radiotélédiffusion, dont 500 clients d'Associated Press Television News qui y ont accès par Internet.	38	<p>Sujets par mois en moyenne</p> <p>Les produits sont supérieurs aux prévisions car les sujets de reportage sur les missions de maintien de la paix ont été plus nombreux que prévu. Au cours du premier trimestre 2010, les sujets produits et diffusés portaient en grande partie sur le tremblement de terre en Haïti (janvier 2010 : 94 sujets; février 2010 : 54; mars 2010 : 47).</p> <p>L'agence Associated Press Television News a transmis des sujets par satellite à ses 560 clients via son Global Video Wire.</p> <p>Des sujets ont également été diffusés par Reuters, l'autre grande agence d'informations télévisées. Des douzaines d'autres organismes de radiotélédiffusion ont eu accès aux sujets de UNifeed via son site Web.</p>
Production de 2 émissions « L'ONU en action » par an sur des questions liées aux opérations de maintien de la paix	14	<p>Émissions « L'ONU en action » ont été produites et proposées ensuite pour diffusion à CNN World View.</p> <p>Les produits sont supérieurs aux prévisions en raison d'une demande plus forte que prévu de sujets portant sur le maintien de la paix. 9 des sujets produits étaient directement liés à la situation en Haïti.</p>
Comme l'a demandé le Département des opérations de maintien de la paix, production d'une émission spéciale sur des questions liées au maintien de la paix	2	<p>Production d'émissions spéciales : les femmes au sein des forces de police de maintien de la paix dans « In their own Voices » (elles ont la parole) et « Women in Peacekeeping » (les femmes dans les opérations de maintien de la paix), une vidéo produite à l'occasion de la Journée internationale du maintien de la paix</p>

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créés par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils sur la stratégie de communication des opérations de maintien de la paix planifiées, nouvellement créées ou élargies et avis sur cette stratégie	Non	Aucune opération de maintien de la paix nouvelle ou élargie n'a été autorisée par le Conseil de sécurité pendant la période considérée.
Évaluation menée préalablement au déploiement pour cerner les besoins en matière d'information et mieux définir le plan de communication des opérations de maintien de la paix prévues, nouvellement créées ou élargies	Non	Aucune opération de maintien de la paix nouvelle ou élargie n'a été autorisée par le Conseil de sécurité pendant la période considérée.
Vérification des qualifications techniques des candidats éventuels à la composante information des missions de maintien de la paix	Non	Aucune opération de maintien de la paix nouvelle ou élargie n'a été autorisée par le Conseil de sécurité pendant la période considérée.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientations et appui stratégiques fournis à 10 missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MINURCAT, MONUC, MINUAD, FINUL, ONUCI, MINUL, MINUK, MINUS et MINUT) pour la formulation et l'exécution de stratégies d'information; visites à 3 missions sur le terrain pour fournir un encadrement et un appui sur place	10	Orientations et appui fournis à 10 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINURCAT, MONUC, MINUAD, FINUL, ONUCI, MINUL, MINUK, MINUS et MINUT)
	3	Visites sur le terrain à la MINUT, à la MINUS et à la MINUAD pour aider ces missions à formuler et mettre en œuvre des stratégies d'information
Conseils périodiques fournis à 4 missions de maintien de la paix (MINURSO, FNUOD, UNFICYP et MONUG) sur les questions d'information	3	Prestation de conseils en matière d'information à la MINURSO, à la FNUOD et à l'UNFICYP. Le produit est inférieur aux prévisions car le mandat de la MONUG a expiré le 15 juin 2009.
Vérification des qualifications techniques des candidats éventuels à la composante information des missions de maintien de la paix	190	Vérifications des qualifications techniques des candidats pendant la période du 1 ^{er} juillet 2009 au 22 avril 2010. En raison de la réforme de la gestion des ressources humaines, la vérification des qualifications techniques n'est plus nécessaire.
Produits supplémentaires		
Dans le cadre de la participation aux activités		

<p>Un stage de formation spécialisée d'une semaine organisé à la Base de soutien logistique des Nations Unies (BSLB) pour les fonctionnaires de l'information des missions et du Siège s'occupant des opérations de maintien de la paix</p>	<p>du Groupe d'experts mis en place par le Département de l'appui aux missions à la Base de soutien logistique des Nations Unies, évaluation approfondie de 40 candidats à des postes dans le domaine de l'information sur le terrain dans des missions de maintien de la paix (avril-mai 2010)</p>
<p>Mise à jour et administration d'environ 120 pages Web pour 13 missions (MINURCAT, MINURSO, MINUSTAH, MONUC, MINUAD, FNUOD, UNFICYP, FINUL, ONUCI, MINUL, MINUS, MINUT et MONUG) sur le site Web du Siège de l'ONU consacré au maintien de la paix</p>	<p>1 Le septième stage annuel de formation à l'information et aux opérations de maintien de la paix a été organisé en juin 2010 à la plateforme logistique d'Entebbe (Ouganda), en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions. 40 hauts fonctionnaires venus des opérations sur le terrain et du Siège se sont employés à affiner les procédures en matière de recrutement du personnel, d'utilisation des technologies numériques, d'intégration des activités de communication dans les composantes humanitaire, militaire et police ainsi que de plans de retrait des stations radio des Nations Unies.</p> <p>112 pages Environ 112 pages Web pour 12 missions (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUL, MINURCAT, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUC, ONUCI et UNFICYP) ont été mises à jour et administrées sur le site du Siège consacré au maintien de la paix. Le produit est inférieur aux prévisions car le mandat de la MONUG a expiré le 15 juin 2009.</p>
<p>Enrichissement du site Web du Siège de l'ONU consacré au maintien de la paix et mise à jour et administration suivies de quelque 750 pages Web administrées par le Département de l'information sur ce site</p>	<p>800 Pages Web mises à jour. Le Département a supervisé la mise au point, l'amélioration et la mise à jour des pages du site Web des opérations de maintien de la paix administrées par le Département de l'information.</p> <p>Le produit supérieur aux prévisions s'explique par les activités Web liées à la MINUSTAH à la suite du tremblement de terre en Haïti, ainsi que par la création de nouvelles pages et l'enrichissement des sites Web consacrés à des questions spécifiques en matière de maintien de la paix.</p>
<p>En coopération avec la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions, poursuite de la mise au point et lancement d'un système de gestion des contenus, qui permettra de créer, dans</p>	<p>Oui En collaboration avec le Département de l'appui aux missions, le Département de l'information a coordonné la mise en place et le dépannage du système de gestion des contenus dans les missions sur le terrain. Ce système a</p>

les missions, des sites Web dont le contenu et le mode de présentation seront cohérents, ce qui réduira les besoins de ces missions en matière d'entretien.

Mise à jour du manuel de politique et d'orientation relatif à la fonction information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Organisation, à l'intention des fonctionnaires de l'information nouvellement nommés, de séances d'information sur la mission et les exigences et priorités du Siège de l'ONU en matière de communication

été utilisé par 3 missions de maintien de la paix (MINURSO, MINUS et FINUL) pour transformer leurs sites Web ou en créer de nouveaux.

Oui Les sections pertinentes du manuel d'orientation ont été mises à jour.

18 Les nouveaux fonctionnaires de l'information ont reçu des instructions avant et après le déploiement.

1 Organisation d'un programme d'information de 4 jours à l'intention du porte-parole de la MINUT à l'occasion de sa visite au Siège

J. Département de la sûreté et de la sécurité

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
20 rapports établis à l'issue de visites d'assistance aux missions en matière de gestion de la sécurité [MINURSO, MINURCAT (2), MINUSTAH, MONUC (2), MINUAD (2), FNUOD, UNFICYP, FINUL (2), MINUK, MINUL, MINUS (2), MINUT, ONUCI et MONUG (2)]	16	Rapports établis à l'issue de visites d'assistance aux missions en matière de gestion de la sécurité pour : MINURCAT (2), MINURSO (1), MINUSTAH (1), MONUC (1), MINUAD (1), FNUOD (1), UNFICYP (1), FINUL (2), MINUK (1), MINUL (1), MINUS (1), MINUT (1), l'ONUCI (1) et MONUG (1) Le produit est inférieur aux prévisions car les visites d'assistance aux missions en matière de gestion de la sécurité ont été suspendues en ce qui concerne la MONUG en raison de sa liquidation, et en ce qui concerne la MONUC, la MINUAD et la MINUS, elles l'ont été par suite du manque d'effectifs consécutif aux vacances de poste intervenues pendant la période considérée.
Rapports établis à l'issue de visites d'assistance en matière de gestion de la sécurité des moyens logistiques et de communication du Département de l'appui aux missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et au centre actif secondaire de transmissions à Valence (Espagne)	5	Rapports établis à l'issue de visites à la Base de soutien logistique (1), au centre actif secondaire de transmissions à Valence (1) et à la plateforme logistique d'Entebbe (3). 92 % des recommandations formulées dans ces rapports ont été mises en œuvre, 8 % étant en cours d'application.

Formation en matière de sécurité pour 13 missions de maintien de la paix, équipes de coordination du dispositif de sécurité (environ 340 personnes)

À la MINURSO, la MINURCAT, la MINUSTAH, la MONUC, la MINUAD, la FNUOD, l'UNFICYP, la FINUL, la MINUL, la MINUS, la MINUT, l'ONUCI et la MONUG

Établissement au jour le jour de 261 données d'information sur les questions de sécurité destinées à alimenter le rapport quotidien du Département de la sûreté et de la sécurité

Établissement de 4 rapports de la Division des opérations régionales sur les conditions de sécurité concernant 16 missions de maintien de la paix

Conseils réguliers prodigués aux agents de liaison pour les questions de sécurité de fonds, programmes et organismes des Nations Unies dans 15 zones de mission où des organismes des Nations Unies opèrent dans le cadre de structures intégrées, ou dans une zone dans laquelle le chef de la mission est aussi le responsable désigné pour les questions de sécurité

Élaboration de 20 mémorandums d'accord, contrats ou engagements d'assistance en matière de sécurité fixant le cadre des relations du Département de la sûreté et de la sécurité avec des partenaires extérieurs

Organisation et animation de 4 sessions communes avec le Comité permanent de la sécurité (Département de la sûreté et de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix et Département de l'appui aux missions)

Organisation et animation d'un atelier de formation commun (Département de la sûreté et de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix et Département de l'appui aux missions) consacré aux questions de sécurité à l'intention des conseillers principaux pour la sécurité, chefs de sécurité, conseillers en matière de sécurité et fonctionnaires chargés de la sécurité de 20 missions relevant du Département des opérations de maintien de la paix

1 Équipe de coordination du dispositif de sécurité formée à la MONUC

Le produit inférieur aux prévisions s'explique par la réorganisation des priorités concernant les programmes de formation à l'intention des agents de sécurité hors Siège, en vue de faciliter la formation au système de niveaux de sécurité nouvellement mis en place et à d'autres systèmes.

261 Données d'information sur la sécurité établies quotidiennement au Siège pour diffusion aux fonctionnaires supérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité, aux missions hors Siège et aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies

4 Rapports établis

Oui Un rapport sur les questions de sécurité a été diffusé 5 jours par semaine dans toutes les zones de mission et des conseils ont été fournis, à la demande, dans le cadre de réunions, par téléphone et au moyen de rapports et d'évaluations.

Non Aucun mémorandum d'accord n'a été élaboré pendant la période considérée en raison d'un moratoire actuellement imposé par le Département sur les mémorandums d'accord en matière de sécurité passés avec les organismes d'exécution extérieurs.

4 Sessions

1 Tenue d'un atelier en mai 2010 à la Base de soutien logistique des Nations Unies à l'intention des conseillers principaux pour la sécurité, des chefs du service de sécurité, des conseillers en matière de sécurité et des fonctionnaires chargés de la sécurité de 20 missions

Formation en matière de sécurité – 3 cours à l'intention de chefs de mission du Département des opérations de maintien de la paix	Non Le Département n'a pas été invité à dispenser une formation en matière de sécurité dans le cadre du cours à l'intention des chefs de mission.
Réunions d'information sur les questions de sécurité à l'intention des chefs des missions, des commandants des forces et des chefs de la police à la fois individuellement, au moment de leur nomination, et dans le cadre de conférences annuelles	Oui Des réunions d'information ont été organisées lors de conférences et au moment de la nomination de tous les chefs de mission.
Réunions d'information périodiques sur les questions de sécurité à l'intention du Département de l'appui aux missions	Oui Des réunions d'information périodiques ont été organisées à la demande du Département de l'appui aux missions.
Exposés sur les questions de sécurité dans le cadre de 2 sessions du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	Non Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix n'a pas demandé d'exposé pendant la période considérée.
Examen des postes de dépense relatifs à la sécurité, dans les projets de budget et les rapports sur l'exécution des budgets de 17 missions de maintien de la paix	17 Projets de budget et rapports d'exécution examinés
Élaboration de 12 recommandations par mois concernant les priorités de recrutement d'agents de sécurité pour les missions	12 Recommandations mensuelles fournies
Examen de 3 000 candidatures en vue du recrutement d'agents de sécurité sur le plan international, pour les missions de maintien de la paix	Oui Plus de 3 000 candidatures (hors protection rapprochée) examinées
Examen de 750 candidatures à des postes vacants d'agent de protection rapprochée dans les missions de maintien de la paix	Oui Examen de plus de 750 candidatures à des postes vacants d'agent de protection rapprochée
Évaluations des menaces concernant les mesures de protection rapprochée prévues pour 17 chefs de mission	Oui Une évaluation des menaces a été réalisée dans chaque mission et a été intégrée dans l'évaluation globale des menaces concernant la mission Les évaluations ont ensuite été examinées au Siège.
25 visites dans des missions de maintien de la paix pour évaluer les dispositifs de protection rapprochée et fournir des conseils à ce sujet	5 Évaluations et formulations de conseils fournies en matière de protection rapprochée lors de visites organisées conjointement par le Groupe d'appui aux missions. Les ressources ont été réaffectées pour réaliser trois évaluations supplémentaires en matière de sécurité stratégique et opérationnelle.

17 évaluations des menaces stratégiques,
18 évaluations de suivi des menaces opérationnelles
et 17 évaluations des menaces individuelles à
l'appui de 17 missions relevant du Département des
opérations de maintien de la paix et à l'intention de
la Base de soutien logistique des Nations Unies à
Brindisi et du centre actif secondaire de
transmissions à Valence (Espagne)

Examen de 34 évaluations de la menace, faites par
les missions de maintien de la paix

Organisation par le Département de la sûreté et de
la sécurité d'un cours de formation sur la gestion de
l'information relative aux questions de sécurité, à
l'intention d'un effectif total de 20 analystes de
l'information sur la sécurité

Formation de 1 240 membres du personnel de
sécurité aux politiques et procédures de sécurité
concernant les prérogatives et fonctions des agents
de sécurité; le recours à la force; l'utilisation
des armes à feu – sous réserve de modifications
tactiques en fonction du niveau des menaces
associées à la mission; les tactiques de défense,
notamment les techniques SPEAR, les matraques
télescopiques, et les techniques d'utilisation du
vaporisateur d'oléorésine de Capsicum et des
menottes; la sécurité incendie; et les matières
dangereuses, y compris l'utilisation du matériel
et l'application des procédures de prévention des
accidents et d'évacuation

19 Évaluations des menaces réalisées sur les sites
des missions et du Département de l'appui aux
missions dans le cadre des visites d'assistance
aux missions. Trois missions d'évaluation
stratégique spéciales ont également été réalisées
à la MONUC, la FINUL et la MINUS.

31 Examens réalisés, notamment à la Base de
soutien logistique des Nations Unies à Brindisi,
au centre actif secondaire de transmissions à
Valence et à la plate-forme logistique d'Entebbe

3 Cours organisés au centre de formation de la
Base logistique de Brindisi en octobre 2009
et juin 2010 et un cours organisé au Siège en
janvier 2010

238 Membres du personnel de sécurité

Formation à l'utilisation des armes à feu en vue
de l'obtention ou du renouvellement du permis
de port d'armes à la FINUL (d'octobre à
novembre 2009), à la MINUL (juin 2010) et à
la MINUT (avril 2010); aux techniques moins
létales (utilisation des menottes, du vaporisateur
d'oléorésine de Capsicum et des matraques) à
la FINUL (d'octobre à novembre 2009) et à la
MINUT (avril 2010); aux tactiques de défense
à la FINUL (d'octobre à novembre 2009); à la
sécurité incendie à la MINUL (juin 2010)

Le produit inférieur aux prévisions s'explique
en partie par le fait que les demandes de
formation émanant des missions de maintien de
la paix pendant la période considérée ont été
moins nombreuses que prévu; il est également
dû, en partie, à la réorganisation des priorités
des programmes de formation devant permettre
aux instructeurs, dans le domaine des armes
meurtrières et des explosifs, de répondre aux
besoins imprévus de la MINUSTAH en matière
de sécurité, après le tremblement de terre en
Haïti (juin 2010).

K. Bureau des technologies de l'information et des communications

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Configuration et personnalisation d'un portail d'information intégré pour le personnel technique des missions	Non	L'acquisition du logiciel de portail et l'application pilote à la MINUSTAH et au Bureau d'appui pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) ont été reportés en raison des délais supplémentaires qu'exigeaient la mise au point du prototype de portail d'information intégré s'appuyant sur un logiciel choisi, et la mise en place de l'infrastructure du réseau à la Base de soutien logistique de Brindisi (BSLB). C'est en mai 2010 qu'ont commencé les procédures de demande d'achat du logiciel relatif au portail d'information intégré et des services personnalisés s'y rattachant, y compris d'un nombre limité de licences pour l'application pilote en 2010/11 et l'application dans 8 opérations sur le terrain en 2011/12.
Un système intégré de vérification de l'identité des usagers fonctionne comme source fiable d'information sur l'identité du personnel employé dans les missions	Non	<p>En mai 2010, un projet pilote a été lancé en vue de la création d'un répertoire électronique du personnel des missions, assorti de mécanismes de validation des données et d'assurance qualité. Ce répertoire regroupe les données concernant le personnel de quatre opérations sur le terrain (FINUL, MINUL, MINUSTAH et BSLB). Le répertoire du personnel des missions, dans le cadre du système intégré de vérification de l'identité des usagers, sera étendu à toutes les opérations de maintien de la paix et à l'UNSOA en 2010/11 pour être progressivement intégré dans la base de données du Secrétariat en 2011/12.</p> <p>Ce projet est exécuté en collaboration avec la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions, qui est chargée de la collecte des données auprès des opérations de maintien de la paix, permettant au Bureau des technologies de l'information et des communications de réaliser des opérations d'analyse, de validation, de consolidation et d'intégration des données dans</p>

	<p>le répertoire principal du personnel des Nations Unies. Des rapports détaillés sont aussi fournis à la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions pour être distribués aux missions en vue du nettoyage des données selon que de besoin.</p>
<p>Un système de gestion des carburants facilite un suivi efficace de la consommation de carburant dans les missions</p>	<p>Non Le système de gestion des carburants, solution disponible dans le commerce, a été acquis pendant la période considérée et une étude préalable à la mise en œuvre a été réalisée à la MINUSTAH en novembre 2009; cependant, en raison du tremblement de terre en Haïti, le lieu d'exécution du projet pilote a été ultérieurement déplacé à la FINUL où une deuxième étude a été réalisée en mars 2010. Le changement de lieu s'est traduit par des retards et l'incapacité dans laquelle s'est trouvé le fournisseur d'assurer les prestations prévues dans le contrat.</p> <p>Le Bureau des technologies de l'information et des communications et le Département de l'appui aux missions ont acquis en quantité limitée le matériel permettant de mesurer la consommation de carburant, pour vérifier, en mai et juin 2010 à la FINUL, la capacité d'intégration du logiciel et du matériel du système, y compris l'installation des appareils de mesure de la consommation qui ont été achetés. À la suite des résultats des essais sur le terrain, le fournisseur a procédé aux modifications du logiciel permettant de répondre aux besoins des opérations. Le dernier essai de réception du système a été réalisé en décembre 2010 à la FINUL et à la BSLB</p> <p>Le système de gestion des carburants sera utilisé à la FINUL, à la FNUOD et à l'UNSOA en 2010/11, dans 4 opérations de maintien de la paix en 2011/12 et dans les opérations restantes en 2012/13.</p>
<p>Un système de gestion des rations permet d'optimiser la fourniture de rations aux unités militaires constituées dans les missions</p>	<p>Non Comme indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget de 2008/09 (A/64/611), l'Organisation a engagé la procédure d'acquisition du système de contrôle des rations, mais en raison de problèmes juridiques avec le fournisseur initialement retenu, la procédure d'achat a été retardée, nécessitant un nouvel appel d'offres. En décembre 2009, la Division des achats a sollicité de la part des fournisseurs spécialisés</p>

	<p>une manifestation d'intérêt et obtenu 9 réponses positives. Le cahier des charges relatif à l'émission de l'invitation à soumissionner a été présenté à la Division des achats en mars 2010, et la procédure est toujours en cours. L'application pilote se déroulera en 2011/12 à l'ONUCI et à la MINUL, à supposer que les activités d'achats ne subissent aucune perturbation, et dans des opérations de terrain choisies en 2011/12 et 2012/13.</p>
<p>Système de gestion de portefeuilles de projets CA Clarity aux fins de l'exécution de projets informatiques à la BSLB</p>	<p>Oui Le système de gestion de portefeuilles a été mis en service et est actuellement hébergé à la BSLB. Le Bureau des technologies de l'information et des communications a organisé des ateliers de formation à l'utilisation de l'outil intégré de gestion des portefeuilles et à la gestion des portefeuilles à la MINURCAT, la MINURSO, la MONUC, l'ONUCI, la MINUAD, l'UNFICYP, la FINUL, la MINUT et la BSLB.</p> <p>La gestion du portefeuille d'applications du système intégré a été configurée et un atelier de formation à l'utilisation du module connexe a été organisé pour les coordonnateurs de la MINURSO, de la MINUSTAH, de la MONUC, de l'ONUCI, de l'UNFICYP, de la FINUL, de la MINUT et de la BSLB.</p>
<p>Des progiciels de gestion des contenus facilitent les activités d'établissement de rapports et les projets de constitution de bases de données qui regroupent les éléments de doctrine et les documents directifs</p>	<p>Non Pas de projet d'informatisation des procédures d'établissement des rapports</p> <p>L'adoption du progiciel de gestion des contenus avait été initialement prévue, y compris l'acquisition du logiciel de constitution de la base de données relatives aux rapports des missions, mais pour éviter le chevauchement des systèmes d'informatisation en ce qui concerne les rapports au sein de l'Organisation, le Bureau des technologies de l'information et des communications a annulé le projet et choisi d'exploiter le système de constitution de bases de données mis au point et produit par la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions. Pendant la période considérée, les licences nécessaires ont été acquises pour un grand nombre d'utilisateurs dans le cadre du projet d'informatisation, à l'aide de ce système, des rapports des missions de maintien de la paix, et de son extension à d'autres types de rapports</p>

Une plate-forme de gestion de la relation client permet d'automatiser la vérification des capacités fournies aux missions de terrain par les pays fournisseurs de contingents

de missions, pour lesquels la mise en œuvre s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010/11.

Projet de constitution de bases de données regroupant les éléments de doctrine et les documents directifs dans le domaine du maintien de la paix

Une base de données relative au progiciel de gestion des contenus a été mise au point pendant la période considérée et sa production est prévue pour 4 missions (MINUSTAH, UNFICYP, MINUT et Bureau d'appui pour la Mission de l'Union africaine en Somalie) en 2010/11 et dans les missions de terrain restantes en 2011/12.

Non Aucun projet de gestion des états du matériel appartenant aux contingents

La plate-forme de gestion de la relation client a été configurée à la BSLB et le logiciel a été acquis et personnalisé pendant la période considérée en vue de faciliter les inspections du matériel appartenant aux contingents effectuées au cours de cette période dans les opérations de terrain. La mise en œuvre initiale de cette plate-forme a été réalisée à la FINUL et à l'ONUCI en 2010/11 et son déploiement se poursuivra dans les opérations de maintien de la paix dotées de matériel appartenant aux contingents en 2011/12.

Projet de facturation des services de télécommunication

L'analyse et l'étude de faisabilité ont été réalisées et une partie des services de télécommunication a été mise en œuvre au Département de l'appui aux missions au Siège, à la BSLB en avril 2010 et à la FINUL en juin 2010. Cette formule continuera d'être appliquée dans d'autres missions de maintien de la paix et à l'UNSOA en 2010/11.

Produits supplémentaires

Le logiciel de la relation client pour traiter les demandes de dépannage, en matière de technologies de l'information et des communications, émanant des utilisateurs dans les missions hors Siège, a été mis en œuvre à la BSLB en avril 2010 et à la FINUL en juin 2010.

4 visites effectuées dans des missions de maintien de la paix pour fournir sur place des services d'installation et d'appui technique aux projets de base de données des documents directifs, à l'utilisation de progiciels de gestion des contenus pour l'établissement de rapports, au suivi des contributions apportées par les pays fournisseurs de contingents et à l'emploi de logiciels de gestion de la relation client pour la facturation des télécommunications

Une évaluation du degré d'adéquation aux programmes stratégiques des systèmes de gestion de la relation client et de gestion des contenus employés par la FINUL, la FNUOD, la MONUC, la MINUAD, la MINUS, la MINUL et l'ONUCI

1 évaluation de la compatibilité et de l'intégration des 2 applications fondées sur le progiciel de gestion de la relation client et le progiciel de gestion des contenus dans les missions, plus particulièrement à la FINUL, à la FNUOD et à l'UNFICYP

3 Visites

Organisation d'une visite à la FINUL en vue de mettre au point le logiciel de la relation client pour la gestion des états du matériel appartenant aux contingents (inspection de ce matériel)

Le produit inférieur aux prévisions est imputable au report de la visite sur le terrain jusqu'à la mise au point définitive du progiciel de gestion des contenus et du logiciel de la relation client, prévue en 2010/11.

Produits supplémentaires

Organisation de 2 visites sur le terrain pour l'installation des services techniques destinés au logiciel de la relation client utilisé pour gérer les demandes de dépannage en matière de technologies de l'information et des communications, à la BSLB et à la FINUL

1 Évaluation du degré d'adéquation aux programmes stratégiques des systèmes de gestion de la relation client et de gestion des contenus employés par la FINUL et la FNUOD

L'évaluation n'a pas été réalisée pour la MONUC, la MINUAD, la MINUS, la MINUL ni l'ONUCI, la conception des systèmes de gestion de la relation client et de gestion des contenus n'étant pas achevée pour les missions sur le terrain. On procédera aux évaluations lorsqu'elle le sera en 2010/11.

1 Visite pour évaluer la compatibilité des programmes stratégiques et des systèmes de gestion de la relation client et de gestion des contenus employés par la FINUL et la FNUOD

L'évaluation n'a pas été réalisée pour l'UNFICYP, la conception des systèmes de gestion de la relation client et de gestion des contenus n'étant pas achevée pour les missions sur le terrain. L'évaluation sera réalisée en 2010/11.
